

Université de Lyon
Université lumière Lyon 2
Institut d'Études Politiques de Lyon

Interdépendance de l'action
publique et du champ
journalistique : le cas des favelas
cariocas à l'aune des méga-
événements et de la politique de
pacification

Mémoire de séminaire

Sous la direction de : Isabelle Garcin-Marrou

Membres du jury: Isabelle Garcin-Marrou et Isabelle Hare

(Soutenu le : 02 septembre 2014)

Remerciements

À ma famille pour vos conseils : à mon père pour l'encouragement, à ma soeur pour ses connaissances informatiques, à ma mère pour la relecture et pour m'avoir fait découvrir les pays de culture lusophone, notamment le Brésil.

À mes ami(e)s, de Lyon et d'Aracaju, pour leurs connaissances, les moments de décompressions, les relectures.

À Isabelle Garcin-Marrou et à Isabelle Hare pour leur présence, leur accompagnement et leurs conseils.

À Josi, pour m'avoir fait découvrir sa communauté et m'avoir donné l'occasion de découvrir une réalité brésilienne dont on parle beaucoup mais que l'on connaît peu.

À Antoine, dont l'esprit n'a cessé de m'accompagner pendant la rédaction de ce mémoire.

Merci à tous.

*« A favela, nunca foi reduto de marginal
Ela só tem gente humilde marginalizada
e essa verdade não sai no jornal »*
Bezerra Da Silva, « Eu Sou Favela »

Sommaire

Remerciements.....	- 5 -
Sommaire.....	6
Introduction.....	8
1 – État, violences, et médias : contextes brésilien et français.....	20
A – De la dictature à la démocratie : les violences au Brésil.....	20
B – Presse et démocratie au Brésil.....	32

C – Représentations médiatiques de la violence en France et au Brésil.....	38
2 – Les favelas cariocas dans les presses française et brésilienne: des états de nature spécifiques.....	47
A – Thomas Hobbes et Baruch Spinoza : deux théories différentes de l'état de nature et de l'État de droit.....	48
B – Du concept de « ville divisée » à la « métaphore de la guerre » : les favelas comme des états de nature hobbesiens.....	51
C – De l'abandon de l'État à l'existence d'une communauté de personnes: les favelas comme des états de nature spinoziens.....	69
3 – Les représentations de l'intégration des favelas carioca à l'État de droit brésilien.....	75
A – La politique de pacification : la présence nouvelle de l'État dans les favelas et la « métaphore de la paix ».....	76
B – Quand les discours journalistiques sur les favelas deviennent plus sociaux.....	87
C – La police pacificatrice dans la presse: entre rupture et continuité.....	96
Conclusion.....	106
Bibliographie.....	110
Annexes.....	115
Articles Français :	117
Articles brésiliens.....	141

Introduction

Comme le souligne Lícia Valladares dans son ouvrage *La favela d'un siècle à l'autre*, « [...] la catégorie de favela utilisée aujourd'hui tant dans les productions savantes que dans les représentations plus médiatiques est le résultat plus ou moins cumulatif, plus ou moins contradictoire, de représentations sociales successives, issues des constructions des acteurs sociaux qui se sont mobilisés sur cet objet social et urbain¹ ». Les représentations médiatiques actuelles des favelas, que ce soit en France ou au Brésil, sont donc le fruit des constructions sociales du début du 20^{ème} siècle. La question de la représentation des favelas est une question d'actualité qui mérite toute notre attention : avec l'arrivée des événements sportifs au Brésil, c'est à dire de la Coupe du Monde de football à l'été 2014 et des Jeux Olympiques d'été en 2016, les favelas sont le sujet de beaucoup d'articles et de reportages journalistiques et télévisuels. En étudiant les débuts du processus de construction des représentations sociales des favelas au 20^{ème} siècle nous verrons comment les mêmes images, le même vocabulaire, les mêmes stéréotypes reviennent lorsque les médias parlent de celles-ci. Mais nous verrons aussi en quoi, avec l'arrivée des événements sportifs d'ampleur mondiale, ce discours a tendance à être remplacé par un autre discours, plus social et plus pacifié, lié à la mise en place de politiques publiques.

Le choix de ce sujet provient d'une expérience personnelle datant de 2012. Au Brésil en année de mobilité, il m'a été donné l'occasion de rendre visite à une amie habitant dans une favela située dans la zone nord de Rio, le Complexo da Maré². Cette expérience m'a beaucoup questionnée dans le sens où ce que j'ai pu y voir ne correspondait pas à ce que nous pouvons lire ou voir dans les médias, français et brésiliens. Alors pourquoi une telle représentation des favelas dans les médias ? Mon intérêt pour la question est allé grandissant, et l'occasion d'écrire un mémoire sur la représentation des favelas par les médias correspond à cet intérêt. Étant donné que je parle couramment le portugais, beaucoup de textes de la bibliographie utilisée sont donc en portugais, et la traduction de certains passages s'imposait, dans un souci de compréhension. J'ai également suivi des cours de communication à Aracaju

¹VALLADARES, Lícia, *La favela d'un siècle à l'autre*, Paris, Éd de la Maison des Sciences de l'Homme, coll. Horizons américains, 2006, p.14

²Le Complexe da Maré est un ensemble de différentes favelas de la zone nord de Rio de Janeiro.

et j'ai côtoyé des étudiants en journalisme au Brésil : toutes les connaissances acquises sur le terrain ont été utilisées pour mener à bien ce travail.

La première question qui se pose est celle de la violence. Non pas parce qu'elle définit la favela, mais bien parce que le discours médiatique sur les favelas reste très centré sur la violence qui y prend place. Pour preuve, le nombre d'articles de journaux brésiliens ou français qui parlent des favelas en terme de violence, comparé au nombre total d'articles sur les favelas. Dans son ouvrage *Des violences et des médias*, Isabelle Garcin-Marrou montre comment les violences mettent en évidence le lien entre les individus, la société et l'État. L'auteure explique qu'il y a une asymétrie entre la représentation de la violence individuelle et de la violence étatique :

« [...] si la violence individuelle se trouve de plus en plus spécifiée, étudiée et caractérisée comme déviance à la norme, la violence étatique se fonde et se voile progressivement dans l'instauration de systèmes économique, judiciaire, policier et pénitentiaire.[...] L'État rationnel-légal, selon la formule weberienne, voile sa violence dans l'exercice institutionnel et administratif, tandis que l'individu demeure l'instance la plus visible dans l'exercice de la violence³ ».

Cela se vérifie effectivement lorsque l'on étudie les discours médiatiques sur les favelas : d'un côté, il y a l'existence de la violence individuelle, notamment celle des narcotrafiquants, qui ressort beaucoup dans les médias, et de l'autre la violence étatique, légitimée et dissimulée derrière la violence policière (les favelados⁴ sont souvent victimes de violences policières), derrière le système pénitencier (la majorité des personnes qui sont en prison au Brésil sont des personnes issues de favelas) et le système judiciaire (bien des affaires de meurtre d'habitants des favelas perpétrés par la police n'ont jamais été éclaircies). Nous aborderons donc les deux formes de violence dans ce développement. Pour parler plus explicitement du Brésil, nous pouvons citer l'ouvrage *Violence et démocratie, le paradoxe brésilien* d'Angelina Peralva. Celle-ci explique que l'entrée en démocratie au Brésil dans les années 1980 s'est effectuée parallèlement à une intensification de la violence. En fait, au moment de la transition démocratique, l'État a transféré à la société civile une violence dont il détenait jusque là le monopole. Nous expliciterons la pensée d'Angelina Peralva de manière plus détaillée par la suite, et notamment dans la première partie de notre recherche qui sera consacrée à la relation qu'entretiennent l'État, les médias et la violence au Brésil. Dans cette

³GARCIN-MARROU, Isabelle, *Des violences et des médias*, Paris, Éd. l'Harmattan, coll. Questions contemporaines, 2007, p. 46

⁴Favelado est le terme par lequel on appelle l'habitant de la favela en portugais.

partie, notre hypothèse sera la suivante : au Brésil, démocratie récente, le poids de l'histoire (de la dictature militaire notamment) se fait beaucoup sentir en ce qui concerne la violence et la manière dont les médias la retranscrivent.

Au Brésil, c'est la ville de Rio de Janeiro qui représente le plus souvent cette violence à travers les médias. Parce qu'au-delà du mythe de la « ville merveilleuse », elle est aussi une ville où les inégalités sociales et la violence sont très présentes. Historiquement, c'est la ville où se sont constituées les favelas, nous reviendrons sur cette question plus tard. En fait, dès leur constitution, les favelas ont été peuplées par des populations victimes de préjugés : anciens esclaves, migrants des alentours et paysans venus du Nordeste du Brésil. Les plus anciennes favelas de Rio ont déjà plus d'un siècle d'existence, et en cela, les favelas font partie intégrante de la ville et « *représentent une partie importante de l'identité carioca*⁵ », comme le souligne Angelina Peralva. La ville de Rio de Janeiro ayant toujours favorisé les services sur l'industrie – bien qu'étant un centre industriel important – l'espace urbain s'est structuré à partir de cela. Selon Maria Hortência do Nascimento Silva, assistante sociale carioca⁶, la ville s'est construite « *sur deux plans distincts, dont la séparation s'accroît continuellement. D'un côté la plaine, où les progrès de la spéculation immobilière rendaient impossible la présence des populations moins fortunées. De l'autre, les morros (les buttes), d'où l'absence de travaux publics et de commodités chassaient les groupes sociaux d'un niveau économique élevé*⁷ ». C'est ici l'idée de Rio de Janeiro comme « ville divisée », que nous expliciterons dans le développement, en deuxième partie. Cette deuxième partie sera en effet consacrée à la représentation des favelas comme lieux violents, et comme états de nature par les presses françaises et brésiliennes. Nizia Villaça explique dans son texte *Rio de Janeiro, culture périphérique et consommation*, qu'il y a deux représentations opposées de Rio de Janeiro : celle de la « ville merveilleuse », et celle de Rio de Janeiro comme ville violente. C'est en fait sur cette idée de double représentation que notre étude se base : d'un côté, les favelas sont montrées comme des lieux de violence, comme des états de nature, et les médias usent de la « métaphore de la guerre » pour parler de celles-ci ; de l'autre, elles sont montrées comme des lieux pacifiés, et donc comme intégrées à l'État de droit brésilien. Ces

⁵PERALVA, Angelina, *Violence et démocratie. Le paradoxe brésilien*, Paris, Éd Balland, coll. Voix et Regards, 2001, p.37

⁶Carioca est l'adjectif et le nom commun utilisé pour parler des personnes nées ou habitant à Rio de Janeiro.

⁷Maria Hortência do Nascimento Silva, *Impressões de uma assistente social sobre o trabalho social na favela*, Thèse présentée à l'Institut Social. Publiée par la mairie du District Fédéral, Secrétariat Général à la Santé et à l'Assistance, Rio de Janeiro, 1942. Apud Lucien Parisse, « Las favelas en la expansión urbana de Rio de Janeiro : estudio geográfico », *América Latina*, volume 12, n°3, 1969, juillet-septembre, cité par PERALVA (2006), op. cit, p.37.

images de Rio se sont construites à partir de récits créés par les sciences sociales, la littérature, la musique et les médias, entre autres.

Au sens de Louis Wirth, sociologue américain de l'École de Chicago, les favelas sont des « ghettos volontaires⁸ », car elles représentent un véritable choix en matière d'habitation et ont été construites au fil du temps par leurs habitants (de nombreux ouvriers du bâtiment composent la population des favelas), mais également par des personnes extérieures, qui disposaient d'un certain capital social et d'une certaine capacité à influencer les pouvoirs publics. Elles se sont également construites sur les bases des principes catholiques : la moralité chrétienne de l'entraide y a joué un grand rôle. Dans les années 1970, une mobilisation s'est construite en parallèle de l'urbanisation des favelas : l'idée d'une plus grande intégration à la ville fait ses débuts. Avec l'arrivée de l'eau courante, de l'électricité, des campagnes de nettoyage et de la construction de funiculaires reliant les favelas au centre-ville, la situation de celles-ci s'est nettement améliorée et les populations faveladas ne se distinguent plus de celle des autres quartiers populaires au niveau socio-économique. Avec le temps, une « déségrégation⁹ » s'est effectuée, grâce à l'accessibilité des favelados à l'école, et aux mêmes loisirs que les autres classes de la société. Cependant, des barrières à cette intégration s'élèvent, l'une raciale (représentation négative du noir) et l'autre sociale (représentation négative du favelado), toutes les deux liées, selon Angelina Peralva. Nous utiliserons régulièrement ce terme de *favelado* dans notre étude, pour désigner les habitants des favelas. En aucun cas nous ne l'utilisons de manière péjorative, comme cela peut être fait parfois.

Ce qui a précédé la favela au 19^{ème} siècle est le cortiço¹⁰. À cette époque, les cortiços étaient considérés comme les lieux par excellence de la pauvreté à Rio de Janeiro, mais également comme lieux de crime, de vagabondage, et de menace à l'ordre social et moral. Du coup, diverses mesures ont été mises en place pour faire disparaître ces « enfers sociaux¹¹ ».

La Guerre de Canudos ainsi que la fin de l'esclavage ont marqué le développement des favelas. La Guerre de Canudos est un conflit armé de la fin du 19^{ème} siècle qui a opposé les troupes de l'État de Bahia et de la république du Brésil à un mouvement religieux. Suite à cette guerre, les anciens combattants sont venus s'installer dans le Morro da Favella, en 1897.

⁸WIRTH, Louis, *The Ghetto*, Chicago, University of Chicago Press, 1928. édition française : *Le Ghetto*, Grenoble, PUG, 2006, cité par PERALVA, Angelina, *Violence et démocratie. Le paradoxe brésilien*, Paris, (2001), p.38.

⁹PERALVA, op. cit., p. 44

¹⁰Licia Valladares traduit « cortiço » par « taudis » dans son ouvrage *La favela d'un siècle à l'autre* (2006).

¹¹AZEVEDO, Aluísio, *O Cortiço*, São Paulo, Editora Martins, 1890 cité par VALLADARES, Licia, *La favela d'un siècle à l'autre* (2006), p.17

C'est déjà à partir de cette période que les préjugés sur les favelas se construisent. En 1900, le *Jornal do Brasil*¹² décrit le Morro da Favella comme un « *lieu infesté de vagabonds et de criminels qui portent le trouble dans les familles*¹³ ». Euclides da Cunha, grand écrivain, sociologue et journaliste brésilien a écrit sur la guerre des Canudos dans son ouvrage *Os Sertões* (« Les Sertões », cette région aride de l'intérieur du Nordeste brésilien), après avoir couvert la guerre en tant que journaliste. Les intellectuels se sont en fait inspirés de cet ouvrage pour écrire sur les favelas, selon Lícia Valladares. La constitution du mythe d'origine de la favela carioca se base donc sur le récit des événements de Canudos faits par Euclide da Cunha. Les spécificités de Canudos décrites par Euclides da Cunha sont : « un processus de croissance urbaine rapide, désordonnée et précaire, la topographie d'une région de collines dont l'accès est difficile, l'absence de propriété privée du sol, avec l'établissement d'une forme de propriété communautaire de l'espace du village, l'absence de l'emprise de l'Etat et des institutions publiques sur le territoire, un ordre politique spécifique marqué par l'emprise d'un chef, un espace qui conditionne le comportement des individus, un comportement moral révoltant pour l'observateur (débauche, absence de travail, vol), un danger pour l'ordre social et la région, un espace de liberté (liberté d'usage de la terre, liberté du travail, de mœurs et de pratiques sociales)¹⁴ » Nous reparlerons de ces spécificités dans la recherche, car elles correspondent aux caractéristiques des favelas présentées par les médias que l'on peut encore observer aujourd'hui dans leurs discours. Elles se rapprochent également des caractéristiques de l'état de nature présentées par Thomas Hobbes et Baruch Spinoza, auteurs que nous étudierons. Euclides da Cunha opposait le Sertão, région aride, au littoral brésilien : à partir de cette dualité va se former une autre dualité entre la ville et les favelas. C'est l'idée de la « *cidade partida* » (« ville divisée »), très diffusée par les médias. Cette période est considérée par Lícia Valladares comme la première période de représentation des favelas.

Au début du 20^{ème} siècle, les favelas sont considérées comme la campagne. C'est notamment à partir des années 1920 qu'elles se transforment en problème social et urbanistique. C'est aussi à cette époque que le mot « favela » devient un substantif qui ne se réfère plus exclusivement au Morro da Favella. En effet, au début du 20^{ème} siècle, l'habitat populaire devient un sujet de préoccupation à Rio de Janeiro, notamment pour les ingénieurs et médecins. Dès les années 1920, on assiste à la première grande campagne de dénonciation

¹²Le *Jornal do Brasil* est un journal fondé en 1891 et destiné aux élites. Il n'existe aujourd'hui qu'en version numérique.

¹³VALLADARES, *op. cit.*, p.18

¹⁴CUNHA, Euclides Da [1902], *Hautes Terres : la guerre de Canudos*, trad. du portugais par Jorge Coli et Antoine Seel, Paris, Métailié [1^{ère} éd., *Os Sertões*, Rio de Janeiro, Laemmert], cité par VALLADARES, *La favela d'un siècle à l'autre*, (2006), p.24

des favelas par la presse et les pouvoirs publics, dans un objectif de modernisation et d'embellissement de Rio de Janeiro. Le discours médico-hygiéniste s'associe alors au réformisme progressiste et la campagne est répercutée dans la presse de la ville pendant deux ans. Les favelas étaient alors représentées comme des « lèpres de l'esthétique ». En 1930 est présenté le plan Agache¹⁵ pour la restauration et l'embellissement de la ville de Rio, qui va dans le même sens de dénonciation des favelas que la campagne. Toutes ces mesures visent à éradiquer les favelas et sont la preuve d'un discours hygiéniste sur l'habitat populaire.

Avec la Révolution de 1930 et la dictature de Getúlio Vargas¹⁶, nous assistons à une nouvelle étape dans la représentation des favelas, qui deviennent alors « *un problème à administrer et à contrôler*¹⁷ ». La politique de logement représente une question majeure et l'on passe petit à petit de la nécessité de destruction des favelas à la nécessité de reconnaissance de celles-ci et à l'amélioration des conditions de vie des favelados. En fait, Getúlio Vargas cherche l'appui des classes populaires, qui sont indispensables au maintien du régime, et pratique donc l'amélioration du sort des habitants des favelas. Avec le Code de la construction en 1937¹⁸, et son chapitre XV, « Elimination des logements insalubres », on voit la préoccupation d'administration des favelas. Lícia Valladares note la contradiction de ce Code, qui d'un côté reconnaît les favelas et de l'autre appelle à leur destruction. Il y a la nécessité de données concrètes pour la gestion de la pauvreté et de ses espaces. Le rapport du médecin Victor Tavares de Moura en 1943 sur les favelas aura un grand retentissement dans la presse de Rio de Janeiro. En effet, ce rapport va à l'encontre de la vision la plus courante de la favela, en exposant la diversité des favelas et en contrant l'idée des favelas comme lieux de criminalité. C'est à partir de ce rapport que les parcs prolétaires, première initiative de politique de relogement pour les habitants des favelas, apparaissent. Cette troisième période se caractérise donc par la prise de mesures politiques concrètes.

La quatrième période que Lícia Valladares explicite est celle de la production de données officielles, à partir de la fin des années 1940. Elle est marquée par une nouvelle représentation des favelas. En 1948 a lieu le premier recensement des favelas, avec l'identification de 119 favelas. La part des habitants des favelas dans la population totale de Rio de Janeiro était alors de 7%. Ce recensement se caractérise par des jugements très conservateurs sur les favelas et

¹⁵Alfred Agache, urbaniste, architecte et sociologue français, est nommé responsable du Plan de la ville de Rio de Janeiro en 1927.

¹⁶La Révolution de 1930, menée par Getúlio Vargas, et par de jeunes lieutenants de l'armée brésilienne issus des couches moyennes urbaines, met fin à la Vieille République, régime dominé par les oligarchies rurales. Les années Vargas instaure un nationalisme fort, et la valorisation de l'identité brésilienne.

¹⁷VALLADARES, *op. cit.*, p.39

¹⁸Texte en vigueur jusqu'en 1970, élaboré par une commission technique d'ingénieurs municipaux ayant comme objectif de doter la ville de moyens pour répondre aux nouveaux problèmes posés par la croissance urbaine.

leurs habitants (il est notamment marqué par un certain racisme et eugénisme). En 1950, un recensement général de la ville de Rio de Janeiro est publié, à partir duquel de nouvelles représentations des favelas se développent, centrées sur la reconnaissance et la complexité de celles-ci. Ce mouvement correspond à l'intérêt nouveau des sciences sociales pour les favelas (universitaires, ONG, églises entre autre), à partir des années 1950, avec la valorisation des favelas en tant que communautés sociales.

Mais c'est surtout dans les années 1980 qu'un nouveau discours sur les favelas apparaît. Avec l'augmentation de la violence liée à l'amplification du trafic de drogue et la diffusion d'armes de guerre dans les favelas, les médias changent de discours. La presse de Rio de Janeiro donne un écho considérable aux événements violents qui se déroulent dans les favelas et réactivent les représentations qui lient favelas et violence.

La presse française a également une vieille tradition de représentation des favelas. Dans l'imaginaire français, les favelas sont un exemple de réalité sociale et urbaine détériorée, elles sont considérées comme des lieux de pauvreté. C'est notamment à partir des années 1950 que l'image mythique de Rio de Janeiro se forme en France. La ville était alors considérée comme la capitale culturelle du Brésil, du tourisme international, et des boîtes de nuit, entre autres. À partir de ces années-là, les publications sur les favelas cariocas augmentent en France. À partir des années 1960, l'image de Rio de Janeiro en France se construit plutôt à partir de la musique et du cinéma. En conséquence, on voit la construction d'une vision romantique de la pauvreté, qui passe par les différents styles musicaux brésiliens comme la bossa nova ou la samba, mais aussi par le cinéma, comme dans le film *Orfeu Negro*¹⁹. Dans ce film, le musicien de samba est l'expression artistique de la favela, mais il est représenté comme exploité par la société. C'est en quelque sorte l'image romantique de l'artiste non reconnu et incompris. La particularité de la représentation française des favelas est qu'elle les présente selon un angle de vue européen : les favelas sont donc aussi montrées comme des lieux exotiques. Selon le géographe brésilien Milton Santos, dans le paradigme européen, la ville est le « *lieu privilégié et le modèle de l'ordre* ». A partir de cette vision européocentrée, notre représentation des favelas cariocas est donc assez particulière. Tout comme au Brésil, la presse française est passée par différentes périodes dans la représentation des favelas : plutôt associées au carnaval et aux mouvements sociaux dans les années 1960 et 1970, elles se voient associées au crime, à la violence et à la misère à partir des années 1980. Comme le note Chico Buarque, célèbre chanteur brésilien, dans le *Jornal do Brasil* du 15 février 1998,

¹⁹Film italo-franco-brésilien de Marcel Camus datant de 1959 et contant l'histoire d'Orfeu, habitant d'une favela, pendant le Carnaval de Rio.

les images de Rio de Janeiro et du Brésil oscillent entre « *o maravilhoso e o terrível, entre o samba e o carnaval de um lado e a morte dos meninos de rua de outro* » (« le merveilleux et le terrible, entre la samba et le carnaval d'un côté et la mort des enfants de rue de l'autre »).

Que ce soit en France ou au Brésil, un espèce de déterminisme méthodologique s'est créée, comme Alberto Najar et Sylvie Fegar le soulignent dans leur texte « Rio de Janeiro, a imagem da divisão social da cidade nas emissões televisivas da França ». Ce déterminisme fait de la favela une unité journalistique et politique, soit la favela comme « *icône de la division sociale*²⁰ » de Rio de Janeiro. En ce sens, nous le verrons, tous les articles sur les favelas paraissent se ressembler. En réalité, la ville de Rio de Janeiro est diversifiée et représente une réalité complexe loin de l'idée que l'on peut en avoir. La ville est une mosaïque de situations sociales et c'est ce point de vue que nous adopterons dans ce développement. C'est en ce sens que nous choisissons de parler des favelas au pluriel, car elles sont très diversifiées et ne se ressemblent pas. Cette diversité est en effet visible de par les multiples définitions qui existent des favelas, et dans les multiples théories sur l'apparition de celles-ci. Par exemple, le dictionnaire de langue portugaise d'Aurélino Buarque de Holanda Ferreira la définit comme un « *ensemble d'habitations populaires sommairement construites (habituellement situées sur des mornes) et dépourvues d'équipements d'hygiène*²¹. » Le Nouveau Petit Robert, lui, a cette définition : « *Au Brésil, ensemble d'habitations populaires de construction sommaire et dépourvues de confort*²². » L'IBGE²³ les définit comme un ensemble de 51 habitations minimum, qui, en plus d'occuper des terrains qui ne leur appartiennent pas, sont disposées de manière désordonnée et dépourvues des services publics essentiels. Pour preuve également, les différents chiffres que l'on peut trouver dans la presse : entre 800 et 1200, le nombre de favelas n'est jamais le même. Selon la Revue Books, 1,4 millions de personnes vivent aujourd'hui dans des favelas à Rio de Janeiro, pour une population totale de 6,3 millions d'habitants.

L'image des favelas comme lieux violents se perpétue dans les années 2000, mais l'on voit cependant naître une nouvelle phase à la fin de ces années-là, en lien avec la désignation du Brésil comme pays d'accueil de la Coupe du Monde de football 2014 et de Rio De Janeiro comme ville d'accueil des Jeux Olympiques de 2016. En effet, le Brésil est désigné pays hôte

²⁰NAJAR A.L. S., « Rio de Janeiro, a imagem da divisão social da cidade nas emissões televisivas da França ». Revista Brasileira de Estudos Urbanos e Regionais, 2003, p.58 (« ícone da própria divisão social da cidade »).

²¹*Novo Aurélio Século XXI ; o dicionário da língua portuguesa*, Aurélio Buarque de Holanda Ferreira, 3ème éd. Revue et corrigée, Rio de Janeiro, Nova Fronteira, 1999

²²*Le Nouveau Petit Robert*, Paris, 2000

²³L'IBGE est l'Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística (Institut Brésilien de Géographie et de Statistiques).

de la Coupe du monde de football 2014 le 30 octobre 2007 et Rio de Janeiro est choisie comme ville d'accueil des Jeux Olympiques d'été en 2016 le 2 octobre 2009. En plus de ces deux méga-événements sportifs, le Brésil avait auparavant accueilli une série d'événements d'importance mondiale : en 2007, les jeux panaméricains, une compétition multisport, qui se joue entre les pays du continent américain, la Coupe des Confédérations et les Journées Mondiales de la Jeunesse en 2013. En vue de l'arrivée des mégaévénements, une « politique de pacification » (« política de pacificação » en portugais) est menée par l'État de Rio dans les favelas de la ville. Depuis décembre 2008, les UPP (Unitade de Polícia Pacificadora) investissent les favelas, afin d'y amener une certaine paix et d'y établir des politiques sociales. Ce sont ces nouvelles représentations des favelas par les presses brésiliennes et françaises la représentation que nous verrons en troisième partie de ce développement. Notre hypothèse dans cette partie sera la suivante : en quoi, en parallèle du discours lié à la violence sur les favelas un autre discours plus pacifié s'est constitué, en lien avec les méga-événements, qui montre davantage les favelas comme faisant partie de l'État de droit brésilien?

Les lexiques et la grammaire peuvent effectivement être des « outils politiquement engagés », comme l'écrit Roland Barthes.

Pour lui, le vocabulaire officiel des affaires africaines « *constitue donc une écriture, c'est à dire un langage chargé d'opérer une coïncidence entre les normes et les faits, et de donner à un réel cynique la caution d'une morale noble. D'une manière générale, c'est un langage qui fonctionne essentiellement comme un code, c'est-à-dire que les mots y ont un rapport nul ou contraire à leur contenu. C'est une écriture que l'on pourrait appeler cosmétique parce qu'elle vise à recouvrir les faits d'un bruit de langage, ou si l'on préfère du signe suffisant du langage* ²⁴. »

Les discours politique et médiatique sur la politique de pacification menée à Rio de Janeiro s'apparente à ce que Barthes décrit, car les termes utilisés ne correspondent pas forcément à la réalité et sont finement choisis dans le but de persuader divers publics. Nous adopterons un point de vue similaire à celui de Barthes dans cette recherche, en voyant en quoi le lexique utilisé pour représenter la politique de pacification correspond à une « grammaire brésilienne ».

²⁴BARTHES, Roland, *Mythologies*, Paris, Éd du Seuil, coll. Points, 1970, p.137

Côté français, nous avons sélectionné trois quotidiens nationaux : Le Figaro, Le Monde et Libération. Pourquoi ces quotidiens ? Car ils représentent trois des journaux nationaux les plus lus en France et ont tous les trois une ligne éditoriale bien spécifique. Nous expliquerons dans le développement les particularités de ces quotidiens. La plupart de ces articles se trouve en annexe de cette recherche.

Côté brésilien, nous avons sélectionné trois quotidiens nationaux et régionaux : O Globo, Folha de São Paulo et O Dia. Comme pour la presse française, ces quatre journaux représentent des lignes éditoriales différentes, c'est donc ce qui nous a paru intéressant. Au Brésil, la presse fonctionne plutôt par États, il n'existe pas vraiment de journal national, hormis O Globo. De ce fait, nous avons choisi d'étudier en majorité des quotidiens de l'État de Rio de Janeiro. Nous expliquerons les particularités de la presse brésilienne dans le développement, ainsi que l'histoire des différents journaux choisis. La plupart de ces articles se trouve en annexe de cette recherche.

Pour ce qui est de notre analyse de corpus, nous avons décidé de nous attarder sur différents événements qui ont eu lieu entre 2009, soit l'annonce de Rio de Janeiro comme ville d'accueil des Jeux Olympiques, et juillet 2014, soit la fin de la Coupe du Monde. S'agissant d'une période longue, nous avons préféré nous baser sur quelques événements clés qui ont eu lieu ces dernières années au Brésil, et qui ont été couverts par les presses françaises et brésiennes. Ces événements sont tous liés aux favelas et à la politique de pacification qui elle-même est liée au méga-événements. Nous avons choisi de faire une analyse discursive de ces articles, en nous basant sur les titres, le lexique employé, les photographies, et la construction des différentes figures de personnes.

Notre problématique se base sur l'idée que les représentations médiatiques participent des politiques de sécurité publique et que les deux instances s'influencent mutuellement. En effet, en plus d'un siècle d'existence, les favelas ont connu diverses interventions, autant au niveau physique que symbolique, nous l'avons vu en détaillant les différentes périodes de représentation de celles-ci. Les deux phénomènes s'alimentent continuellement, les images des favelas générant des politiques étatiques et les politiques étatiques générant des images sur les favelas. Notre analyse se basera sur la représentation des favelas dans un contexte de méga-événements sportifs. Comment ceux-ci ont impulsé des politiques publiques dans la ville de Rio qui amènent les médias à avoir un nouveau discours sur les favelas ? Et comment les médias eux-mêmes ont une influence sur les politiques mises en place par la ville de Rio ? Notre principale hypothèse est qu'une nouvelle ère a débuté dans la représentation des

favelas, en relation avec l'arrivée de ces méga-événements. Le discours d'hier, uniquement basé sur la violence, a laissé place à un autre discours plus pacifié.

1 – État, violences, et médias :

contextes brésilien et français

Afin de comprendre le discours des médias, et plus particulièrement de la presse, sur les violences, il faut revenir sur les relations qu'entretiennent l'État, les médias et la violence au Brésil. En effet, sans prendre en compte le contexte du pays, il est difficile d'appréhender le discours médiatique sur les favelas au Brésil. Comme le note Isabelle Garcin-Marrou dans son ouvrage *Des violences et des médias*, « les violences interrogent le lien entre les individus, la société et l'État²⁵. » Nous expliquerons d'abord les relations entre la jeune démocratie brésilienne et la violence, puis nous verrons les particularités du système médiatique brésilien, et enfin nous verrons comment les presses brésilienne et française représentent les violences.

A – De la dictature à la démocratie : les violences au Brésil

Dans cette étude, nous nous intéressons aux discours journalistiques sur la violence qui prend place dans les favelas cariocas. Notre propos ne consiste en aucun cas à comparer ce discours à la réalité des favelas. Cependant, afin de mieux comprendre ce discours, il est utile de revenir sur la situation concrète de la violence au Brésil, et dans les favelas cariocas en particulier. C'est ce que nous ferons en premier lieu. Nous nous intéresserons ensuite au monopole étatique de la violence légitime au Brésil, notion notamment développée par Max Weber. Puis nous verrons les raisons de l'augmentation de la violence au moment de la transition démocratique au Brésil.

²⁵GARCIN-MARROU, *op. cit.*, p.19

A-1 État des lieux des formes de violences au Brésil

Aujourd'hui, le Brésil est l'un des pays qui détient l'un des plus hauts taux d'homicides au monde. Selon Silvia Ramos et Anabela Paiva²⁶, de 1980 à 2002, 695 000 brésiliens ont été assassinés. En vingt ans, le taux d'homicides au Brésil a doublé, il est passé de 11,7 homicides pour 1000 habitants en 1980 à 28,5 homicides en 2002. En terme de comparaison, le taux d'homicides en Europe occidentale est d'à peu près 3 homicides pour 1000 habitants.

Lorsque l'on parle de violence au Brésil, il faut inclure la violence de la société civile et la violence étatique (à travers l'action de la police notamment). Face à ce problème social que constitue la violence, les réponses de l'État sont lentes. Après la dictature militaire²⁷, il n'y a pas eu beaucoup d'évolutions des instances judiciaires et policières, nous expliciterons cette question par la suite. C'est seulement dans les années 1990 que les premiers efforts d'élaboration de politiques publiques de sécurité basées sur une perspective contemporaine - c'est à dire basées sur les droits de l'homme - apparaissent. Lors de la campagne pour les élections présidentielles de 2002, le Parti des Travailleurs²⁸ a appuyé l'élaboration d'un Programme National de Sécurité, avec la participation de spécialistes de différents États brésiliens. C'est la première fois que le pays voyait un programme qui combinait politiques sociales et préventives et modernisation de la police, mais celui-ci a été abandonné. Lula²⁹ est le premier président à s'être rendu dans une favela, et il a encouragé la mise en place des UPP. Cette nouvelle politique basée sur une police de proximité marque un tournant, largement répercuté dans la presse.

Dans l'État de Rio, selon les données du Secrétariat de la Sécurité Publique, la police était responsable de 14,2% des mortes violentes internationales en 2005³⁰. Ces assassinats sont souvent désignés comme des « autos de resistência » (« actes de résistance ») : ils correspondent en réalité au meurtre d'une personne dans une confrontation avec la police qui se place dans une situation de légitime défense. Or, ces « actes de résistance » sont très

²⁶PAIVA, Anabela; RAMOS, Silvia. « Mídia e Violência: como os jornais retratam a violência e a segurança pública no Brasil » Rio de Janeiro, Boletim Segurança e Cidadania n°10, Ano 4, 2005, p.1

²⁷La dictature militaire sévit de 1964 à 1985 au Brésil.

²⁸Fondé en 1980, le Parti des Travailleurs est un parti de gauche brésilien, actuellement au pouvoir au niveau national, représenté par la présidente Dilma Rousseff.

²⁹Luiz Inácio Lula da Silva (PT), a été président du Brésil de 2003 à 2011.

³⁰RAMOS, Silvia. « Respostas brasileiras à violência e novas mediações: o caso do Grupo Cultural AfroReggae e a experiência do projeto Juventude e Polícia. », Ciência & Saúde Coletiva, vol.11, suppl., Rio de Janeiro, 2006. p.2

fréquents et constituent quelque part « une autorisation officielle de tuer³¹ » dans les favelas. Dans la majorité des cas, ils ne sont pas suivis d'enquêtes. Ces « actes de résistance » se rapprochent de la « gratificação faroeste » (« gratification farwest ») créée par l'État de Rio en 1995 et supprimée en 1998, qui était une prime reversée aux policiers et pompiers qui effectuaient des actes de bravoure. Dans le cas des policiers, ces actes de bravoure étaient dans la majorité des cas l'assassinats de personnes. Une étude³² effectuée entre 1993 et 1996 à Rio de Janeiro a montré que les victimes des « actes de résistance » sont majoritairement des jeunes hommes, âgés de 15 à 29 ans, dont 64% sont noirs (alors que seulement 39% de la population carioca est noire). L'étude montre aussi que ces homicides se concentrent dans les favelas. En effet, la population noire est celle qui souffre le plus de la violence au Brésil, et cela pose la question de la place de cette population dans la société brésilienne. Il y aussi l'existence d'une justice à double niveau : les inégalités se retrouvent dans le système judiciaire, où l'on constate qu'il existe des pratiques bien plus sévères vis-à-vis de la population noire qu'envers les blancs riches ou de classes moyennes. Une idéologie du « blanchiment de la race » a longtemps régné au Brésil, comme le souligne Angelina Peralva, et se fait encore sentir aujourd'hui. La « brasilidade » affirmée par quelques uns, basée sur la diversité culturelle de la société brésilienne, est mise en péril par un racisme latent malgré les termes posés par la Constitution de 1988 : « *l'enseignement de l'histoire du Brésil prendra en considération les contributions des différentes cultures et ethnies à la formation du peuple brésilien* » (article 242).

C'est dans les années 1970 et 1980 que la drogue (la cocaïne surtout) arrive en grande quantité au Brésil et notamment à Rio de Janeiro. De fait, le Brésil représente un pays de transit pour l'exportation de la drogue vers l'Europe. Le narcotrafic a alors connu une transformation radicale et la violence armée ainsi que les luttes territoriales entre les factions rivales se sont développées. Les favelas deviennent en quelque sorte les plaques tournantes du narcotrafic, mais ne sont pas les seuls lieux de ce trafic :

« Si les favelas ne sont pas les seuls endroits où les trafiquants se rassemblent, s'organisent, stockent et distribuent leur marchandise, c'est là que leur présence est la plus visible, ou tout au moins le plus souvent montrée au public. Pour la population carioca, les médias et

³¹*Je suis favela*, collectif, Anacoana Editions, 2011, p. 161

³²RAMOS, Silvia, « Respostas brasileiras à violência e novas mediações: o caso do Grupo Cultural AfroReggae e a experiência do projeto Juventude e Polícia », *Ciência & Saúde Coletiva*, vol.11, suppl., Rio de Janeiro, 2006. p. 1305

| même beaucoup d'intellectuels, parler du trafic de drogue, c'est parler des favelas, et inversement³³. »

Dans les favelas, « *Le narcotrafic a combiné de manière complexe des actions militaires très violentes et une percée politique visant la mainmise sur les associations de résidents naissantes* », selon Angelina Peralva. À Rio de Janeiro, trois factions rivales dominent la ville : le Comando Vermelho (« Comando Rouge »), créé en 1979, Amigos dos Amigos (« Amis des Amis ») créé en 2000, et le Terceiro Comando Puro (« Troisième Comando Pur »), créé en 2002. Ces groupes armés soumettent les habitants des favelas à une domination politique et économique répressive. Ils sont en effet basés dans les favelas, et leur pouvoir y a été imposé par peur, mais aussi par faute d'alternatives. En effet, l'État et les pouvoirs publics sont absents des favelas, et leurs rares interventions se résument bien souvent en politiques de sécurité publiques répressives et violentes. Face à cette absence d'État, ont émergé des figures locales, souvent liées au trafic de drogue, qui aidaient les habitants dans leurs besoins et les protégeaient. La domination des trafiquants de drogue dans les favelas se fait donc par un système de « réciprocité forcée³⁴ » : la communauté dépend des trafiquants et ceux-ci dépendent en partie de la communauté. L'État absent est perçu comme inefficace car il ne remplit pas son contrat social. Beaucoup d'habitants des favelas font donc davantage confiance au système informel de justice des factions qu'à l'État. Les factions représentent en quelque sort un État parallèle, car elles occupent l'espace vide laissé par l'État. En contrôlant le système sociopolitique des favelas, elles constituent une présence parallèle à celle de l'État. Un autre problème est venu s'ajouter au narcotrafic dans les favelas : les milices, qui ont pour but de tuer les trafiquants et promettent l'ordre et la sécurité. Elles sont constituées de policiers, de pompiers, ou encore d'anciens militaires et sèment également la terreur dans les favelas. Comme Christophe Brochier et Maria Teresa Correia Coutinho le notent dans le texte *Organisation sociale et valeurs morales dans le trafic de drogue: le cas d'une favela de Rio de Janeiro* :

| « Si le trafic se développe dans les favelas, ce n'est donc pas parce que les favelados seraient plus enclins que les autres à basculer dans la criminalité ou parce que ce serait la seule solution qui s'offre à eux, mais parce que la ville refuse à ces quartiers ce qu'elle accorde aux autres, repousse, stigmatise et brutalise ses populations³⁵. »

³³BROCHIER, Christophe, COUTINHO, Maria Teresa Correia. *Organisation sociale et valeurs morales dans le trafic de drogue : le cas d'une favela de Rio de Janeiro*. Autrepart (La Tour d'Aigues), 1998, no 8, p.121

³⁴*Je suis favela*, collectif, Anacoana Editions, 2011, p.151

³⁵BROCHIER, COUTINHO, *op. cit.*, p.136

Cette violence représente un obstacle au monopole étatique de la violence au Brésil, c'est que nous allons examiner à présent. Par la suite, nous expliquerons les raisons de cette violence.

A-2 Particularités du « monopole de la violence légitime » de l'État brésilien

Sérgio Adorno revient sur cette question de monopole étatique de la violence au Brésil dans le texte *Le monopole étatique de la violence : le Brésil face à l'héritage occidental*. L'auteur développe la thèse de Michel Wieviorka, selon laquelle il y a eu un nouveau paradigme de la violence par rapport au 19^{ème} siècle et au début du 20^{ème} siècle. Ce nouveau paradigme s'exprime à travers trois champs : celui des faits, des perceptions et de l'explication scientifique. En fait, de nouvelles violences sont apparues car de nouvelles luttes se sont développées. Les conflits se sont multipliés ces dernières années, pour diverses raisons. « *Les gouvernements, à leur tour, révèlent de plus en plus leur impuissance à contenir la violence à l'intérieur des limites de la légalité et de l'Etat de droit* ³⁶. » En effet, comme nous allons le voir, face à la multiplication des conflits, les États usent souvent de la violence pour contrer d'autres violences : c'est aussi le cas au Brésil.

Selon les thèses de Max Weber, le monopole légitime de la violence physique est le fondement de l'État moderne. Dans son ouvrage *Le Savant et le Politique*, Max Weber écrivait :

« *De nos jours la relation entre État et violence est tout particulièrement intime. Depuis toujours les groupements politiques les plus divers – à commencer par la parentèle – ont tous tenu la violence physique pour le moyen normal du pouvoir. Par contre, il faut concevoir l'Etat contemporain comme une communauté humaine qui, dans les limites d'un territoire déterminé – la notion de territoire étant une de ses caractéristiques – revendique avec succès pour son propre compte le monopole de la violence physique légitime* ³⁷. »

³⁶ADORNO, Sérgio, « Le monopole étatique de la violence : le Brésil face à l'héritage occidental », Cultures & Conflits, 59 | 2005, p.2

³⁷WEBER, Max, *Le savant et le politique*, Paris, Union Générale d'Editions, coll. Le Monde en 10-18, 1963, p. 29., cité par ADORNO, *Ibid.*, p.4

Max Weber souligne donc le lien étroit qui unit la violence et l'État. Prônant l'idée que l'État détient le monopole de la violence physique dans le cadre du maintien de l'ordre en vigueur, Max Weber note tout de même qu'aucune violence utilisée au nom de l'État n'est justifiable. En fait, la violence légitime de l'État permettrait d'assurer la souveraineté de l'État nation, et c'est plutôt le fait de pouvoir prescrire la violence par le biais de différentes institutions (la police ou la prison par exemple), que le fait d'en user que Max Weber prône.

Qu'en est-il du Brésil ? L'État y détient-il un monopole de la violence physique ?

Ce que Sérgio Adorno explique dans le texte *Le monopole étatique de la violence : le Brésil face à l'héritage occidental*, c'est que le Brésil a connu un processus de modernisation typique du monde occidental, notamment au moment de la fin de la colonisation. Entre les 15^{ème} et 18^{ème} siècles, l'Europe a connu la transition du féodalisme au capitalisme. C'est à la fin du 19^{ème} siècle que le Brésil se développe économiquement, et notamment la région du « Sudeste³⁸ ». Plusieurs faits ont entraîné le développement économique : l'abolition de l'esclavage, la libéralisation du marché du travail, l'industrialisation ou encore l'urbanisation.

Au niveau des droits civils et politique, on a l'instauration d'un modèle libéral-démocratique qui n'a pas forcément été intégré dans les pratiques politiques ni par la société. Par exemple, une grande partie de la population était exclue du droit de participation politique et n'avait pas accès aux mêmes droits sociaux que les élites. C'est ce que Wanderley Guilherme dos Santos, chercheur brésilien en sciences politiques, appelle la « citoyenneté régulée³⁹ ». Ce fait se répercute jusqu'à aujourd'hui et explique en partie la violence actuelle au Brésil. Tandis que les classes supérieures mais surtout les classes moyennes se sont enrichies, notamment du fait de l'accumulation de capital dans les grandes villes brésiliennes, la construction de routes et la croissance de l'enseignement supérieur, la pauvreté a augmenté. Des « poches » de pauvreté urbaine⁴⁰ se sont développées, avec une offre de travail peu élevée pour ces populations et de faibles niveaux de scolarisation. Ces populations pauvres, du fait du trafic de drogue et de la violence policière, sont donc plus exposées à la violence. Mais la pauvreté n'explique pas tout, nous le verrons par la suite.

³⁸Selon la division territoriale de l'Institut Brésilien de Géographie et de Statistiques (IBGE) de 1969, le Brésil est constitué de cinq régions : Centre-Ouest, Nord-Est, Nord, Sud-Est et Sud.

³⁹SANTOS Wanderley Guilherme, *Cidadania e justiça*, Rio de Janeiro, Campus, 1979, cité par ADORNO *Ibid*, p.5

⁴⁰ADORNO *Ibid.*, p.7

Le trafic de drogue, qui se situe principalement dans les favelas, représente un important obstacle au monopole étatique de la violence. En effet, le trafic de drogue « *se substitue à l'autorité morale des institutions sociales régulières par le caractère despotique et/ou tyrannique des règles édictées par les criminels*⁴¹. » De fait, les favelas sont des lieux où l'État de droit n'existe pas, car les trafiquants y imposent leurs règles et annulent les lois étatiques. L'État cherche à limiter la violence liée au trafic de drogue, or, pour parvenir à cela, il doit la réprimer. Le problème qui se pose est celui de la violence utilisée pour réprimer ce trafic, car de nombreux abus sont commis par la police. Nous avons bien là une contradiction qui apparaît, car pour assurer le maintien du monopole de la violence étatique, l'État a recours, à travers la police, à des méthodes violentes et des abus nombreux: « *Si, pour contenir la violence du trafic de drogues, il faut le réprimer, et ce souvent grâce à l'emploi d'une force répressive également violente, comment définir les limites entre un usage adéquat et nécessaire pour contenir le crime organisé et son abus ?* »⁴² C'est une question qui mérite d'être posée.

Comme nous l'avons indiqué plus haut, à la réponse de la violence qui existe dans la société brésilienne, l'État répond en développant une violence policière d'envergure. Face à la violence civile et urbaine, on observe une augmentation de la violence policière. Les faits sont là : les violentes intrusions dans les habitations sans autorisation judiciaire préalable, et cela notamment dans les quartiers populaires, les massacres d'habitants des favelas, l'assassinat de 111 détenus de la prison de Carandiru (São Paulo) en 1992, la liste est longue et d'autres cas s'ajoutent jusqu'à aujourd'hui. Face à cette violence policière, la question des droits de l'homme se montre de plus en plus prégnante : « *Alors que la police devient de plus en plus violente,[...] les taux de criminalité grimpent et la réforme de l'institution policière, au-delà des difficultés dues à la lenteur de la normalisation politique, déjà évoquées, est pensée en termes de transformation des valeurs des policiers*⁴³. »

A-3 Transition démocratique et intensification des violences au Brésil

⁴¹ ADORNO *Ibid.*, p.8

⁴² ADORNO, *loc. cit.*

⁴³ PERALVA Angelina, « Violence urbaine, démocratie et changement culturel : l'expérience brésilienne (Partie 1) », Cultures & Conflits, page 6

À partir de la transition démocratique, une hausse de la violence se produit au Brésil. Elle s'explique par plusieurs facteurs, sur lesquels Angelina Peralva a écrit. L'auteure note que le pays avait déjà connu une sorte de démocratisation avant la chute de la dictature. En effet, pendant la dictature militaire, la société brésilienne « *était devenue, au sein même du régime autoritaire, plus libre et plus égale*⁴⁴. » La liberté, pilier de la démocratie moderne, a été peu à peu acquise avec l'entrée en scène de mouvements syndicaux et populaires pendant la dictature. L'égalité, autre pilier de la démocratie moderne, a suivi le même mouvement. Par exemple, les conditions de vie dans les quartiers populaires se sont un peu améliorées dans ces années-là. Ainsi, avec la démocratisation, les relations entre les différentes classes de la société ont évolué. On a eu par exemple l'entrée en scène des minorités noires et indiennes. La nouvelle Constitution de 1988⁴⁵ a apporté de nouvelles bases, mais le tournant a été difficile à prendre. Angelina Peralva explique notamment qu'il y avait un profond manque de nouvelles institutions. De plus, les mécanismes de régulation présents sous le régime autoritaire avaient disparus, et une certaine violence s'est installée dans la démocratie brésilienne naissante. Face à l'augmentation de la violence, les pouvoirs publics ont choisi d'adopter une stratégie d'adaptation, en autorisant par exemple le port d'armes à feu pour que chacun puisse se défendre face au danger. Mais cette stratégie d'adaptation a eu pour effet pervers l'augmentation de la violence.

Angelina Peralva, dans son ouvrage *Violence et démocratie. Le paradoxe brésilien* souligne quatre raisons à l'augmentation de la violence avec l'entrée en démocratie : la continuité autoritaire, la désorganisation des institutions, la pauvreté et le changement social.

Que ce soit la population civile ou la police, la violence de la dictature a marqué tous les esprits : « [...] *au-delà de l'ouverture politique, un legs du régime précédent se maintenait au sein même de la démocratie naissante et de ses institutions, notamment celles chargées du maintien de l'ordre, ce legs apparaissant aussi au sein de la société*⁴⁶ ».

Intéressons-nous tout d'abord à ce qu'Angelina Peralva appelle *la continuité autoritaire*. En ce qui concerne les institutions, il n'y a en effet pas eu de réforme de la police. En fait, la violence policière d'aujourd'hui est le résultat de la violence policière de la dictature militaire au Brésil. Le modèle actuel de police (notamment de la Police Militaire) au

⁴⁴PERALVA, *op. cit.*, p. 17

⁴⁵La Constitution brésilienne du 5 octobre 1988 est la 7^{ème} Constitution de l'État brésilien. Elle est élaborée après la dictature militaire et introduit de nombreux changements dans les textes.

⁴⁶PERALVA, *Ibid.*, p. 58

Brésil s'est formé sous la dictature et perdure, sans qu'il n'y ait de réforme de démilitarisation sérieuse. Revenons un court instant sur le système policier brésilien. Il existe cinq types de police au Brésil : la Police autoroutière Fédérale, la Police ferroviaire Fédérale, les Gardes Municipaux, la Police Civile, la Police Militaire, et la Police Fédérale. Ce sont les trois dernières qui nous intéressent ici. Les Polices Militaires, plus connues sous le sigle de « PM » au Brésil, sont chargées « *de la défense de la loi et de l'ordre* », selon l'article 142 de la Constitution de 1988. Ainsi, elles détiennent un grand pouvoir : si elles estiment l'ordre menacé, elles peuvent outrepasser la loi. La Police Civile travaille dans chaque État à la conservation de l'ordre public et à la sécurité des personnes. Elle exerce les fonctions de police judiciaire : contrôle des délits et transmission de l'instruction à la justice. La Police Fédérale, elle, a notamment pour mission la lutte contre le crime organisé, et agit au niveau des cinq régions brésiliennes. Les trois polices trouvent leurs racines dans des polices créées au début du 19^{ème} siècle, mais ont évolué avec le temps, et notamment sous la dictature militaire.

Par exemple, les pratiques de torture dans les polices civiles et militaires sont anciennes et assumées par les policiers comme un fait naturel. La violence policière existait avant la dictature militaire, mais s'est accrue pendant celle-ci et n'est plus punie. Les escadrons de la mort⁴⁷, préparés pour combattre le communisme, sont un exemple de cette violence qui perdure aujourd'hui, notamment dans les quartiers pauvres. Les policiers militaires ne se contentent donc pas de maintenir l'ordre mais usent de violence à l'encontre de la population. La police viole les droits de l'homme et a recours à diverses pratiques criminelles. De plus, de nombreux cas de corruption éclatent régulièrement, car beaucoup de policiers sont liés au narcotrafic. Dans la seconde moitié des années 1970, les taux de criminalité augmentent, et l'on constate une cohérence entre l'accroissement du taux d'homicide dans les grandes villes et régions métropolitaines, et son accroissement sur l'ensemble du pays. Dès les années 1980, avec l'affaiblissement de la dictature, le Brésil assiste à une montée soudaine de violence. Avec l'entrée en démocratie, la violence est vue comme inacceptable et celle-ci devient un thème majeur dans le débat public. La pensée

⁴⁷Les escadrons de la mort sont considérés comme « des organisations clandestines et généralement irrégulières, fréquemment de nature paramilitaire, qui effectuent des exécutions extrajudiciaires et autres actes violents (torture, viols, incendies criminels, attaques à la bombe, etc.) contre des groupes ou des individus clairement définis. L'assassinat constitue leur activité première, voire la seule. Excepté dans les rares cas où ils sont formés de groupes d'insurgés, les escadrons de la mort opèrent avec l'appui ostensible, la complicité ou l'accord du gouvernement, ou au moins avec l'accord d'une partie de celui-ci ». B. CAMPBELL, « Death Squads : Definition, Problems and Historical Context », in B. CAMPBELL & A. BRENNER (eds), *Death Squads in Global Perspective : Murder with Deniability*, New York, St Martin's Press, 2000 : 1-26. cité par LEMOS-NELSON Ana Tereza, « Groupes d'extermination dans le Brésil contemporain : obstacles et défis », p.441

dominante à l'époque était qu'il fallait intensifier la répression, et la légitime défense n'était pas non plus rejetée. Cette violence policière est donc largement acceptée par une partie de la population. Ces thèmes de la violence et de la criminalité « *constituait alors une justification sur mesure de la résistance opposée à toute tentative de réforme de cet appareil*⁴⁸. »

Du fait de la dictature militaire, il y a également eu un enracinement des pratiques violentes au sein de la population brésilienne : en fait, l'« *Etat a transféré à la société civile une violence dont il avait jusque-là peu ou prou détenu le monopole*⁴⁹. » Par exemple, lorsque l'on observe les sondages faits dans la population sur la répression et la violence policière, celle-ci se montre favorable à l'emploi de méthodes violentes par la police. Elle est aussi favorable à l'instauration de la peine de mort et au recours de méthodes de justice illégales. En 1984, on notait 30% d'opinions favorables à l'emploi de méthodes illégales et violentes par la police dans la lutte contre la criminalité à Rio de Janeiro⁵⁰. En effet, dans les années 1980, les phénomènes de justice illégale se développent au sein de la société civile. On a une incitation à l'autodéfense et au port d'armes, et les médias participent à cela, en tenant notamment un discours de légitimation de la justice personnelle. Les cas de lynchage sont nombreux au Brésil, dans toutes les classes sociales. Un cas de justice illégale a fait beaucoup de bruit cette année : le 31 janvier dernier, un jeune de 15 ans a été retrouvé nu et attaché par le cou à un poteau dans la rue à Rio de Janeiro, également blessé à la tête, pour avoir volé une moto. Face à la recrudescence des vols, les habitants des quartiers aisés de la ville forment des milices et ont recours à la justice illégale. « *Bandido bom é bandido morto* », soit « *Un bon bandit est un bandit mort* » est une phrase qui revient régulièrement dans les discours de la population, des médias, de certaines personnalités politiques, et de l'institution policière au Brésil. En 2003, l'article 35 de la loi brésilienne sur le désarmement prévoyait l'interdiction de la vente d'armes à feu et de munitions aux civils sur le territoire brésilien. Or en 2005, un référendum national montra que la majorité du peuple n'était pas d'accord avec l'interdiction des armes à feu, avec 63,94% de non. Tous ces exemples montrent qu'une partie de la population brésilienne appuie la violence policière et la justice illégale. Cela s'explique en partie par la méfiance des citoyens brésiliens face à la justice. L'idée que celle-ci est inefficace et que les crimes restent impunis est très répandue dans la population. En effet, il n'y a pas eu non plus de changements dans les pratiques judiciaires avec la démocratisation. Les médias participent aussi de ces représentations sociales, nous étudierons cela plus tard.

⁴⁸PERALVA, *Ibid.*, p. 61

⁴⁹PERALVA, *op. cit.*, p. 60

⁵⁰Sondage « Rio contra o crime », 1984, PERALVA, *loc. cit.*

Malgré tout, l'opinion a évolué et l'appui à la violence policière et à la justice illégale s'est affaibli depuis les années 1980.

Le deuxième point qu'Angelina Peralva aborde est *la désorganisation des institutions chargées du maintien de l'ordre*. La première raison de la désorganisation de ces institutions est, comme Angelina Peralva l'explique, « *le télescopage de l'ancien régime autoritaire et du régime démocratique naissant, dans le cadre d'une transition longue et difficile*⁵¹ ». La question des droits de l'homme fait partie intégrante du débat sur la réforme des institutions héritées du régime autoritaire, et l'auteure explique que l'émergence de ceux-ci a contribué à la fragilité des institutions chargées du maintien de l'ordre.

Le troisième point développé par Angelina Peralva qui explique l'augmentation de la violence est la *pauvreté*. Celle-ci constate que les victimes de violence et les interventions policières se concentrent dans les quartiers pauvres plutôt que dans les quartiers aisés, tout comme les populations carcérales, qui, nous l'avons dit en introduction, sont en majorité constituées de personnes issues de classes populaires. À la sortie de la dictature, l'un des défis à affronter était celui des inégalités sociales qui sévissaient au Brésil. À cette époque, trente-deux millions de personnes vivaient sous le seuil de pauvreté, ce qui correspondait à un cinquième de la population brésilienne, selon la carte de la faim⁵².

Le dernier point que l'auteure note est *l'impact du changement social* survenu lors du processus de démocratisation au Brésil. Elle relie effectivement la modernisation culturelle de la société brésilienne et la montée de l'individualisme à l'augmentation de la violence. Du fait de la plus grande participation des classes populaires à la consommation, une « *nouvelle conflictualité urbaine*⁵³ » est apparue. Les relations entre les classes, les genres et les générations ont évolué, les formes de représentations sociale et politique ont changé, l'accès à la consommation et à la scolarisation s'est amplifié. Face à ces changements et à l'apparition d'une nouvelle société, il n'y a pas eu de mécanismes de régulation du lien social et l'on a vu se développer des violences telles que le narcotrafic et la circulation d'armes. Nous pouvons relier cette question d'individualisme à l'idée d'anomie d'Émile Durkheim. Par anomie, Durkheim entend la désintégration des normes qui constituent une société et qui assurent l'ordre social. Cette décomposition des normes et des groupes (la famille par exemple) a pour

⁵¹PERALVA, *op. cit.*, p. 62

⁵²Ana Maria T. Peliano et ali., "O mapa da fome. Subsídios à formulação de uma política de segurança alimentar," Documento de política n°14, Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada, março de 1993, cité par PERALVA, *op.cit.*, p.25

⁵³PERALVA, *Ibid.*, p. 67

conséquence le développement de l'individualisme. Pour conclure, comme Angelina Peralva le souligne :

« *La généralisation des comportements violents et de la violence dans les relations interpersonnelles est tout d'abord une conséquence naturelle de l'effondrement de l'Etat, incapable de la limiter et de la réguler*⁵⁴ ».

Cette violence pose des questions quant à la capacité du régime démocratique à créer une société pacifiée. L'entrée en démocratie s'est donc effectuée parallèlement à une intensification de la violence dans la société brésilienne et aussi à une dramatisation médiatique de la violence urbaine. Nous allons justement à présent nous intéresser aux liens qu'entretiennent la presse et la démocratie au Brésil.

B – Presse et démocratie au Brésil

Il est important de revenir sur les liens qu'entretiennent le système médiatique et le système politique au Brésil. Comprendre certaines représentations médiatiques passe en effet par la compréhension du fonctionnement de la presse. Nous verrons donc en quoi le modèle médiatique brésilien peut s'apparenter au modèle « *pluraliste polarisé* » défini par Daniel C. Hallin et Paolo Mancini.

B-1 Paramètres des modèles des systèmes de presse selon Daniel C. Hallin et Paolo Mancini

Daniel C. Hallin et Paolo Mancini se sont attachés à établir une classification des modèles de relation entre la presse et l'État selon les pays. En 2004, les deux auteurs publiaient l'ouvrage *Comparing Media Systems: Three Models of Media and Politics* dans lequel ils comparent les systèmes médiatiques de 18 pays différents, majoritairement européens. Pour définir un système médiatique, les auteurs soulignent quatre dimensions analytiques. La première correspond à l'économie et se réfère aux *marchés de presse*, leur

⁵⁴PERALVA, Angelina « Violence urbaine, démocratie et changement culturel : l'expérience brésilienne (Partie 2) », Cultures & Conflits [En ligne], 29-30 | automne-hiver 1998, p.8

structure, la présence de grands groupes, les médias de masse. La deuxième prend en compte le « *parallélisme politique* », c'est à dire « *le degré d'alignement de l'offre de presse d'information sur les clivages partisans, mais aussi les effets des structures partisans sur la gestion des systèmes de régulation de l'audiovisuel*⁵⁵ » ; soit la nature des relations entre la presse, le gouvernement, les idéologies et les partis. La troisième dimension correspond au développement du journalisme professionnel, soit le *degré de professionnalisation journalistique*. Plusieurs facteurs participent de cette professionnalisation journalistique : l'autonomie ou encore la définition de normes professionnelles. La quatrième dimension prend en compte les *degrés et nature de l'intervention de l'État dans le champ de la communication*, ou la capacité d'intervention et de régulation de l'État dans le secteur des communications.

Les auteurs font également une classification des systèmes politiques des pays selon plusieurs critères, afin de montrer l'influence de l'histoire et des structures sociales sur le système médiatique. Le premier paramètre correspond à *l'histoire politique du pays* : par exemple si le pays a plutôt une tradition de conflit ou de consensus. Le deuxième paramètre prend en compte le *modèle démocratique adopté* par le pays, soit majoritaire ou proportionnel. Le troisième paramètre correspond aux *valeurs politiques du pays*, c'est à dire si le pays est plutôt basé sur le pluralisme ou l'individualisme. Enfin, le quatrième paramètre prend en compte les *fonctions de l'État et la présence de règles de type légal rationnelle dans le processus de régulation et de gouvernance*.

Trois modèles ressortent de ce cadre analytique : un modèle « *méditerranéen* », ou « *pluraliste polarisé* », un modèle « *Nord central européen* » ou « *démocratique-corporatiste* », et un modèle « *Nord-atlantique* » ou « *libéral* ». Nous étudierons le modèle « *pluraliste polarisé* » auquel le Brésil s'apparente.

B-2 Le Brésil et le modèle « pluraliste polarisé »

Fernando Antônio Azevedo ⁵⁶classe le modèle brésilien de relations entre le système médiatique et le système politique dans le « *système méditerranéen* » ou « *pluraliste polarisé* ».

⁵⁵NEVEU Erik « Comparing Media Systems », Réseaux 6/ 2005 (no 134), p. 1

⁵⁶AZEVEDO, Fernando Antonio, « Mídia e democracia no Brasil: relações entre sistema de mídia e o sistema político », Opinião Pública, v.12, n.1, 2006.

Les auteurs décrivent le modèle « *pluraliste polarisé* » à partir des critères que nous avons développés. Tout d'abord, c'est un système où les journaux circulent peu et sont surtout orientés pour les élites politiques. D'un point de vue économique, les journaux sont fragiles et souvent dépendants de l'aide de l'État, qui détient un pouvoir interventionniste fort. Il existe un grand parallélisme politique dans ce modèle, et c'est souvent un journalisme d'opinion orienté pour la défense des intérêts idéologiques, politiques ou économiques. Le modèle est également marqué par une faible professionnalisation journalistique. Au niveau des systèmes politiques, on retrouve dans ces pays des périodes d'autoritarisme et de démocratisation récentes. Dans ce modèle-là, la liberté de la presse et le développement des médias sont récents. Enfin, les partis politiques ont une forte présence dans la vie publique, et il existe une forte présence de l'État et des partis dans l'économie.

Nous allons maintenant expliquer en quoi le Brésil s'assimile à ce modèle « *pluraliste polarisé* ». Fernando Antônio Azevedo développe deux des quatre dimensions analytiques que Daniel C. Hallin et Paolo Mancini ont développé : le *marché médiatique* et le *parallélisme politique*, auxquelles il ajoute la *diversité externe*.

Quatre caractéristiques constituent le marché des médias au Brésil: le tardif surgissement de la presse, la faible circulation des journaux, l'orientation vers les élites, et la centralité de la télévision dans le système médiatique.

Le *tardif surgissement* de la presse au Brésil s'explique en partie par la politique coloniale portugaise. Celle-ci cherchait en effet à isoler les Brésiliens du monde en usant de politiques restrictives, comme la fermeture des ports ou encore l'interdiction d'impression de livres ou de journaux. L'un des objectifs de cette interdiction était d'éviter l'arrivée d'informations sur la situation du Portugal qui était en mauvaise posture, du fait d'attaques de diverses puissances européennes, notamment napoléoniennes. Ainsi, le premier journal au Brésil apparaît seulement en 1808 : c'est le *Correio Braziliense*, mais il était édité et distribué à partir de Londres. Le vrai premier journal est la *Gazeta do Rio de Janeiro*, qui est également lancé en 1808, année de l'installation de la cour portugaise au Brésil, et qui constitue l'organe officiel de la Cour royale (et se limite donc à la publication des décrets du gouvernement). Avec l'Indépendance du Brésil en 1821, les journaux se multiplient, mais c'est surtout dans le passage du 19^{ème} au 20^{ème} siècle que la presse brésilienne commence à gagner une structure entrepreneuriale semblable à celle d'aujourd'hui. À cette époque, les relations entre les journaux, la politique, les annonceurs et les lecteurs changent et le marché de la presse apparaît. C'est aussi à cette époque que les grands journaux sont créés : par exemple, *O Globo* et *Folha de São Paulo* sont créés tous les deux en 1925.

Le deuxième point qui caractérise le modèle médiatique brésilien est la *faible circulation des journaux*. Ceci est en partie dû au fait que le taux de scolarité est bas dans ce pays et cela se répercute sur les journaux. Selon les données de l'IBGE, en 2003 il y avait au Brésil 11,6% d'analphabètes.

La troisième particularité du marché médiatique brésilien est le fait que les *journaux soient orientés pour les élites*. En effet, les grands journaux brésiliens visent en priorité les lecteurs des classes supérieures, les classes A et B⁵⁷. Ces journaux font plutôt une couverture des faits politiques et économiques, et plutôt du journalisme d'opinion. Ils jouent un grand rôle dans les agendas politiques et influencent les perceptions et comportements des politiques et du public.

Le quatrième point est celui de la *centralité de la télévision* dans le système médiatique. Cela peut se constater à partir du nombre de téléviseurs existant dans les familles brésiliennes. La télévision est également le média où il y a le plus de publicité.

Une autre particularité du système brésilien selon Fernando Antônio Azevedo est la faible « *diversité externe* ». La diversité externe correspond à la diversité de l'information et de l'opinion présentées dans les médias, afin de garantir un certain choix politique aux citoyens. Cette diversité externe est essentielle pour les débats politiques et la prise de décisions politiques. Dans les pays où la presse dominante est plutôt une presse commerciale, du fait d'une presse partisane faible, comme au Brésil, cette diversité est dépendante des choix de la presse commerciale. De plus, il existe des inégalités dans l'accès des groupes sociaux à la presse et dans la capacité de ces groupes à influencer la presse. Selon Nancy Fraser⁵⁸, philosophe féministe et post-structuraliste il existe des « *publics forts* », c'est-à-dire les groupes qui possèdent les recours politiques, symboliques ou économiques assez forts pour produire les agendas et les prises de décision et influencer l'opinion publique et des « *publics faibles* », soit ceux qui participent à la formation de l'opinion publique mais ne possèdent pas des moyens détenus par les « *publics forts* ». Cette faible diversité externe est liée à la relation que les médias entretiennent avec les élites depuis longtemps au Brésil.

Au Brésil, les différentes constitutions écrites depuis 1946 interdisent le contrôle des entreprises journalistiques par des personnes juridiques, des sociétés anonymes ou des actions

⁵⁷L'Associação Brasileira de Empresas de Pesquisa (Association Brésilienne des Entreprises de Sondages) a développé un critère de richesse au Brésil, le « Critério de Classificação Econômica Brasil ». Les classes vont de la lettre A à la lettre E (la classe A étant la plus riche).

⁵⁸FRASER, Nancy. *Rethinking the public sphere: a contribution to the critique of actually existing democracy*. In: CALHOUN, C. (ed.). *Habermas and the public sphere*. Cambridge, MA: MIT Press, 1992, p. 109-142., cité par AZEVEDO, Fernando Antônio, « Mídia e democracia no Brasil: relações entre sistema de mídia e o sistema político ». *Opinião Pública*, v.12, n.1, 2006., p.98

étrangères, afin d'identifier au mieux les propriétaires. Cependant, les effets indirects de ce système ont été le *monopole familial des médias* et le contrôle politique des chaînes. Selon Venício Ade Lima⁵⁹, en tout, 15 groupes familiaux contrôlent 90% des médias brésiliens (télévision, radio, presse et internet). L'un des exemples les plus significatifs de ce monopole est la famille Marinho, qui détient l'« Organisation Globo » (journaux, revues, livres, disques, films,...). De plus, les médias sont souvent contrôlés par des personnalités politiques.

Le *parallélisme politique* est la dernière caractéristique du système médiatico-politique brésilien que Fernando Antônio Azevedo présente. Il correspond à la nature et le degré de la relation entre les médias de masse et les partis et organisations politiques. Hallin e Mancini rappellent qu'en Europe, le journalisme s'est formé avec un fort parallélisme politique, mais quand les médias commerciaux ont commencé à émerger, ils se sont éloignés des prises de positions politiques. Il ne faut cependant pas confondre la presse commerciale avec une presse neutre, car tout discours journalistique est subjectif.

Fernando Antônio Azevedo revient sur l'histoire du Brésil pour rappeler les liens entre les médias de masse et la politique. Au Brésil, trois périodes sont à souligner.

La première, jusqu'aux années 1960, est marquée par la fragilité économique et financière des médias brésiliens. En effet, jusqu'à cette époque, les médias étaient dépendants des faveurs publiques. En marge de cette fragilité économique, les médias étaient fortement engagés dans les luttes politiques et étaient notamment séparés entre les varguistas et les anti-varguistas⁶⁰.

La deuxième période, de 1964 à 1985, est marquée par la dictature militaire et une forte censure de la presse, et donc des points de vue politiques moins marqués. Pendant cette période, le parallélisme politique se vit plutôt en opposition à la dictature, et peu en termes de conflits idéologiques. Le Brésil connaît alors une modernisation industrielle et des routines productives ainsi que la concentration de la propriété avec l'extinction de divers titres traditionnels, notamment des quotidiens. C'est aussi pendant cette période que la télévision devient le principal média. Durant cette période, on assiste également à la professionnalisation des journalistes, avec la multiplication des études supérieures en journalisme et la réglementation de la profession. Il y a aussi le surgissement d'une presse alternative anarchique et de gauche. D'un appui important au régime militaire au début de la dictature, la presse brésilienne passe à une opposition libérale et modérée au régime.

⁵⁹LIMA, V. A., *Mídia, teoria e política*. São Paulo: Fundação Perseu Abramo, 2001, cité par AZEVEDO, *Ibid.*, p.100

⁶⁰Révolution de Getúlio Vargas que nous avons vu en introduction.

La troisième période, à partir de 1985, est marquée par le retour de la démocratie et le retour des médias dans les débats politiques. Diverses politiques commerciales et de marketing ont transformé les journaux en prestataires de services et les lecteurs en consommateurs. Le journalisme informatif va être valorisé et le journalisme d'opinion disparaît peu à peu, ce qui a augmenté la diversité interne des grands journaux, c'est à dire une plus grande ouverture aux conflits des acteurs politiques et sociaux.

Après avoir vu le fonctionnement du système de presse au Brésil, nous allons nous intéresser aux caractéristiques des représentations médiatiques de la violence en France et au Brésil.

C – Représentations médiatiques de la violence en France et au Brésil

Les éléments que nous avons vu jusqu'à présent nous amènent à expliciter les représentations médiatiques de la violence au Brésil, et à mieux les comprendre. Nous nous attarderons également sur les discours médiatiques sur les violences en France. Comme le notent Éric Macé et Angelina Peralva dans l'ouvrage *Jacobinisme vs industrie culturelle : médiatisation de la violence en France et au Brésil*⁶¹, la France et le Brésil sont des pays très différents, du point de vue de leur taille, de leur vocabulaire, et surtout de leurs formes de violences. Cependant, les deux pays ont connu des tendances générales communes dans leurs systèmes médiatiques : « la dépolitisation, la standardisation et la professionnalisation de la production de l'information ⁶²»

C-1 Au Brésil, un système médiatique aux airs

d' « industrie culturelle » : la violence comme « fait de société »

⁶¹MACE, Eric, PERALVA, Angelina, « Jacobinisme vs. Industrie culturelle médiatisation de la violence en France et au Brésil », Cultures & Conflits n°59 3/2005 pp.47-85

⁶²MACE, PERALVA, *Ibid*, p. 10

La date qui marque un tournant dans la configuration de la presse brésilienne est la réforme du quotidien Folha de São Paulo. Dans les années 1970, le journal devient le principal organe d'opposition à la dictature. Mais en 1984, à la fin de la dictature, il s'éloigne de ses prises de position passées et s'adapte aux logiques du marché. La réforme du journal est menée à trois niveaux : tout d'abord, c'est le renouvellement de la base technique de travail du journal. Ensuite, le deuxième changement important est l'adoption de méthodes et techniques de rationalisation du travail, avec la professionnalisation de l'activité journalistique et la standardisation des procédés de rédaction, entre autre. Enfin, le nouveau type de lien que le journal entretient avec ses lecteurs est le troisième point. Frias Filho, actuel propriétaire du journal, explique ce changement dans un texte, *Vampires en papier*. Celui-ci souligne que le journalisme brésilien devait être repensé après la dictature du fait de l'insertion de la presse dans la vie économique du Brésil. Frias Filho met l'accent sur l'importance du journalisme sensationnaliste qui instaure une relation commerciale entre le journal et le lecteur. Les autres journaux brésiliens ont suivi ce mouvement, mais dans une moindre mesure. Par exemple, O Globo, journal au départ conservateur tend vers un certain pluralisme après la dictature. Le journal a délaissé les sujets politiques pour aller vers une structure informative privilégiant les sujets économiques et culturels. O Dia, lui, entame un changement en 1983 et le journal populaire se modernise : de nouveaux journalistes sont recrutés, la couleur est introduite, de nouvelles sections sont créées.

Pour ce qui est de la violence, elle est devenue un « *fait de société* ⁶³ » dans la presse brésilienne. En fait, cette vision de la violence est tirée du modèle de type « américain ». Avant les années 1980, les faits divers étaient plutôt destinés aux classes populaires, car ils étaient méprisés par les classes moyennes. Le journal O Dia, analysé dans cette recherche, faisait par exemple partie de ces journaux sensationnalistes dans les années 1950. Cependant, à partir de 1980, en parallèle à la démocratisation, les faits divers vont se multiplier dans les grands quotidiens et les classes moyennes commencent à s'y intéresser. Dans les grands quotidiens apparaissent des « cahiers villes » qui racontent les faits divers et ceux-ci vont avoir beaucoup de succès. Les raisons de ce changement sont l'augmentation de la violence et l'intérêt grandissant du lectorat pour celle-ci. Ces changements ont entraîné des transformations dans les pratiques journalistiques. En fait, les méthodes de travail utilisées pour construire le fait divers propre à la presse populaire vont disparaître pour laisser place à une objectivation de l'information. La violence passe d'un fait de « déviance exceptionnel » à

⁶³MACE, PERALVA, *Ibid.*, p. 10

un « fait social⁶⁴ ». De plus, la dimension humaine et les bons rapports entre les journalistes et la police qui caractérisaient la presse populaire sont remplacés par une hostilité entre les journalistes issus de l'enseignement supérieur et la police ainsi qu'à une plus grande quantification de la violence. C'est donc ce mouvement général de la presse brésilienne vers les logiques de marché, ainsi que la représentation de la violence qui amène Éric Macé et Angelina Peralva à parler du système médiatique brésilien comme d'une « industrie culturelle ».

Lorsque l'on considère tous les journaux brésiliens, on se rend compte que ce sont les journaux de Rio de Janeiro qui parlent le plus de violence et notamment les journaux O Dia et O Globo, qui font partie de notre corpus d'étude. Ceux-ci se focalisent sur la situation locale de Rio de Janeiro. De plus, au Brésil, quand les journaux parlent de violence, c'est notamment pour parler de Rio de Janeiro.

Pour ce qui est des rubriques, la violence est plutôt traitée dans les rubriques locales et « quotidien ». Elle est en fait traitée en termes de petites informations, sans aucune contextualisation, et sans que les articles n'apportent aucune solution. Les informations présentées sont courtes et simples, et elles n'expliquent pas cette violence, et bien souvent beaucoup de photos plus ou moins violentes accompagnent les sujets sur la violence. La photo tient également un rôle important dans la presse brésilienne et « [...] *s'inscrit dans la logique d'un prolongement d'une mode d'information propre à la télévision qui ne fait pas seulement appel à la raison, mais à des formes de perception infra verbale*⁶⁵. »

En général, la presse écrit du point de vue de l'État, et dans la majorité des cas elle présente des faits individuels. Lorsque l'on observe les personnes de qui l'on parle le plus dans les sujets sur la violence nous notons que ce sont les forces de sécurité. Les raisons à cela sont le fait que la police est la première source d'informations sur la violence. Ensuite viennent les victimes et les familles, les pouvoirs exécutifs et les spécialistes de la société civile. Les acteurs sociaux les plus cités sont donc la police et le pouvoir exécutif, tandis que les plus absents sont le secteur privé et la société civile organisée.

De plus, la presse brésilienne parle différemment des crimes commis par des jeunes des classes moyennes et supérieures que par ceux commis par des jeunes issus de classes populaires. Dans les articles sur les meurtres commis par des jeunes de classes supérieures ou

⁶⁴MACE, PERALVA, *Ibid.*, p. 11

⁶⁵MACE, PERALVA, *Ibid.*, p. 12

moyennes, les jeunes sont généralement appelés par leurs prénoms et on donne la parole aux parents. Il y a la tendance des journaux à être plus compréhensifs envers ces jeunes « biens nés » tombés dans le crime⁶⁶. Leurs conditions financières et familiales sont détaillées dans les articles. A l'inverse, quand les crimes sont commis par des jeunes pauvres, ceux-ci sont appelés « mineurs ».

Tous ces éléments expliquent la représentation de la violence dans la presse au Brésil, qui joue donc un rôle essentiel dans la définition de l'« ennemi ».

Nous l'avons dit, nous avons choisi trois journaux brésiliens à analyser.

Le premier, O Globo, est un journal quotidien qui a été fondé en 1925 et est basé à Rio de Janeiro. Il est donc plutôt destiné au public de la région de Rio de Janeiro. C'est l'un des journaux les plus lus et les plus influents du pays, et il est le journal de référence de l'État de Rio de Janeiro. Il est principalement lu par les classes A, B et C, qui correspondent à l'élite économique et aux classes supérieures : 61% de ses lecteurs appartiennent à la classe B, 20% à la classe C et 17% à la classe A. De même, 55% de ses lecteurs ont fait des études supérieures. C'est un journal qui est surtout lu dans la zone sud de la ville, et donc dans les quartiers globalement plus riches.

O Dia est un journal fondé en 1951, en format tabloïd, plutôt lu par les classes B et C. Au départ, O Dia était un journal fortement sensationnaliste, et plutôt populaire. Aujourd'hui, il est plutôt lu par une partie de la classes moyenne. C'est un journal qui a un grand lien avec les fonctionnaires publics et les retraités.

Folha de São Paulo est un journal qui naît en 1960, grâce à l'union de Folha da Noite, créée en 1921, de Folha da Manhã, créée en 1925 et de Folha da Tarde créée en 1949. Ses lecteurs appartiennent plutôt aux classes A et B. C'est aujourd'hui le journal qui circule le plus au Brésil.

Après avoir vu les caractéristiques des représentations de la violence dans la presse au Brésil, intéressons-nous au cas de la France.

⁶⁶FREIRE, Silene de Moraes, CARVALHO, Andreia de Souza. « Midiatização da Violência: os labirintos da construção do consenso » Textos & Contextos (Online), v.7, 2008, p.161

C-2 En France : un système médiatique aux airs

« jacobinistes » : liens entre agenda politiques et journalistiques

En France, le passage d'un journalisme d'opinion à un journalisme plutôt informatif s'est fait moins brusquement qu'au Brésil. Du fait de la centralité de l'État dans le système médiatique français, et de la porosité entre les agendas politique et journalistique, Éric Macé et Angelina Peralva définissent la médiatisation des violences en France de « jacobiniste ». C'est plutôt dans les années 1990 que le changement se fait en France. Mais l'évolution des médias est malgré tout comparable à celle qu'ont connue les médias brésiliens.

L'espace journalistique est plus hiérarchisé en France qu'au Brésil. D'un côté, il y a la presse nationale qui est plutôt une presse d'opinion et de l'autre, il y a la presse populaire de proximité et les quotidiens régionaux. À partir des années 1950, on a vu le déclin de la presse d'opinion au profit d'une presse plus informative, tout comme au Brésil, et on a eu le développement de l'information télévisée.

Pendant la 3^{ème} République, la presse était constituée de journaux populaires illustrés, de journaux d'opinion politisés, tel que l'Humanité, et de journaux « de qualité », plutôt en destination des élites, tel que Le Figaro. Lors de la Première Guerre Mondiale, la censure sévit en France. Dans l'entre deux guerres, il y a la formation de grands groupes de presse et le lancement de journaux « grand public », comme Paris Soir. Lors de la Seconde Guerre Mondiale, la presse indépendante disparaît. À la Libération, apparaît un nouveau modèle de presse et de journalisme : il y a l'idée d'une rupture avec les intérêts financiers et politiques des propriétaires des journaux. En 1946 est signée la loi sur la liberté de la presse : de nombreuses nationalisations sont réalisées. Suite à cela, on assiste donc à une autocensure de la presse envers l'État et le pouvoir politique : tout ce qui peut gêner le mythe républicain d'après-guerre (comme la guerre d'Algérie ou les violences urbaines) est laissé de côté par la presse. À cette période, il y a un effondrement du lectorat et des tirages, et les journaux se retrouvent donc face à des difficultés économiques, autant au niveau national que local. Le système « presse nationale versus presse régionale » s'affaiblit, la presse régionale est moins diversifiée. Par exemple, Le Parisien, journal populaire, nationaliste et anticomuniste créé en 1944 voit sa survie menacée du fait d'un recentrage politique.

En France, tout comme au Brésil, il y a eu deux changements importants dans le journalisme : *l'évolution des pratiques journalistiques* (c'est-à-dire la professionnalisation et la standardisation) et le *changement dans la nature du lien entre les journalistes et le public*⁶⁷. Tout comme au Brésil, le journalisme critique et politisé français a perdu en importance au fil du temps.

Il y a un double mouvement paradoxal du traitement journalistique des violences par les journalistes français, selon Éric Macé et Angelina Peralva : d'un côté, il y a une dépolitisation du journalisme, les journalistes sont plus attentifs aux faits. De l'autre, les faits présentés dans les médias sont eux politisés par les acteurs politiques et institutionnels.

Dans les années 1970, le conflit politique entre la droite et la gauche se reflète dans les médias. La presse de droite (la droite était majoritaire aux niveaux national et régional à cette époque) parle beaucoup de violence, et notamment de la violence des jeunes de banlieues. Face à cela, la presse de gauche dénonce ce discours médiatique. En 1981, la gauche arrive au pouvoir, et les concepts d'intégration, d'insertion, d'immigration, ou encore de racisme prennent un sens nouveau. La presse de droite fait une double critique de cette politique d'intégration menée par la gauche : elle qualifie d'« angéliques » les politiques d'intégration menées par la gauche, et se montre plutôt réaliste face à la dégradation de la sécurité.

A cette époque, la question de la sécurité passe dans le discours journalistique de « violence » sociale à « immigration ». En effet, les journaux commencent à faire le lien entre immigration et violences, et apparaît une « *ethnisation de la menace* »⁶⁸, comme Éric Macé et Angelina Peralva l'écrivent : « *Il ne s'agit plus d'avoir affaire à une « classe dangereuse » qui serait encore définie par un rapport social, mais à des « groupes à risques » définis par des attributs déviants* »⁶⁹. Dans les années 1990, différentes émeutes ont lieu en France et en 1993 ont lieu les attentats dans le métro parisien. Ces événements renforcent ce discours sur la menace et sur le risque dans le débat public et journalistique. La police a beaucoup d'influence sur ce nouveau discours, car elle est la première source du journalisme. Celle-ci demande la mise en place de nouvelles capacités d'intervention répressive, et plusieurs changements et conséquences à cela se voient dans les médias. Par exemple, on voit la création d'une rubrique « violence banlieue » dans les rubriques de l'AFP, et la question des banlieues passe des rubriques « société » et « politique » à la rubrique « faits divers ». En 1997, avec l'arrivée de la gauche plurielle au gouvernement, la rhétorique de la menace disparaît et l'on voit apparaître un retour aux principes républicains et un refus de la

⁶⁷MACE, PERALVA, *op. cit.*, p. 10

⁶⁸MACE, PERALVA, *Ibid.*, p.13

⁶⁹MACE, PERALVA, *loc. cit.*

politisation des significations de la violence. Au contraire, à l'approche des élections présidentielles de 2002, on assiste à une contradiction de la gauche qui utilise un discours centré sur la sécurité.

Les journaux français que nous allons étudier sont : Le Figaro, Libération et Le Monde.

Le Figaro est un journal fondé en 1826 : il représente le plus vieux quotidien français toujours publié. Ses lecteurs se situent en majorité à la droite de l'échiquier politique et sa ligne éditoriale est de droite conservatrice.

Le Monde est un quotidien français fondé en 1944 par Hubert Beuve-Méry. Sa ligne éditoriale se situe plutôt au centre-gauche, et son lectorat est plutôt orienté à gauche, mais il constitue un lectorat assez mélangé politiquement. Il est considéré comme un journal de référence.

Libération est un quotidien français fondé par Jean Paul Sartre en 1973. D'une ligne éditoriale d'extrême gauche, il évolue ensuite vers la gauche sociale-démocrate. Son lectorat est en majorité de gauche.

Après avoir vu les représentations journalistiques des violences au Brésil et en France, faisons un point sur le rôle des médias dans la prise de décisions politiques.

C-3 Rôle des médias dans la prévention de la criminalité et notion d' « agenda setting »

Comme Vivien Carli⁷⁰ le souligne dans son texte, les médias jouent un certain rôle dans la prévention de la criminalité. En effet, ceux-ci sont la principale source d'informations sur la criminalité et la sécurité pour la population. Ils devraient effectivement œuvrer en faveur d'une baisse de la criminalité, or l'on observe que ce n'est pas toujours le cas, y compris au Brésil. En effet, ceux-ci expriment parfois un point de vue qui a des conséquences négatives sur la perception du public par rapport à la violence :

« *L'image d'une criminalité aléatoire et violente [...] véhiculée par les actualités façonne une certaine conception de la criminalité et de*

⁷⁰CARLI, Vivien, « Médias, prévention de la criminalité et sécurité urbaine : Analyse succincte de l'influence des médias et pistes de réflexion », Sous la direction de Sagant, V. et Capobianco, L. Montréal : CIPC, 2008, 16p.

la justice, laquelle se traduit à son tour par des politiques publiques qui proposent souvent des solutions simples à des problèmes complexes⁷¹».

Vivien Carli explique donc que le discours médiatique sur la violence peut avoir de grandes incidences, et amener à la prise de politiques publiques inadéquates. Parfois, les informations divulguées par les médias peuvent s'avérer fausses, partiales car les médias travaillent la violence sur le court-terme dans le seul et unique but de vendre. Tout cela amène donc à la prise de mesures spécifiques pour lutter contre la violence, d'autant plus que la principale source des médias en matière de violence est la police. La part de sensationnalisme dans les médias est importante et ceux-ci misent ainsi plus sur l'affectif que l'intellectuel. Le lecteur, amené à lire beaucoup d'articles sur la violence, va se sentir à son tour menacé. Nous étudierons plus profondément cette question par la suite. Les médias pourraient adopter un démarche plus démagogique et contribuer ainsi à la baisse de la criminalité. Un travail renforcé entre les médias, le gouvernement et les collectivités locales pourraient faire bouger les lignes. Le rôle des médias est en effet reconnu comme fondamental dans l'implantation et le succès des politiques publiques.

Cette question rejoint celle de l'agenda setting, c'est à dire la capacité des médias à peser sur les décisions politiques. En ce sens, les médias sont un « acteur » de la fabrication des politiques publiques, comme le souligne Jérémie Nollet⁷². Mais ils ne sont qu'un acteur parmi beaucoup d'autres :

« La sociologie du journalisme invite à ne pas prêter aux médias un pouvoir propre. Leur influence sur les politiques publiques ne peut donc pas être réduite à un simple effet mécanique et unilatéral. Elle repose au contraire sur un ensemble complexe d'interactions entre journalistes et acteurs des politiques publiques. ⁷³»

Nous verrons par la suite en quoi ces deux instances, les médias et les décideurs politiques, s'influencent mutuellement et donnent naissance à des politiques publiques particulières pour les uns et à des discours particuliers pour les autres. En effet, nous allons voir en quoi les représentations des favelas en terme d'états de nature, soit comme lieux violents, a amené à la prise de décisions politiques spécifiques et à la naissance d'un nouveau

⁷¹YANICH, Danilo. «Location, Location, Location: Urban and Suburban Crime on Local TV, News » Journal of Urban Affairs 23.3/4 (2001):221, cité par CARLI, *Ibid*, p.3

⁷²NOLLET Jérémie, « Politiques publiques et médias », in Laurie Boussaguet et al., Dictionnaire des politiques publiques, Presses de Sciences Po « Références », 2010 p. 469-475.

⁷³NOLLET, *Ibid*, p. 469

discours, plus pacifié. Voyons à présent en quoi les presses française et brésilienne représentent les favelas comme des états de nature.

2 – Les favelas cariocas dans les presses française et brésilienne: des états de nature spécifiques

Les favelas sont souvent représentées comme des lieux violents et pauvres dans les médias, et cela depuis leur apparition à la fin du 19^{ème} siècle. Nous notons un discours récurrent quelle que soit la période, même si celui-ci est plus ou moins développé selon les époques. Au vu des discours journalistiques sur les favelas, que ce soit en France et au Brésil, il nous a paru intéressant de montrer que celui-ci présentait les favelas comme des états de nature. Nous entendons par état de nature la situation dans laquelle les hommes se seraient trouvés avant la société, et particulièrement avant l'institution de l'État de droit. En général, l'état de nature s'oppose à l'État de droit et constitue l'état des rapports humains quand il n'y a pas d'institutions politiques ou juridiques. Les favelas étant des territoires où l'État n'était pas présent jusque-là, les bases d'un discours en terme d'état de nature étaient présentes et prêtes à être exploitées par les médias. Malgré la politique de pacification qui est appliquée dans les favelas depuis 2008, qui marque le retour de l'État de droit dans les favelas et un discours plus pacifié sur les favelas, un discours en terme d'état de nature subsiste. Notons que les favelas, telles qu'elles sont présentées par les presses brésilienne et française, ne se résument pas à une théorie de l'état de nature seulement, mais contiennent des caractéristiques de différents états de nature. C'est pourquoi nous présenterons d'abord les théories de deux auteurs différents : Thomas Hobbes et Baruch Spinoza. Ces deux auteurs ont décrit l'état de nature et l'État de droit et nous allons expliciter leurs visions. Nous verrons ensuite en quoi les presses brésilienne et française présentent les favelas comme des lieux violents. Enfin, nous verrons en quoi celles-ci présentent les favelas comme des lieux d'où l'État de droit est absent.

A – Thomas Hobbes et Baruch Spinoza : deux théories différentes de l'état de nature et de l'État de droit

Dans cette partie, nous nous attacherons donc à expliciter les théories de l'état de nature de Thomas Hobbes et de Baruch Spinoza. Ces auteurs ont écrit sur l'état de nature, mais nous pouvons noter des différences dans leurs théories. Toutes ces connaissances nous serviront à voir en quoi les presses brésilienne et française décrivent les favelas en terme d'état de nature.

A-1 L'état de nature selon Hobbes : un « état de guerre de tous contre chacun »

Pour Hobbes, l'état de nature correspond à un « *état de guerre de chacun contre chacun*⁷⁴ » C'est à dire que dans l'état de nature hobbesien, chacun homme use de sa force, et donc de violence, pour être au-dessus de l'autre et obtenir ce qu'il désire. Il faut noter que Thomas Hobbes développe cette théorie lors de la Première Révolution Anglaise (1641-1649) : pour lui, cette guerre civile est dûe au manque d'organisation de la vie sociale.

Selon Hobbes, « *Le droit de nature, que les auteurs appellent généralement jus naturale, est la liberté qu'a chacun d'user comme il veut de son pouvoir propre, pour la préservation de sa propre nature, autrement dit de sa propre vie, et en conséquence de faire tout ce qu'il considérera selon son jugement et sa raison propres, comme le moyen le mieux adapté à cette fin*⁷⁵. »

Dans l'état de nature, donc, l'homme est guidé par un soucis de conservation de lui-même, c'est le conatus (l'effort) d'auto conservation. Le comportement humain est en fait guidé par l'avidité et le pouvoir. Par conséquent, les hommes vivent dans un état permanent

⁷⁴HOBBS, Thomas, *Léviathan*, 1651, trad. François Tricaud, Paris, Sirey, 1971, ch. XIII, p. 124., cité par GARCIN-MARROU, *op. cit.*, p. 21

⁷⁵HOBBS, Thomas, *Léviathan*, 1651, trad. François Tricaud, Paris, Sirey, 1971, ch. XIII, P. 124, cité par GARCIN MARROU, *loc. cit.*

d'insécurité, comme le note Hobbes: « *il apparaît clairement par là qu'aussi longtemps que les hommes vivent sans un pouvoir commun qui les tienne tous en respect, ils sont dans une condition qui se nomme guerre, et cette guerre est de chacun contre chacun*⁷⁶. » Il n'existe donc pas de sécurité dans l'état de nature hobbesien, tout individu peut attaquer ou être attaqué à tout moment. Ainsi, la notion de légitime défense est étendue chez Hobbes : elle correspondrait « *au droit d'accroître sa sécurité par tous les moyens qu'on estimera efficaces, y compris [...] l'agression préventive*⁷⁷. » Hobbes relie cet état permanent d'insécurité à l'absence d'instance supérieure qui serait à même de faire régner l'ordre parmi les hommes. La raison humaine est alors soumise aux passions, et il n'y a rien qui définit ce qui est juste ou injuste. Du coup, tout individu définit seul ce qui constitue la violence.

Cette situation, selon Hobbes, amène les individus à abandonner le droit naturel : « *C'est une des lois naturelles qui dérivent de cette fondamentale [rechercher la paix], qu'il ne faut pas retenir le droit qu'on a sur toutes choses, mais qu'il faut en quitter une partie, & la transporter à autrui*⁷⁸. » Par un mélange de passion - la peur - et de raison, les individus vont se référer à des lois supérieures à eux. Il faut que quelque chose soit créé au-dessus d'eux et par leur volonté pour que ceux-ci puissent quitter l'état de nature. Cette forme de pouvoir aurait pour objectifs la garantie de la paix et de la sécurité. Dans la pensée de Hobbes, « *le Souverain concentre toutes les volontés pour incarner la seule instance de pouvoir légitime*⁷⁹. » Autrement dit, c'est le Souverain qui établit les règles de vie de la République. L'État, cette instance externe, va donc contrôler les passions des hommes et ainsi éviter les conflits entre ceux-ci. Dans la pensée hobbesienne, le pouvoir du souverain s'impose donc à tous les hommes, et la loi est la condition de la survie du collectif.

A-2 L'état de nature selon Spinoza : un état d'inconstance

⁷⁶HOBBS, Thomas, *Léviathan*, 1651, trad. François Tricaud, Paris, Sirey, 1971, ch. XIII, P. 124, cité par GARCIN MARROU, *loc. cit.*

⁷⁷TRICAUD, François, « Hobbes et Locke : convergences et divergences », In: XVII-XVIII. Bulletin de la société d'études anglo-américaines des XVIIe et XVIIIe siècles. N°25, 1987. pp. 77-87.

⁷⁸HOBBS, Thomas, *Le Citoyen*, Paris, Flammarion, 1982, p. 139., cité par PLOURDE, Anne, « Appendice K - Modèle de synthèse critique de plusieurs textes (par thème) », In : Guide de méthodologie en science politique – Premier cycle, Centre Paulo-Freire, 2007, p. 7.

⁷⁹GARCIN-MARROU, *op. cit.*, p.25.

Tout comme Thomas Hobbes, Baruch Spinoza fonde l'état de nature sur la notion de désir. Mais à la différence de Hobbes, pour Spinoza, l'action des hommes qui veulent lutter pour leur survie peut être irrationnelle : les hommes sont entraînés par des passions. Pour Spinoza, l'état de nature est un état d'inconstance mais n'est pas un « *état de guerre de chacun contre chacun* », comme l'écrivait Hobbes. Comme Spinoza l'écrit dans l'*Éthique*, l'affrontement n'est pas l'unique forme de relation entre les hommes, car il existe également des passions positives et les hommes peuvent se porter secours mutuellement : « *De fait, même s'il faut décrire une fondation de l'État, les racines de l'ensemble socio-politique sont toujours en chacun.* »⁸⁰ C'est à dire que l'homme ne peut se soustraire des lois de la nature, même dans la société civile. Dans le même sens, le processus institutionnel n'est pas externe à la société, et tout homme détient un penchant social. En renonçant au droit naturel, les hommes ne renoncent pas pour autant à la liberté :

« *Non, je le répète, la fin de l'État n'est pas de faire passer les hommes de la condition d'être raisonnables à celles de bêtes brutes ou d'automates, mais au contraire il est institué pour que leur âme et leur corps s'acquittent en toute sûreté de toutes leurs fonctions, pour qu'eux-mêmes usent d'une Raison libre, pour qu'ils ne luttent point de haine, de colère ou de ruse, pour qu'ils ne supportent sans malveillance les uns et les autres. La fin de l'État est donc en réalité la liberté*⁸¹. »

Nous remarquons bien dans ce passage la pensée de Spinoza, qui met la liberté en avant dans l'État de droit : la liberté est la condition de l'État de droit pour Spinoza. Il est donc possible de noter le caractère dynamique de l'État et de la société chez Spinoza.

Nous venons de présenter deux théories différentes de l'état de nature, nous allons maintenant voir en quoi les presses brésiliennes et françaises, dans leur diversité, représentent les favelas comme des états de nature, et quelles caractéristiques ces représentations tiennent de ces deux théories.

⁸⁰GARCIN-MARROU, *op. cit.*, p.30

⁸¹SPINOZA, *Traité Théologico-politique*, (TTP), 1670, trad. C. Appuhn, Paris, Garnier-Flammarion, 1965, ch. XX, p.329, cité par GARCIN-MARROU, *op. cit.*, p.28

B – Du concept de « ville divisée » à la « métaphore de la guerre » : les favelas comme des états de nature hobbesiens

Comme nous l'avons vu, la représentation des favelas comme lieu de pauvreté et de violence n'est pas nouvelle. Les décennies 2000 et 2010 ont continué dans ce sens, et l'association des favelas à des lieux de crime s'est même développée dans ces années récentes. Comme nous l'avons vu en introduction, les médias oscillent actuellement entre une représentation des favelas comme des états de nature, et une représentation de la favela en état de guerre, et comme des États de droit, et une représentation plutôt pacifiée des favelas, du fait de la politique de pacification. Dans un contexte de mégaévènements et de politique de pacification, il subsiste un discours basé sur la violence, qui s'appuie sur l'idée de la « ville divisée », et sur la « métaphore de la guerre » notamment. Nous verrons donc dans cette partie la représentation des favelas comme des états de nature.

B-1 Le concept de la « ville divisée » : « asphalte » versus « favelas »

Dans la presse brésilienne et française, le mythe de la « cidade partida », c'est à dire de la « ville divisée » est encore très présent. Ce fut Zuenir Ventura, journaliste et écrivain brésilien, qui fut le premier à utiliser cette expression. Il a notamment écrit un livre « Cidade Partida » qui reçut le prix Jabuti⁸² en 1995 dans la catégorie « reportage ». L'ouvrage présente parallèlement la vie des habitants de la favela Vigário Geral⁸³ et d'habitants de la zone sud de Rio de Janeiro, liés à des organisations de la société civile qui luttent contre la violence urbaine. Comme nous l'avons souligné en introduction, la ville de Rio de Janeiro représente en elle-même une icône de la division sociale, entre d'un côté, l'« asfalto » (l'asphalte, c'est à

⁸²Le prix Jabuti est l'un des plus importants prix littéraires du Brésil.

⁸³Vigário Geral est un quartier de la zone nord de la ville de Rio de Janeiro.

dire les zones où vivent les classes moyennes et supérieures) , et de l'autre le « morro » (traduire par morne en français, le morro représente la favela, même si la plupart des favelas se trouvent aujourd'hui sur des terrains plats), et ce discours est fortement relayé par les médias. Le terme de « cidade partida » désigne cette division socio-économique de la ville de Rio de Janeiro, entre les différentes classes sociales, les différents quartiers et les différents groupes culturels, qui ne sont pas tellement en interaction. Or, ce discours participe à la perpétuation du discours sur les favelas, considérées comme violentes.

Face à l'image de « cidade maravilhosa », on a donc cette image de « cidade partida ». L'idée de la « ville merveilleuse », comme nous l'avons rappelé en introduction, a été développée à partir de la littérature, de la musique, ou encore du cinéma. Deux interprétations de la naissance du terme existent : d'abord, celle qui souligne que le terme fut inventé par Coelho Neto, écrivain et homme politique brésilien, quand il publia son article « Os Sertanejos » dans le journal *A Noticia* en 1908. L'autre version est celle qui affirme que le terme proviendrait du nom d'un recueil de poème de la française Jeanne Catulle Mendès publié en 1911. Sous ce terme, on retrouve la beauté de la nature de Rio de Janeiro, l'accueil chaleureux de son peuple et la vitalité de sa culture populaire, notamment.

C'est surtout à partir des années 1990 que ce discours sur la ville divisée est présent. Cela s'explique par le fait qu'à partir des années 1980, les favelas, du fait des trafics de drogue et de la violence qui y sévissent, sont montrées et perçues comme les territoires problématiques de la ville : « *Os discursos sobre o crime, ao longo dessa década, construíram as favelas como os territórios problemáticos da cidade, de onde emanava todo e qualquer ato de violência*⁸⁴. » (« Les discours sur la criminalité, tout au long de la décennie, ont construit les favelas comme les territoires problématiques de la ville, d'où émanaient tout les actes de violence »). Comme l'explique Marcella Carvalho de Araujo Silva, dans les années 1990, les discours médiatiques sur les favelas avaient pour conséquence l'idée que la favela était le lieu d'où émanait toutes les formes de violence. Ainsi, tous les cariocas étaient devenus des « victimes virtuelles⁸⁵ » de la criminalité urbaine, selon l'expression de Paulo Vaz. Ce terme de victime virtuelle inclut n'importe quel individu, qui, à partir de la vision de la souffrance de quelqu'un, va se sentir victime à son tour. Il existe deux perspectives de cette condition de victime virtuelle. La première est le fait de se sentir en potentielle condition de victime, cela concerne notamment les classes moyennes de Rio de Janeiro. À partir de là, les

⁸⁴CARVALHO DE ARAUJO SILVA, Marcella, « Segurança e espaço urbano: sobre a construção social de espaços seguros na cidade do Rio de Janeiro », 2011, p.5

⁸⁵VAZ, Paulo, « Vítima virtual e mídia. Vigilância, Segurança e Controle Social na América Latina » Curitiba, março, 2009, pp. 51-69, p. 52

personnes vont changer leur comportement, en vérifiant par exemple l'heure à laquelle ils vont sortir ou encore les lieux où ils vont se rendre. La deuxième perspective, explicitée par Moira Peelo dans le texte *Framing homicide narratives in newspapers: Mediated witness and the construction of virtual victimhood* met l'accent sur la question de la distance au crime. En effet, le public est confronté au crime la plupart du temps à travers les médias, et celui-ci se place ainsi en temps que victime.

Les gouvernements successifs des années 1990 promettaient de réduire la violence qui sévissait dans les favelas, en y implantant des politiques publiques, notamment. Cette représentation de Rio de Janeiro comme une « ville divisée » a renforcé le lien qui relie pauvreté et marginalité aux favelas. Comme Jean François Deluchey⁸⁶ le note, la population brésilienne, à travers les médias notamment, a créé un lien entre la délinquance et la pauvreté et a ainsi créé un « ennemi intérieur » : le favelado. Une division entre le « nous » et le « eux » s'est construite. Cette idée de la « ville divisée » se retrouve donc dans les discours journalistiques français et brésiliens, avec plus ou moins d'intensité selon les journaux. C'est un discours que l'on retrouve surtout dans la description des favelas et dans les discours rapportés des autorités et des habitants de favelas.

Dans l'article « A fortaleza era de papel » du 26 novembre 2010, le journal O Globo notait que « *Ao contrário do que se esperava, a considerar situações semelhantes vividas no passado, a polícia não se limitou a combater os focos de terror no asfalto* » (« Contrairement à ce que l'on attendait, en regardant les situations similaires vécues par le passé, la police ne s'est pas limitée à combattre les foyers de terreur présents dans les beaux quartiers »). Cette division entre le « morro » et l'« asphalte » est aujourd'hui naturelle dans la presse brésilienne, et reprise par la presse française.

Dans Le Figaro, on retrouve cette idée de Rio de Janeiro comme « ville divisée », entre les quartiers riches et de classes moyennes et les favelas: « *L'oreille exercée des habitants du quartier Vila Isabel, dans la zone nord de Rio de Janeiro, ne laisse pas place au doute. [...] Cette fois, c'est la guerre, et elle vient des morros, ces collines peuplées de favelas caractéristiques du paysage de Rio de Janeiro* »⁸⁷ Nous voyons bien ici la séparation faite par le Figaro, entre d'un côté le quartier Vila Isabel, qui est un quartier de classe moyenne situé dans le zone nord de Rio de Janeiro et de l'autre les « morros » qui se situent dans le quartier. Autre exemple de la représentation de la « ville divisée » par Le Figaro: « *Chez « ceux de l'asphalte », comme on définit les habitants de la ville basse, la peur est sporadique. Pour «*

⁸⁶DELUCHEY, Jean-François, « De la « guerre contre le crime » au Brésil : culture autoritaire et politiques publiques de la sécurité », Autrepart, 2003/2 n° 26, p. 179

⁸⁷Le Figaro, 19 octobre 2009, p.9 « Scènes de guerre civile au coeur de Rio de Janeiro »

ceux du Morro », la favela qui s'étale sur les hauteurs, elle est devenue une seconde nature »⁸⁸ On aurait donc d'un côté « ceux de l'asphalte », c'est à dire les cariocas vivant dans les quartiers riches, et de l'autre « ceux du morro », ou les favelados.

Dans Le Monde, cette séparation s'observe également, mais d'une manière plus subtile et moins explicite que dans Le Figaro: « *Rocinha, la favela la plus emblématique de Rio de Janeiro où quelque 120000 personnes vivent dans des baraques de briques et de tôles surplombant les quartiers les plus chics de la ville ...* »⁸⁹ Nous pouvons effectivement noter la division que souligne le journal, entre la favela Rocinha, pauvre, et les quartiers chics.

Le journal Libération marque également une frontière entre les favelas et les quartiers riches de la ville : « *La criminalité est également en baisse sur l'« asphalte », comme on appelle les quartiers aisés du voisinage* »⁹⁰ Ou encore: « *Les émeutes ont éclaté à Pavão Pavãozinho, une favela située à Copacabana, quartier touristique, et en principe « pacifiée »* »⁹¹

Cette dernière citation nous amène à noter que, suivant la division entre l'« asphalte » et le « morro », une division entre le « morro » et les lieux destinés à accueillir les mégaévénements s'est construite, notamment dans les journaux français. Cela s'explique par le fait que la presse française a un point de vue de « touriste » sur les méga-événements, du fait du grand nombre de Français qui se rendront au Brésil lors de ceux-ci. Dans la presse brésilienne, par contre, on retrouve peu ce rapprochement, car il s'agit de montrer à la population et au monde entier que le Brésil gère les situations de violence.

Nous retrouvons cette division dans les trois quotidiens, et nous prendrons l'exemple du Monde: « *Tout commence en pleine nuit selon le scénario classique d'un affrontement territorial entre deux gangs dans le quartier populaire de Vila Isabel, dans le nord de Rio de Janeiro, non loin du célèbre stade de Maracanã, où se tiendra en 2016 la cérémonie d'ouverture des JO* »⁹²

À partir de l'augmentation de la violence, des discours sur celle-ci et de l'inefficacité des politiques publiques, une certaine « culture de la peur » s'est développée à Rio de Janeiro. C'est notamment Luiz Eduardo Soares qui a développé cette idée de « culture de la peur », dans le texte *Violência e política no Rio de Janeiro*, publié en 1996. Luiz Eduardo Soares résume ainsi la « culture de la peur », de laquelle la presse participe :

⁸⁸Le Figaro, 21 mars 2010, « Brésil : des îlots de misère sous la coupe de gangs ultraviolents »

⁸⁹Le Monde, 15 novembre 2011, p.5 « L'armée occupe la principale favela de Rio de Janeiro »

⁹⁰Libération, 26 novembre 2010, p.8 « Les narcos sèment le chaos à Rio de Janeiro »

⁹¹Libération, 24 avril 2014, p. 9« Une bavure enflamme une favela de Rio »

⁹²Le Monde, 20 octobre 2009, p.8, « Scènes de guérilla urbaine dans les favelas de Rio de Janeiro »

« *uma certa estrutura simbólica de articulação entre representações: tudo o que se parece com violência, das vozes altas no fundo do corredor à indisciplina no trânsito, da briga de galeras aos homicídios brutais, tendia a ser homogeneizado e definido como manifestações típicas de um fenômeno comum: a 'violência carioca' pensada como expressão máxima da 'decadência da cidade' [...]* »⁹³

Nous pouvons rapprocher ces termes de « victime virtuelle » et de « culture de la peur » du terme de « panique morale » développé par Stanley Cohen dans le texte *Folk Devils and Moral Panics*. La « panique morale » correspond aux effets du discours médiatique sur la violence qui se traduit en une espèce d'hystérie collective contre des individus déterminés, qui sont perçus comme des menaces morales. Stanley Cohen définit cette panique morale comme « *une condition, un événement, une personne où un groupe de personnes est désigné comme une menace pour les valeurs et les intérêts d'une société* »⁹⁴. » Généralement, ces paniques morales ont comme cibles des groupes marginalisés, que l'on peut appeler « boucs émissaires » (« folk devils » en anglais). Face à ces boucs émissaires se trouvent les « chefs moraux », qui sont les initiateurs de la dénonciation collective. Ces « paniques morales » peuvent provoquer des divisions sociales et ont une certaine capacité à s'auto-entretenir. La médiatisation de celles-ci tend à les légitimer et à faire apparaître le problème qu'elles abordent comme plus important qu'il ne l'est. La médiatisation des « paniques morales » les rend donc toujours plus importantes. Différentes caractéristiques constituent les paniques morales : *la condition de préoccupation*, c'est à dire que le public imagine une menace potentielle, *une ostentation de l'hostilité* ressentie envers les groupes considérés comme menaçant, *un consensus autour de la menace*, *une disproportion*, c'est à dire qu'il y a une exagération en terme de dommages causés et des risques encourus et enfin *la volatilité*, c'est à dire que la panique contient des pics et se dissipe ensuite.

Si l'on considère les caractéristiques de Canudos développées par Euclides Da Cunha rapellées en introduction, ces concepts se rapprochent de la représentation de Canudos comme « *danger pour l'ordre social de toute la région* ». En conséquence de la théorie de la « ville divisée », et de la « culture de la peur », deux visions bien distinctes de la violence et des

⁹³SOARES, L.E. et al. (1996), *Violência e política no Rio de Janeiro*, Rio de Janeiro, Relume-Dumará/ISER, cité par LEITE, Márcia Pereira, « Entre o individualismo e a solidariedade: dilemas da política e da cidadania no Rio de Janeiro », Rev. bras. Ci. Soc. [online]. 2000, vol.15, n.44, pp. 43-90. Traduction: « *une structure symbolique d'articulation entre les représentations : tout ce qui ressemble à de la violence, à des cris venant du fond du couloir, à l'indiscipline sur la route, en passant par les disputes entre les personnes et les homicides brutaux, tout cela est homogénéisé dans les esprits et est défini comme les manifestations d'un phénomène commun : la violence carioca, pensée comme l'expression maximale de la décadence urbaine* »

⁹⁴COHEN, Stanley, *Folk Devils and Moral Panics*, London: Routledge, 2004 [original: MacGibbon and Kee, 1972], cité par CANTARELA MATHEUS, Leticia, SILVA, Pedro Henrique, « Território Retomado: O noticiário sobre operações militares em favelas no Rio de Janeiro », Revista EcoPos, 2013, p. 47

solutions à apporter à celle-ci se sont développées dans la société brésilienne. La première, liée à l'institution policière, à laquelle adhère de nombreuses personnalités politiques, une partie des médias et une partie de la population (les « chefs moraux » de Stanley Cohen), est favorable à la répression des « classes dangereuses », soit les favelados (les « boucs émissaires de Stanley Cohen) et à l'ordre et à la sécurité. La deuxième vision, partagée par différentes ONG et intellectuels, quelques organes de presse et les classes moyennes politisées, défend la combinaison de politiques agissant en faveur de la citoyenneté, notamment en direction des jeunes favelados, et des alternatives efficaces dans le domaine de la sécurité publique.

En effet, l'augmentation de la violence et de l'insécurité et les discours tenus autour de celles-ci ont favorisé l'émergence d'une pensée plutôt réfractaire aux droits de l'homme et à la reconnaissance de la citoyenneté d'une population considérée comme perturbant l'ordre social : la population des favelas. En fait, cette représentation de la réalité se base sur l'idée qu'il y aurait une citoyenneté à double niveaux : celle-ci serait le patrimoine de quelques-uns, comme nous l'avons vu dans la première partie. Cette stratégie de la part des autorités publiques représente une violence de la part de celles-ci et justifie les discours sur les favelas. La « métaphore de la guerre », largement répandue dans les discours sur les favelas dans les presses brésiliennes et françaises, vient s'ajouter à cette représentation en terme d'état de nature.

B-2 La « métaphore de la guerre », une « grammaire brésilienne » ?

Cette idée de la « ville divisée » amène à penser une façon de représenter la ville de Rio de Janeiro : celle de la « métaphore de la guerre », développée par Márcia Pereira Leite⁹⁵. En effet, en opposant sans cesse les habitants de la ville de Rio de Janeiro, et en soulignant la violence qui prend place dans les favelas, les médias usent de la « métaphore de la guerre ». Et cela est toujours le cas aujourd'hui, même à l'heure de la politique de pacification.

En admettant le fait qu'il y ait vraiment une « guerre » entre le « morro » et l'« asfalto », entre les favelados et les autres habitants de Rio de Janeiro, alors on admet

⁹⁵LEITE, Márcia Pereira. Entre o individualismo e a solidariedade: dilemas da política e da cidadania no Rio de Janeiro. Rev. bras. Ci. Soc. [online]. 2000, vol.15, n.44, pp. 43-90

aussi la violence policière à l'égard des habitants des favelas. Dans différentes études menées sur la population de Rio de Janeiro dans les années 1990, il est facile de percevoir quel parti est pris par une grande partie des habitants de la ville. Par exemple, dans la nuit du 23 juillet 1993, des policiers militaires tuèrent sept mineurs qui dormaient à la porte de l'église de Candelária, à Rio: 30% de la population carioca a appuyé ce massacre. A la fin de l'année 1992, divers *arrastões*⁹⁶ ont lieu à Rio de Janeiro et participent de la concrétisation de cette idéologie déjà répandue chez la population carioca : c'est l'idée que le « morro desce » (le morro descend). Nous pouvons retrouver cette idée dans *Le Monde*: « *Une veuve Courage*⁹⁷ qui est descendue une fois, deux fois, cinq fois de sa Rocinha avec une dizaine de proches avant de se retrouver aux côtés de plus de 1500 habitants à bloquer le tunnel de la voie express, reliant le sud et centre de Rio aux nouveaux quartiers chics de l'ouest carioca ».⁹⁸ Il y aurait donc d'un côté les citoyens, c'est à dire les travailleurs, les électeurs, les contribuables, et de l'autre les personnes du « morro », les favelados, les marginaux, ceux qui appartiennent au camp de l'illégalité, qui vivent sur des terrains envahis, sans payer les impôts ni les services publics. Le « morro » est donc vu comme un lieu de non-citoyenneté.

Márcia Pereira Leite, dans le texte émet cette interrogation: « *Quelle citoyenneté, si nous sommes en guerre?* »⁹⁹. L'auteure se réfère à la Constitution brésilienne de 1988 qui institua les libertés et droits civils du peuple brésilien : « *à inviolabilidade do lar, ao ressarcimento de danos infligidos à pessoa, à honra e à propriedade, liberdade de circular em paz, direito ao tratamento respeitoso por parte das autoridades e de outros cidadãos, à igualdade perante a lei e a uma justiça rápida e acessível*¹⁰⁰ » Nous pouvons affirmer que beaucoup de ces droits ne sont pas respectés ni par les autorités, ni par une partie de la population. En parallèle à l'augmentation de la violence, il y a eu l'augmentation du discours de la « guerre de tous contre tous », et une revendication grandissante du droit à la vie. Une partie importante de la population carioca réclame alors plus d'ordre et de sécurité, pour la garantie des droits et des libertés individuelles. Loin de s'inscrire dans une perspective civique et d'universalisme pour plus de justice sociale, cette demande s'inscrit plutôt dans l'intolérance et le particularisme, selon Márcia Pereira Leite. En effet, ce discours ne

⁹⁶L'arrastão est une technique de vol collectif en milieu urbain qui apparut dans les années 1980 à Rio de Janeiro, notamment sur la plage de Copacabana.

⁹⁷L'article fait référence à la femme d'Amarildo, favelado disparu et assassiné par la police en juillet 2013, dont nous parlerons plus longuement par la suite.

⁹⁸*Le Monde*, 15 janvier 2014, p. 20 « Veuve Courage ».

⁹⁹LEITE, *Ibid*, p. 78

¹⁰⁰Pesquisa Lei, Justiça e Cidadania, CPDOC-FGV e ISER, 1997, p. 4. Traduction: « *à l'inviolabilité du foyer, au dédommagement des dommages infligés à une personne, à l'honneur et à la propriété, à la liberté de circuler en paix, au droit au traitement respectueux de la part des autorités et des autres citoyens, à l'égalité devant la loi et à une justice rapide et accessible* ».

correspond pas aux thèmes de la solidarité et de la justice sociale qui fondent l'idée de la citoyenneté dans les sociétés modernes. On voit donc bien la différence qui existe entre les textes, notamment la Constitution de 1988, et la pratique. Il y a donc un lien entre la représentation d'une ville en état de guerre et le non-respect des droits civils des favelados. Nous nous plaçons donc dans la perspective de l'état de nature hobbesien, où un « *état de guerre de chacun contre chacun* » régnerait : état de guerre entre les différentes parties de la ville, les favelas et les quartiers riches, et état de guerre entre les narcotrafiquants et la police. En effet, chacun paraît rechercher le meilleur pour lui-même, et use de la violence pour arriver à ses fins. L'insécurité paraît régner dans la ville, est c'est ce que nous allons voir en analysant notre corpus d'articles.

Finalement, chaque fois qu'un événement a lieu dans une favela ou dans la ville de Rio, cela occupe la presse et l'agenda politique. C'est ce que nous allons voir en explicitant d'abord deux événements qui ont eu lieu à Rio de Janeiro en 2009 et 2010, tous les deux liés à la politique de pacification.

Dans la nuit du 16 au 17 octobre 2009, des trafiquants du « Comando Vermelho » installés dans la favela São João, envahissent la favela Morro dos Macacos (« la colline des singes ») où est installé le gang « Amigos dos Amigos », afin d'en prendre le contrôle des points de vente de la drogue. Ces deux favelas se trouvent dans la zone nord de Rio de Janeiro. A partir de là, des échanges de tirs entre les deux factions ont lieu et ce n'est qu'en début de matinée que le BOPE¹⁰¹, le groupe d'intervention d'élite de la Police Militaire de l'État de Rio de Janeiro, intervient. Les combats entre les policiers et les trafiquants sont particulièrement violents et un hélicoptère de la police est atteint. En tout, les combats ont fait douze morts : des habitants de la favela, des policiers et des trafiquants.

La répercussion de ces événements dans les journaux français et brésiliens est très importante. Les journaux développent ces informations à partir de la « métaphore de la guerre ». Jean François Deluchey¹⁰² note qu'il y a une « *militarisation de la sécurité publique* » dans les médias au Brésil, et non pouvons observer cela dans les articles. En effet, les médias privilégient le côté spectaculaire de la violence au côté pédagogique. Selon Carla Baiense Felix, cette militarisation du discours médiatique crée une double association : l'association entre la favela et le risque et l'association entre l'habitant des favelas et le bandit.

¹⁰¹Le BOPE correspond au « Batalhão de Operações Policiais Especiais » ou « Bataillon des opérations spéciales de police », il fait partie de la Police Militaire.

¹⁰²DELUCHEY, *op. cit.*, p. 176

Pour cet évènement, nous avons choisi d'analyser trois éditions françaises : l'édition du Figaro du 19 octobre 2009, l'édition de Libération du 19 octobre 2009 et l'édition du Monde du 20 octobre 2009. Dans les trois journaux nous retrouvons la « métaphore de la guerre », avec un lexique lié à la guerre et au combat. Nous pouvons déjà remarquer cela dans les titres des articles, qui contiennent tous les trois le mot « guerre » : « *Scènes de guérilla urbaine dans les favelas de Rio de Janeiro* »¹⁰³ pour Le Monde, « *Scènes de guerre civile au coeur de Rio de Janeiro* »¹⁰⁴ pour Le Figaro, et « *Rio ne répond plus de la guerre des gangs* »¹⁰⁵ pour Libération, avec, on le notera, un jeu de mot – c'est une tradition du journal Libération – rappelant le nom du film « *Oss 117 : Rio ne répond plus* » de Michel Hazanavicius. Le comique du film contraste avec la situation que l'article expose : ce n'est plus de la « ville merveilleuse » dont on parle mais du Rio de Janeiro de la violence. Ce titre montre aussi l'incapacité des autorités de la ville à maîtriser la situation. Nous pouvons tout de même noter une différence dans ces trois titres. Le Monde parle de « guérilla urbaine », notion qui fait plutôt penser à la révolution et à la lutte des classes. En effet, la théorie de guérilla urbaine est une théorie militaire qui est née en Amérique du Sud, dans les organisations d'extrême gauche. C'est notamment Carlos Marighella, personnalité politique, poète et guerillero brésilien, résistant pendant la dictature militaire et assassiné durant celle-ci, qui théorisa la guérilla urbaine. Même si aujourd'hui, le terme est repris pour parler de situations émeutières, il convient de noter cette référence historique. Le Figaro parle lui de « guerre civile » : le terme utilisé est donc fort par rapport à la situation.

En ce qui concerne le lexique utilisé, la « métaphore de la guerre » revient régulièrement. Par exemple, nous retrouvons dans les trois articles des mots comme : « guerre », « bataille », « morts », « affrontement territorial », « invasion », « échanges de tirs », « balles », « violence », « prendre d'assaut », entre autre. Le fait de répéter de nombreuses fois le même lexique, correspond à ce que le linguiste Norman Fairclough appelle l'« overlexicalization », c'est à dire la profusion de synonymes pour désigner quelque chose. Cela participe donc de la représentation des favelas en tant qu'état de nature, où la « guerre de chacun contre chacun » régnerait, selon les mots de Thomas Hobbes.

Les trois articles ont la même manière de rentrer dans le sujet. En effet, les trois journaux mettent en relation les violences (chute de l'hélicoptère, nombre de morts) avec les

¹⁰³ *Le Monde*, 20 octobre 2009, p.8, « Scènes de guérilla urbaine dans les favelas de Rio de Janeiro »

¹⁰⁴ *Le Figaro*, 19 octobre 2009, p.9 « Scènes de guerre civile au coeur de Rio de Janeiro »

¹⁰⁵ *Libération*, 19 octobre 2009, p.8, « Rio ne répond plus de la guerre des gangs »

mégaévènements sportifs à venir. Ils mettent l'accent sur la désignation de Rio de Janeiro comme ville d'accueil des Jeux Olympiques de 2016 qui a eu lieu deux semaines plus tôt. C'est la première mise en relation des mégaévènements et de la violence que nous pouvons trouver dans la presse française.

Carla Baiense Felix¹⁰⁶ explique que les favelas sont constamment associées au crime dans les médias. Sur les images et les photos qui illustrent les discours médiatiques, c'est surtout la police qui est montrée. C'est en effet le cas des photos utilisées pour illustrer ces articles. Dans Libération, la photo représente des policiers très armés, à l'air sévère, marchant entre des voitures. Dans Le Figaro, la photo représente l'hélicoptère touché au sol, en fumée, avec des policiers autour, avec, en légende « *Un hélicoptère de la police, avec, à son bord, six policiers chargés de localiser des zones de combat entre gangs, s'est écrasé, samedi à Rio, touché par des tirs. Deux policiers sont morts et quatre autres blessés* ». Le Monde, par contre, met en scène la population : sur sa Une, une photo représente des bus et une jeune fille qui regarde l'objectif avec la légende : « *Deux bus mis en feu par les gangs* ». La photo qui accompagne l'article représente elle des policiers, très armés, et un couple et son enfant, l'air apeuré : « *Un couple et son bébé quittent la favela Morro dos Macacos, en proie aux affrontements entre trafiquants de drogue et forces de l'ordre à Rio de Janeiro, samedi* ». La couleur vive de la couverture qui recouvre un hypothétique nouveau-né contraste avec le noir de l'uniforme des policiers. Nous pouvons noter que Le Monde se situe plutôt dans l'émotion par rapport aux autres journaux, le journal donne à voir la détresse humaine, à laquelle le lecteur s'identifie.

De plus, lorsque l'on analyse les discours rapportés, on se rend compte que la population des favelas n'a pas beaucoup la parole, par rapport à la police et à l'État. Le fait que les habitants n'aient pas beaucoup la parole a pour conséquence la dissolution de l'identité de l'habitant de la favela. En effet, nous pouvons observer que les discours rapportés sont surtout les paroles des autorités et de la police. Cette négation du droit à la parole correspond à une violence qui en légitime une autre : celle de l'État contre les favelas. Les personnes qui reviennent le plus souvent sont Sérgio Cabral, gouverneur de l'État de Rio à l'époque, et le ministre de la Justice Tarso Genro, dans les trois journaux. Par exemple, dans Le Figaro, les discours rapportés sont ceux des autorités, du ministre de la Justice, Tarso Genro, et de la presse américaine. Dans Le Monde, les discours rapportés sont aussi ceux du ministre de la Justice, du gouverneur de l'État de Rio, Sérgio Cabral, de la police, mais aussi

¹⁰⁶BAIENSE FELIX, Carla, « Territórios proibidos: mídia e subjetividade na favela da Maré », Universidade Federal do Rio de Janeiro, p.14

des habitants. Nous pouvons noter la différence dans les discours rapportés : quand les hommes politiques sont nommés et identifiés, les favelados sont réunis sous le terme d'« habitants ». Dans Libération, nous retrouvons les discours rapportés de Sérgio Cabral, celui de José Maria Beltrame, secrétaire à la sécurité publique de Rio, de spécialistes et celui d'un « témoin ».

Enfin, nous pouvons également noter que l'on parle peu des habitants des favelas en tant que victimes de violence. Au contraire, l'image du trafiquant est mise en avant. Par exemple, dans Libération et Le Figaro, les victimes présentées sont soit des policiers, soit des trafiquants. Dans Le Figaro, il est écrit que : « *Outre les deux policiers, la bataille a provoqué la mort de dix personnes, présentées par les autorités comme des trafiquants de drogue* ». Dans Libération : « *Bilan officiel du week - end : 14 morts (les deux policiers et douze suspects présumés) ainsi que quatre personnes arrêtées* ». Le Monde note lui que « *Cette bataille a fait douze morts dont deux policiers militaires, tués dans la chute de leur hélicoptère. Trois des victimes seraient de simples résidents, victimes de balles perdues* ». C'est le seul des trois journaux à faire mention de victimes civiles.

La construction de figures est importante dans ces articles: il y a une forte marginalisation du délinquant, désigné comme « narcotrafiquant », « bandit » ou encore « caïd », notamment dans Libération. Au contraire, la police est montrée d'une façon héroïque, notamment dans Le Monde, qui décrit un policier en ces termes : « *L'un des survivants, un commandant, tireur d'élite, a connu, il y a un mois, son heure de gloire en abattant d'une balle un malfaiteur qui détenait sur un trottoir de Vila Isabel une femme en otage et menaçait, une grenade à la main, de se faire sauter avec elle* ».

En 2010, de nouveaux événements violents vont donner lieu à une grande médiatisation au Brésil et en France, plus importante encore. Cette fois-ci, ce sont les incendies de nombreux véhicules et différents arrastões dans plusieurs parties de la ville qui amènent la police et l'armée à intervenir dans la favela Vila Cruzeiro, située au nord de la ville dans le quartier de Penha, et dans le Complexo do Alemão. Celui-ci est un ensemble de treize favelas situées dans la zone nord de Rio de Janeiro, son noyau étant le Morro do Alemão. Avec le processus d'industrialisation de la région et la construction de l'Avenida

Brasil¹⁰⁷ en 1946, Leonard Kaczmarkiewicz, propriétaire de plusieurs terrains dans la région, a divisé le terrain en 1951 en petites portions qu'il a vendu. À partir du 20 novembre et pendant plusieurs jours vont alors s'affronter violemment policiers et armée, appuyés par diverses armes (blindés de la marine entre autres) à des narcotrafiquants du « Comando Vermelho ». Comme le note Hervé Théry dans le texte *Scènes de guerre dans les favelas de Rio de Janeiro*¹⁰⁸, ces événements de novembre 2010 ont été retransmis sous forme d'images spectaculaires dans les médias brésiliens, et du monde.

Les articles brésiliens sont intéressants à analyser à travers les photos utilisées et par la construction des figures. En effet, plus encore que dans la presse française, les figures du narcotrafiquant et du policier sont mises en valeur. Silvia Ramos et Anabela Paiva note que les journalistes brésiliens ne donnent pas la parole aux trafiquants : “*Não vamos dar voz ao bandido*” (« Nous ne donnerons pas la parole au bandit ») est une phrase qui revient assez souvent dans les discours des journalistes. Représenter le conflit social comme une guerre amène à utiliser un répertoire symbolique où les groupes en confrontation sont ennemis et l'extermination est l'une des stratégies de la victoire. Les éditions que nous étudierons sont celles du 26 novembre pour le journal O Globo, et celles du 27 novembre pour O Dia et Folha de São Paulo.

Dans la presse brésilienne, les narcotrafiquants sont assimilés à des terroristes. Nous remarquons que les personnes qui sont invitées à parler dans la presse brésilienne ne sont plus tellement les sociologues, mais plutôt les criminologues et autres spécialistes des opérations militaires et bien évidemment les acteurs politiques. La stratégie des médias a été de donner un aspect positif au conflit, avec un langage emprunté au cinéma et aux jeux vidéos, et un certain patriotisme. Au-delà de la description des opérations des forces de sécurité, les articles ont essayé de créer un consensus autour de celles-ci, en suivant le discours des autorités. Nous observons en effet que dans le discours des autorités et dans les discours médiatiques sur la « politique de pacification », « *Guerre est alors employé dans le sens de paix et pacification dans le sens de guerre* »¹⁰⁹. La « métaphore de la guerre » est utilisée par les pouvoirs publics et les médias pour justifier la pacification des favelas. En effet, les autorités de Rio de Janeiro « donnent le sens de son propre contraire » au terme de « guerre ». C'est l'idée qu'à travers la

¹⁰⁷L'Avenida Brasil est l'une des plus grandes avenues brésiliennes reliant différentes parties de Rio de Janeiro. Beaucoup de favelas la bordent.

¹⁰⁸Théry, Hervé, « Scènes de guerre dans les favelas de Rio de Janeiro », *Les conflits dans le Monde, approche géopolitique*, Béatrice Giblin (Ed.), 2011, 47-57

¹⁰⁹BARTHES, Roland, *Mythologies*, Paris, Éd du Seuil, coll. Points, 1970, p.139

guerre contre le trafic de drogue, et grâce à celle-ci, les favelas pourront enfin arriver à la paix. Voyons comment cela s'articule dans notre corpus d'articles.

Ces évènements eurent un espace privilégié dans la couverture du journal O Globo : quasiment toutes les Unes du journal dans la période étaient consacrées à cela et il y a eu beaucoup de photos et de graphiques qui illustraient les articles. Le 26 novembre, O Globo titrait en Une « *O Dia D da guerra ao tráfico* », c'est à dire « *Le Jour-J de la guerre contre le trafic* ». Trois sous-titres accompagnaient le titre principal : « *Com inédito apoio da Marinha, tropas do BOPE desembarcam na Penha e ocupam bunker do tráfico* » (« Avec l'appui inédit de la marine, les troupes du BOPE investissent Penha et occupent le bunker du trafic »), « *Traficantes fogem em massa para o Alemão, mas mantêm ataques incendiários a cidade* » (« Les trafiquants fuient en masse pour le Complexo do Alemão, mais maintiennent des attaques incendiaires dans la ville »), et enfin « *População aplaude polícia e acompanha operação pela TV em clima de "Tropa de Elite 3"* » (« La population applaudit la police et suit l'opération à la télévision dans un climat de « Troupe d'Élite 3 »). Nous pouvons souligner la « métaphore de la guerre » que constitue cette Une en soi. Le titre en lui-même est très explicite : en comparant l'opération des policiers brésiliens dans les favelas au jour du débarquement allié en Normandie, le journal se place dans un discours idéologique fort. Le texte sous la photo continue dans le même sens : « [...] *Numa semelhança simbólica com o desembarque das tropas aliadas na Normandia – que abriu as portas para a derrota da Alemanha nazista – a ação na cidade foi o Dia D do combate ao tráfico que, desde domingo, realiza ataques em vários locais* ». (« Dans une ressemblance symbolique avec le débarquement des troupes alliées en Normandie – qui a ouvert la voie à la défaite de l'Allemagne nazie – l'opération fût le Jour-J du combat contre le trafic qui, depuis dimanche, réalise des attaques à plusieurs endroits »). Les trafiquants sont ici comparés aux nazis. Les sous-titres sont également significatifs. En comparant la favela à un « bunker du trafic », le journal fait encore un parallèle entre les trafiquants et les nazis, car les bunkers désignaient les fortifications utilisées pour se protéger des attaques pendant la Seconde Guerre Mondiale. Enfin, le dernier sous-titre fait référence aux films Troupe d'Élite, films d'action brésiliens très populaires au Brésil narrant l'action de la police dans les favelas. De plus, trois photos constituent la Une : la photo principale, où l'on voit des tanks, qui sont des tanks américains M-113, utilisés par la marine. Les deux autres photos montrent les narcotrafiquants fuir de la favela en direction du Complexo do Alemão. Cette édition du journal est consacrée à l'évènement : 16 pages lui sont consacrées, dans un supplément spécial dénommé « A guerra

do Rio ». En fait, il n'y a pas eu de confrontation entre les trafiquants et la police, contrairement aux événements de 2009, donc ce qui est montré sur les photos sont les bus incendiés par les narcotrafiquants et les soldats armés. Dans O Globo, on retrouve cette idée de la ville entière qui est prise d'assaut. Cela se repère notamment sur la photo du bus en feu : si l'on connaît Rio de Janeiro, on reconnaît l'avenue Président Vargas et au fond l'église Candelária, et donc le centre-ville. Comme nous l'avons vu un peu plus tôt, un lien net est fait entre les favelas et la sécurité de l' « asfalto ». Nous avons donc d'un côté une police héroïque et de l'autre les narcotrafiquants. La population, elle, est à peine citée. Silvia Ramos et Anabela Paiva¹¹⁰ soulignent que les journalistes éprouvent des difficultés à interroger les favelados, qui se montrent parfois hostiles. Cela peut être l'une des raisons à l'absence de prise de parole des favelados dans les articles, mais ne représente en aucun cas son explication principale. Dans l'article « *A fortaleza era de papel* » (« La forteresse était en papier »), l'accent est mis sur la faiblesses des narcotrafiquants. Autre singularité : l'article ne nomme pas les factions de narcotrafic. En effet, depuis 2005, le journal ne nomme plus les factions, pour éviter les erreurs. Et Luiz Antônio Novaes, éditeur exécutif du journal, d'ajouter: « *Se esses bandidos forem reconhecidos pelos órgãos de imprensa como entidades capazes de dialogar com a sociedade – pois é este o papel do jornalismo – estaremos jogando contra. Eles não podem ser considerados interlocutores válidos no debate brasileiro*¹¹¹ » Nous notons que le journal donne la parole au sous-chef opérationnel de la Police Civile, Rodrigo Oliveira : « *A comunidade hoje pertence ao Estado* » (« Aujourd'hui, la communauté¹¹² appartient à l'État »). Le journal O Globo appuie donc largement l'État et son action, et constitue en cela le porte-voix du gouvernement.

Le journal O Dia va également dans ce sens. Le journal appuie notamment sur l'opposition entre les forces de sécurité et les narcotrafiquants. C'est ce que nous pouvons observer sur la photo utilisée le 27 novembre 2010 pour la Une du journal. On y voit à gauche la population applaudir les militaires et à droite les narcotrafiquants pointer leurs armes dans notre direction, soit la direction du lecteur. Le titre : « *Povo aplaude paz, mas bando só quer guerra* » (« Le peuple applaudit la paix, mais les bandits ne veulent que la guerre »), montre bien cette opposition entre les forces de sécurité représentant la paix et les trafiquants représentant la guerre.

¹¹⁰PAIVA, RAMOS, *op. cit.*, p. 6

¹¹¹« Si ces bandits étaient reconnus par les organes de presse comme des entités capables de dialoguer avec la société – c'est là le rôle du journalisme – nous serions critiqués. Ils ne peuvent pas être considérés comme des interlocuteurs valides dans le débat brésilien »

¹¹²Communauté est l'autre substantif servant à désigner les favelas.

Quant à Folha de São Paulo, le journal se base sur l'effet émotionnel que peuvent provoquer les informations divulguées. Le journal se place du point de vue de l'État et légitime son action. Le 27 novembre 2010, le journal utilise deux photos significatives en Une. La première représente deux civils à terre, avec la légende suivante : « *Rogério Cavalcante (de branco), 34, ferido na barriga em tiroteio no morro do Alemão* » (« Rogério Cavalcante (en blanc), 34 ans, blessé au ventre dans une fusillade au morro do Alemão ») et l'autre où l'on voit un militaire blessé se faire aider par un policier. Derrière ces images, c'est l'idée que non seulement les narcotrafiquants attaquent les forces de sécurité, mais que la population est également victime. Par ces images choquantes, le journal cherche à avoir l'adhésion du lecteur et à légitimer l'action étatique. Le fait que les photos aient été prises en pleine action renforce l'idée selon laquelle cela a bien eu lieu, c'est l'idée de l'« instant décisif » développée par Henri Cartier-Bresson.

Pour les articles français, nous étudierons l'édition du 26 novembre de Libération¹¹³, celle du 27 novembre 2010 du Monde¹¹⁴, et celle du 28 novembre 2010 du Figaro¹¹⁵. Nous pouvons noter que tous ces articles retranscrivent les discours de la presse brésilienne, et divulguent donc des informations similaires à celle-ci. Pour preuve : Le Monde cite la chaîne de télévision Globo et l'un des sous-titres de l'article « Un bunker du trafic » est une expression reprise des médias brésiliens.

La première marque de cette « guerre », comme pour les événements de 2009, et comme pour les articles brésiliens, est le lexique utilisé dans les articles. En effet, dans les trois journaux, le lexique de la guerre revient. Que ce soit concernant les armes et les hommes : « blindés », « mitrailleuses de calibre 50 », « armes et munitions », « deux cents policiers d'élite et fusiliers marins », « parachutistes, fusiliers marins et membres des forces d'élite de la police », « troupe ». Ou concernant les tactiques : « trêve », « attaques », « affrontements », « assaut », « offensive », « retranchés », « ultimatum », « offensive éclair », ou encore « reconquête ». Ce vocabulaire, appartenant au champ sémantique de la violence, participe de cette « métaphore de la guerre ». Comme le note Barthes à propos de la grammaire africaine, une certaine importance est donnée aux substantifs : « *La codification*

¹¹³ Libération, 26 novembre 2010, p.8 « Les narcos sèment le chaos à Rio de Janeiro »

¹¹⁴ Le Monde, 27 novembre 2010, p.7 « A Rio de Janeiro, les militaires à la rescousse pour déloger les trafiquants d'une favela »

¹¹⁵ Le Figaro, 28 novembre 2010, « Le Brésil fait la guerre aux trafiquants de drogues »

du langage officiel et sa substantivation vont ainsi de pair, car le mythe est fondamentalement nominal, dans la mesure même où la nomination est le premier procédé du détournement ¹¹⁶».

Nous pouvons également remarquer la présence d'une profusion de chiffres dans les trois articles. Par exemple, dans *Le Monde* : « plusieurs centaines de policiers militaires », « trente morts », « cent quatre-vingt personnes », « 72 véhicules », « six blindés », « 120000 personnes », « 200 bandits », « deux cents policiers d'élite », « 17 500 policiers », « 800 soldats », « dix caïds de la drogue ». De plus, les articles contiennent de très nombreux superlatifs, notamment dans *Le Figaro* : « l'un des principaux bastions des gangs armés », « Le Complexo dio Alemão était le bastion de l'un des trois plus puissants gangs criminels de la ville », « vague de violence sans précédent », « qui a fait de Rio l'une des villes les plus dangereuses du monde », « plus de mille favelas ». La présence de nombreux chiffres et de nombreux superlatifs contribuent également à la métaphore de la guerre.

Dans les trois journaux, les discours cités se résument aux autorités, au gouverneur de l'État de Rio, aux analystes pour *Libération*, à José Mariano Beltrame, secrétaire à la sécurité de l'État de Rio de Janeiro et aux services de renseignement pour *Le Monde* et aux autorités et forces de l'ordre dans *Le Figaro*. Tout comme dans la presse brésilienne, la parole n'est pas donnée aux habitants dans les articles français. Ceux-ci parlent seulement d'une « *fillette tuée d'une balle perdue* » ¹¹⁷. À partir de cela, nous percevons que les premières années de gouvernement de Sérgio Cabral ont donc été marquées par une guerre déclarée aux factions criminelles. Le discours de celui-ci montre le positionnement de l'État quant à la violence, qui est le combat contre le crime, transformant la « métaphore de la guerre » contre le crime en politique publique : le recours à la force devient légitime.

Une fois de plus, les articles mettent largement en relation des événements de violence et les mégaévénements: « *Depuis dimanche, la ville, qui accueillera la prochaine Coupe du monde de football en 2014 puis les Jeux Olympiques deux ans plus tard, est en proie à des violences perpétrées par les gangs de narcotrafiquants contrôlant une partie des favela (bidonvilles).* » ¹¹⁸ ou encore « *Chaque nouvel épisode de violence à Rio sème le doute sur la*

¹¹⁶BARTHES, Roland, *Mythologies*, Paris, Éd du Seuil, coll. Points, 1970, p.137

¹¹⁷*Le Monde*, 27 novembre 2010, p.7 « A Rio de Janeiro, les militaires à la rescousse pour déloger les trafiquants d'une favela »

¹¹⁸*Libération*, *loc. cit.*

capacité du Brésil à accueillir en toute tranquillité les deux principaux événements sportifs de la planète, le Mondial de football en 2014 et les Jeux Olympiques de 2016 ¹¹⁹».

Nous observons donc que les articles, que ce soit au Brésil ou en France, nous présentent les favelas à partir de la « métaphore de la guerre », et sont donc représentées comme des états de nature hobbesien. Nous allons à présent nous intéresser aux représentations des favelas en tant que lieux pauvres et dénués de services publics, représentations qui se rapprochent davantage de l'état de nature spinozien.

C – De l'abandon de l'État à l'existence d'une communauté de personnes: les favelas comme des états de nature spinoziens

En parallèle de cette image des favelas comme des lieux violents, il existe aussi l'image des favelas comme manquant de services publics et où les habitants s'organisent à leur manière. Les favelas sont en effet représentées comme des lieux où l'État n'existe pas, et cela favorise l'image des favelas comme des états de nature. Mais des états de nature où les individus ne sont pas en état de guerre permanente et où l'on décèle une certaine organisation sociale, et donc plutôt des états de nature spinoziens. Nous étudierons plutôt les articles français dans cette partie, car ceux-ci soulignent davantage ces questions. Cette représentation des favelas comme des lieux de pauvreté correspond à certaines des spécificités de Canudos décrites par Euclides da Cunha, comme nous l'avons souligné en introduction, nous le rappellerons.

¹¹⁹ *Le Monde*, 27 novembre 2010, p.7 « A Rio de Janeiro, les militaires à la rescousse pour déloger les trafiquants d'une favela »

C-1 Les favelas comme lieux de dénuement

Comme le notent Paulo Vaz et Carla Baiense¹²⁰, les discours médiatiques sur les favelas ont beaucoup évolué entre les années 1980 et aujourd'hui. Dans les années 1980, les favelas étaient davantage perçues à travers le prisme de la pauvreté et du manque qu'à travers celui de la violence. À cette époque, l'habitant de la favela était vu comme une personne qui manquait de moyens pour vivre. Les journaux mettaient en effet l'accent sur l'absence de services publics et les divers problèmes sociaux : système de santé précaire, écoles publiques défavorisées, et chômage entre autre. Plus que la violence, ce qui caractérisait les favelas dans les médias à cette époque était la précarité du système de santé et les grèves, et donc plutôt des thèmes sociaux. Les années 1980, c'est l'époque de la fin de la dictature et la volonté exprimée par la population d'une société plus juste. Et donc cet esprit se reflète dans les médias, qui présentaient les favelas comme l'un des visages d'une société injuste. Avec l'arrivée du Parti des Travailleurs¹²¹ au pouvoir, cette représentation des favelas comme lieux de dénuement a ressurgi. Cette représentation des favelas comme lieux de pauvreté et d'absence de services publics est toujours d'actualité, malgré sa moindre importance par rapport aux années 1980 : c'est ce que nous allons étudier à présent.

Les favelas étant représentées en opposition aux quartiers riches, elles sont donc considérées comme des « poches de pauvreté ». Isabelle Garcin-Marrou note dans son ouvrage *Des violences et des médias* : « La pauvreté constitue une violence en ce qu'elle est une atteinte faite à l'individu. Celui qui subit la pauvreté est en effet fondamentalement démuné de cette sécurité minimale qu'apporte la vie en société ».¹²² La pauvreté représente donc un obstacle à une vie sûre et renvoie à l'idée d'état de nature. On retrouve régulièrement des expressions telles que « poches de misère » pour qualifier les favelas. Par exemple, dans l'article du journal Libération « Rio ne répond plus de la guerre des gangs » du 19 octobre 2009.

Lorsque l'on observe les adjectifs qui sont associés aux favelas dans les journaux français, ce sont souvent des adjectifs négatifs, liés aux mauvaises conditions de vie. Par

¹²⁰BAIENSE, Carla, VAZ, Paulo, « Mídia e enquadramento: as representações da favela na virada do século XXI », travail présenté à la Rencontre Nationale de l'Histoire des Médias, 2011, p.15

¹²¹Les habitants des favelas ont voté en majorité pour le Parti des Travailleurs.

¹²²GARCIN-MARROU, *op. cit.*, p.175

exemple, *Le Monde*¹²³ qualifie le Complexo do Alemão d'« *un ensemble ininterrompu et inextricable d'une douzaine de favelas où s'entassent 120 000 personnes* ». Notons ici le rapprochement à l'une des caractéristiques de Canudos définies par Euclides da Cunha : « la spécificité d'un processus de croissance urbaine rapide, désordonnée et précaire¹²⁴»

La pauvreté est présentée comme fatale, comme dans l'article de *Libération* du janvier 2011 « Santa Marta, favela désarmée »¹²⁵: « *Quelque 10 000 habitants s'y entassent dans des baraques de briques, de tôles ou de planches. La règle qui prévaut dans l'édification des favelas où personne ne détient de titre de propriété est respectée : plus on monte, plus la pauvreté est criante* ». Nous pouvons également rapprocher cette description à l'une des caractéristiques de Canudos définies par Euclides da Cunha : « l'absence de propriété privée du sol, avec l'établissement d'une forme de propriété communautaire de l'espace du village¹²⁶».

Dans les descriptions des favelas, celles-ci sont souvent représentées comme des lieux à moitié construits, sortis d'un autre temps. Par exemple dans l'article de *Libération* du 1^{er} juin 2014 « Autodromo, cerné par la modernité » : « *Cette favela, installée au début des années 1980, est formée d'allées en terre, boueuses en ce lendemain de pluie, de maisonnettes en briques jamais finies ou déjà détruites, et de carcasses de voitures, dont des Coccinelles d'époque. On y trouve aussi une chapelle, des temples, des cafés et le centre de l'association des résidents. On est loin d'un bidonville à feu et à sang, les habitants préfèrent parler de communauté.* »¹²⁷

Nous pouvons noter que ces descriptions des favelas en terme de lieux pauvres s'éloignent des discours que nous avons pu voir jusqu'à maintenant : en effet, l'idée d'invidus dotés d'un penchant social ressort beaucoup plus dans ces articles. Nous nous situons donc plutôt du côté de l'état de nature spinozien. Concentrons-nous à présent sur les représentations des favelas en terme de zones de non-droit, qui marquent la particularité des états de nature que constituent les favelas.

¹²³*Le Monde*, 27 novembre 2010, p.7 « A Rio de Janeiro, les militaires à la rescousse pour déloger les trafiquants d'une favela »

¹²⁴VALLADARES, op. cit., p.24

¹²⁵*Libération*, 11 janvier 2011, p.28, « Santa Marta, favela désarmée »

¹²⁶VALLADARES, op. cit., p.25

¹²⁷*Libération*, 31 mai et 1^{er} juin 2014, p.6, « Autodromo, cerné par la modernité »

C-2 Les favelas : zones de non-droit et existence d'un État parallèle

Dans les articles ayant comme sujet les favelas, nous retrouvons aussi fréquemment l'idée des favelas comme des zones de non-droit¹²⁸. Nous l'avons dit, jusqu'à une période récente, l'État n'était pas présent dans les favelas, et le narcotrafic constituait en quelque sorte un « État parallèle ». Cela est relaté dans les discours journalistiques français et brésiliens et marque encore une fois la représentation des favelas comme des états de nature. Mais elles représentent des états de nature particuliers, puisqu'elles contiennent un État parallèle, représenté par le narcotrafic, qui détient une organisation spécifique. Bien qu'accepté par les habitants, ce pouvoir n'est pas légitime puisqu'il est contraignant et ne permet pas aux citoyens d'user de toute leur liberté : « *Ce sont en outre ces groupes armés qui décident des horaires de circulation, des couleurs de vêtements – certaines sont interdites, faisant référence à des gangs ennemis – et des autorisations de fêtes. Ceux qui ne se plient pas aux règles encourent une peine du « tribunal du trafic », qui va de l'expulsion de la communauté à la condamnation à mort par « micro-ondes », c'est à dire brûlé vif, prisonnier de plusieurs pneus...* » souligne Le Figaro¹²⁹. Ces lois dictées par les trafiquants rejoignent la caractéristique de Canudos définie par Euclides da Cunha selon laquelle il y existerait un « ordre politique spécifique marqué par l'emprise d'un chef ». Les chefs seraient donc les favelas les factions de narcotrafiquants.

Dans l'article du Figaro « *La police brésilienne reprend pied dans les favelas* », on trouve une description de l'organisation du narcotrafic dans la favela Santa Marta: « *Plantée au coeur d'un quartier résidentiel, la favela était tenue par le Comando Vermelho, une des trois principales factions du narcotrafic de la grande cité brésilienne. On y croisait d'abord des préadolescents au regard dur, scotchés sur un banc toute la journée, chargés de surveiller l'entrée de la police ou d'un groupe rival. Un peu plus haut, leurs aînés montaient la garde autour de la boca de fumo, le point de vente de la drogue. [...] Le sommet de la colline était*

¹²⁸Louis-Philippe Carrier définit les zones de non-droit comme des « espaces qui se caractériseraient par une absence relative d'autorité formelle, rendant impossible tout système de sanction cohérent donc susceptible d'enrayer la spirale de la violence. », CARRIER Louis-Philippe, « Zone de non-droit, zone de conflit ? Réflexions sur les finalités et les outils de la démarche juridique », Jurisdoctoria n° 2, 2009, p.1

¹²⁹Le Figaro, 4 octobre 2010, « De nouvelles unités de police réussissent à « pacifier » des favelas de Rio de Janeiro

*réserve aux caïds du trafic qui y conservaient leur arsenal de guerre : fusils AK – 47, revolvers de tous calibres, grenades et mitraillettes. Échanges de tirs et règlements de compte étaient monnaie courante dans un quartier livré à la peur »*¹³⁰ Nous pouvons voir qu'en même temps d'un sentiment d'anarchie, ces articles présentent une organisation stricte des narcotrafiquants.

Cependant, cette présence n'est pas celle de l'État, dont l'absence est clairement notée dans Le Figaro: « *Cinq favelas qui étaient dominées par des narcotrafiquants ont certes été reprises par la police. Mais Rio de Janeiro en compte environ 800 et bon nombre d'entre elles sont encore sous l'emprise des caïds qui profitent du vide laissé par l'Etat dans ces poches de misère pour y faire la loi* »¹³¹. L'article souligne en effet l'absence d'État qui a amené les narcotrafiquants à instaurer leur pouvoir dans les favelas. Lorsque les habitants parlent des actions des policiers, et donc de l'État dans le passé, ils soulignent que « *Cela ne servait à rien, les policiers entraient, partaient au bout de quelques jours, et les trafiquants revenaient. Nous étions de nouveau abandonnés par l'État* »¹³² Cette « absence d'emprise d'État et des institutions publiques » est l'une des caractéristiques de Canudos définies par Euclides da Cunha.

Certains habitants atténuent cependant la portée de l'emprise des trafiquants sur les favelas : « Pour moi, ça n'a rien changé, ils ne m'ont jamais fait de mal »¹³³ souligne Ana Cristina Marques, infirmière dans la favela Santa Marta.

Nous nous sommes attachés à montrer en quoi les presses française et brésilienne représentaient les favelas comme des états de nature, dans un contexte de « politique de pacification ». Nous l'avons vu, selon les thèmes abordés, les favelas sont représentées comme des états de nature plutôt hobbesien (lorsque les articles abordent la question des événements violents se passant dans les favelas) ou plutôt spinozien (plutôt lorsqu'il est question des favelas comme lieux de dénuement).

Que ce soit les quotidiens brésiliens ou français, nous retrouvons ces représentations dans les deux cas. Il existe cependant des différences dans le traitement journalistiques des favelas dans les deux pays. Au Brésil, les trois journaux étudiés semblent relayer les discours des

¹³⁰ *Le Figaro*, 22 mars 2010, « La police brésilienne reprend pied dans les favelas »

¹³¹ *Libération*, 19 octobre 2009, p.8, « Rio ne répond plus de la guerre des gangs »

¹³² *Le Figaro*, 4 octobre 2010, « De nouvelles unités de police réussissent à « pacifier » des favelas de Rio de Janeiro »

¹³³ *Le Figaro*, 22 mars 2010, « La police brésilienne reprend pied dans les favelas ».

acteurs politiques et appuyer la « politique de pacification ». Comme nous l'avons vu, avec l'utilisation de la « métaphore de la guerre », les quotidiens légitiment la violence utilisée par l'État à travers la police et l'armée : c'est l'idée qu'à travers la guerre contre le trafic de drogue, et grâce à celle-ci, les favelas pourront enfin arriver à la paix. En France, les représentations des favelas à travers le prisme de la violence sont plutôt focalisées sur la relation aux mégavénements : comment Rio de Janeiro compte résorber les violences qui la touchent pour organiser au mieux des événements sportifs d'ampleur mondiale pendant lesquels viendront des milliers de touristes ?

C'est là que l'autre face des représentations de la « politique de pacification » rentre en jeu. Nous allons à présent nous intéresser aux représentations des favelas comme des lieux pacifiés, et donc comme des États de droit. Dans la même démarche, nous montrerons en quoi les favelas sont représentées soit en terme d'État de droit hobbesien, ou spinozien. Nous analyserons donc le changement dans les représentations des favelas dans les discours journalistiques à partir de la « politique de pacification ».

3 – Les représentations de l'intégration des favelas carioca à l'État de droit brésilien

Comme nous l'avons noté précédemment, les presses brésilienne et française oscillent entre une représentation des favelas comme lieux de violence, et de carence soit des états de nature, et comme lieux pacifiés, soit comme intégrées à l'État de droit brésilien. Nous avons vu en quoi les médias représentaient les favelas comme des états de nature, nous allons à présent voir en quoi ils les représentent comme parties intégrantes des États de droit. Cette représentation est liée à l'arrivée des mégaévénements : la Coupe du monde de football de 2014 et les Jeux Olympiques de 2016. Selon Bruno Gawryszewski¹³⁴, suite au choix de la ville de Rio de Janeiro pour l'accueil des méga-événements que représentent la Coupe du monde de football de 2014 et les Jeux Olympiques de 2016, les autorités ont dû décider d'un plan pour produire une nouvelle image de la ville de Rio. Il fallait montrer que Rio de Janeiro était prête à recevoir de tels événements : c'est à partir de là que la politique de pacification a été décidée. Le changement de discours est décelable à plusieurs niveaux : tout d'abord, les journaux notent le retour effectif de l'État et de la paix dans les favelas, ce que nous étudierons en premier lieu. De plus, les presses brésiennes et françaises parlent plus de la population et donnent davantage la parole aux habitants des favelas, alors qu'auparavant les autorités et la police étaient les principaux personnages dont les journaux parlaient et également leurs principales sources. Les favelas sont donc devenues les sujets d'articles qui abordent d'autres sujets que la violence, nous l'étudierons en deuxième lieu. Une autre violence est venue remplacer la violence liée au trafic de drogue dans la presse : la violence policière à l'encontre des habitants des favelas. Cela est également un changement notable, et nous traiterons cette question en troisième lieu.

¹³⁴GAWRYSZEWSKI Bruno, « O esporte nas favelas ocupadas pela policia e a produção discursiva da imprensa », *Motrivivência* Ano XXV, N° 40, P. 106-120 Jun./2013

A – La politique de pacification : la présence nouvelle de l'État dans les favelas et la « métaphore de la paix »

Comme le note Pablo de Moura Nunes de Oliveira¹³⁵, les UPPs représentent une nouvelle forme d'insertion de l'État dans les favelas, et cela se répercute dans les discours médiatiques. Nous verrons donc en quoi la politique de pacification, liée à l'arrivée des mégaévénements à Rio de Janeiro, a initié un nouveau discours médiatique. En effet, en parallèle de la « métaphore de la guerre » et de la « culture de la peur », une certaine « métaphore de la paix » s'est développé dans les articles sur les favelas. Puis nous verrons comment les presses brésiliennes et françaises soulignent le retour (ou l'arrivée?) de l'État dans les favelas.

A-1 Rapide retour sur la politique de pacification, quel État de droit ?

Nous l'avons vu, différentes théories de l'état de nature existent. Ces différences se répercutent également dans les théories de l'État de droit chez ces auteurs.

Chez Hobbes, l'État de droit a pour objectif le maintien absolu de la sécurité. Les rôles de chaque individu et du Souverain sont définis et n'évoluent pas. Hobbes considère que les transgressions majeures sont celles qui visent la République. Les crimes les plus graves sont ceux qui touchent les sujets. L'opinion, elle, est juge de la gravité des crimes : « *Les crimes qui choquent l'opinion remettent en cause cette satisfaction sécuritaire. Le souverain doit donc les considérer comme des atteintes graves faites à l'État, car ces atteintes nuisent à son autorité*¹³⁶ » Nous pouvons prendre l'exemple des atteintes faites aux policiers, qui remettent en cause l'autorité de l'État. Dans l'État de droit hobbesien, l'État détient donc le monopole

¹³⁵OLIVEIRA, P. M. N., « Entre a “Guerra” e a “Paz”: os modelos de policiamento e o discurso midiático sobre segurança pública no Rio de Janeiro », *Cadernos Gestão Pública e Cidadania*, v. 17, n. 61, 2012, p.2

¹³⁶GARCIN-MARROU, *op. cit.*, p.37

de la violence légitime, mais aussi le monopole de la justice et celui de la communication. La seule personnes apte à parler est le souverain.

Pour Spinoza, la situation de l'État de droit est différente : le droit a un caractère collectif et chaque citoyen participe à sa construction et à son bon fonctionnement. En fait, dans l'État de droit de Spinoza, la justice doit permettre la possibilité d'une existence meilleure pour le citoyen. L'obéissance absolue que le sujet accorde à l'État est l'une des conditions de la survie de ce dernier. La participation à la Société, à l'État, fait exister l'individu en tant que sujet. Il n'y a pas de contradiction entre obéissance et liberté. Au contraire de Hobbes, pour qui l'individu et le Souverain ont une place définie, chez Spinoza, ceux-ci doivent progresser ensemble vers une plus grande rationalité.

Nous pourrions résumer ainsi la différence entre les deux auteurs : « *De ce fait, l'État hobbesien, premier et absolu, a comme mission fondatrice le maintien de la sécurité ; tandis que l'État spinozien, qui coïncide directement avec la société, instaure un ensemble dans lequel sécurité et progrès de la raison sont indissociables*¹³⁷ » Mais dans les deux théories, l'État permet aux individu d'avoir une vie sociale et la société perdure tant que l'État se maintient.

Revenons un instant sur la politique de pacification développée ces dernières années à Rio de Janeiro. Comme le note Rafael Soares Gonçalves, juriste, historien et urbaniste brésilien, « *Le choix des favelas pour l'installation des UPP est ouvertement lié à l'organisation des événements sportifs que la ville accueillera dans les prochaines années*¹³⁸ » Comme nous l'avons vu, la ville de Rio de Janeiro est souvent associée à la violence dans les médias. En vue des méga-événements, les autorités de la ville ont décidé de mettre en place une politique de pacification, basée sur la police communautaire. Mirella Arruda Pessoa et Paulo Rogério Tarsitano¹³⁹ soulignent l'importance qu'a pris l'« événement ». Ils le définissent comme approximatif, car il crée une relation entre les personnes ; dialogique car il donne le sentiment d'appartenir ensemble à quelque chose ; médiatique car il est très médiatisé. En effet, des événements comme la Coupe du monde ou les Jeux Olympiques sont des événements pour lesquels les villes sont en grande compétition. Nous pouvons le voir dans le Figaro du 19 octobre 2010¹⁴⁰ qui évoque la presse américaine : « *La presse*

¹³⁷GARCIN-MARROU, *op. cit.*, p.31

¹³⁸SOARES, Gonçalves Rafael, « Une discipline olympique ? Le retour des politiques d'éradication des favelas à Rio de Janeiro », *Mouvements*, 2013/2 n° 74, p.30

¹³⁹PESSOA, Mirella Arruda; TARSITANO, Paulo Rogério. « Eventos Esportivos: a repercussão midiática dos Jogos Olímpicos de 2016 no Rio de Janeiro » – *Brasil. Revista Hospitalidade*. São Paulo, v. X, n. 2, p. 408 - 421, 2013.

¹⁴⁰*Le Figaro*, 19 octobre 2009, p.9 « Scènes de guerre civile au coeur de Rio de Janeiro »

américaine, qui a mal vécu que Chicago soit écartée au profit de la ville brésilienne, s'est empressée, dès samedi, de souligner que l'hélicoptère a été abbatu à dix kilomètres d'un des lieux destinés à abriter une partie de la compétition ». La sélection d'une ville pour les Jeux Olympiques amène de grandes répercussions dans la ville, autant au niveau géographique que social. En effet, il faut rendre la ville la plus agréable possible, et cela doit être répercuté dans les médias. Par exemple, lorsque l'on recherche des articles sur les Jeux Olympiques sur le site du journal O Globo, on tombe sur des articles qui parlent des changements urbanistiques dans la ville. Selon Bruno Gawryszewski¹⁴¹, plusieurs publics sont à convaincre quant au sujet de la pacification. La première cible sont les habitants des favelas : il faut obtenir leur adhésion en leur montrant qu'une vie sans violence est possible. Viennent ensuite les habitants de l'« asfalto », et les petits commerçants, à qui il faut apporter satisfaction et qui doivent être rassurés. La troisième cible est le capital : il faut montrer que les favelas sont des lieux où l'on peut investir. Enfin, les dernières cibles sont la FIFA et le COI, à qui il faut montrer que les conditions sont réunies pour la réalisation des mégaévénements.

Les UPPs (Unidades de Polícia Pacificadora) font partie de la Police Militaire. Elles travaillent dans des endroits bien spécifiques déterminés par la loi et chaque Unité à son propre siège qui peut avoir plusieurs bases. Pour coordonner les actions des différentes UPPs, il existe la Coordenadoria de Polícia Pacificadora (CPP). Sur le site des UPPs, il est écrit que celles-ci travaillent avec les principes de la police de proximité, qui va plus loin que la police communautaire. L'objectif de la police de proximité est de travailler en commun avec la population, en dialoguant et en respectant les cultures et caractéristiques des communautés. C'est donc Sérgio Cabral Filho, gouverneur de l'État de Rio du 1^{er} janvier 2007 au 3 avril 2014, qui a lancé la politique de pacification contre les factions criminelles dans les favelas de Rio de Janeiro. Plusieurs étapes constituent la politique de pacification : c'est d'abord la reprise par le BOPE des territoires occupés par le narcotrafic, comme nous l'avons vu en seconde partie, vient ensuite la stabilisation du lieu et l'arrivée des UPP pour administrer la sécurité, puis l'occupation définitive et enfin l'après-occupation. La première UPP est installée le 19 décembre 2008 au Morro Santa Marta, dans le quartier Botafogo, dans la zone sud de Rio de Janeiro. Depuis, trente huit UPPs ont été installées dans d'autres quartiers de la ville. À première vue, l'État de droit installé dans les favelas correspondrait donc plutôt à un État de droit spinozien. En effet, au vu de la définition des UPPs par les autorités de Rio de Janeiro, la police et les citoyens sont dans une relation interactive et interagissent les uns sur les autres. Comme nous l'avons vu, l'État de droit de Spinoza repose sur l'idée que le droit a

¹⁴¹GAWRYSZEWSKI Bruno, *op. cit.*, p.114

un caractère collectif et que tout citoyen participe à sa construction. Les propositions de pacification de Rio se combinent avec les valeurs liées à la notion de citoyenneté.

Comme le note Carla Baiense Felix dans sa thèse, il ne faut pas voir la politique de pacification seulement comme une initiative du gouvernement, mais comme le catalyseur d'un processus de changement d'image et de géographie de la ville, géographie pas seulement physique, mais surtout géographie sociale.¹⁴²

Nous verrons en quoi les représentations journalistiques des favelas, dans un contexte de politique de pacification, « *se jouent dans cette dialectique, toujours vérifiable, qui s'établit entre la perspective progressiste d'une visée libérale de l'État, impliquant une circulation des idées et des opinions, et une perspective conservatrice, sécuritaire qui induit, même en démocratie, un exercice prépondérant de la violence étatique* »¹⁴³.

A-2 La « métaphore de la paix »

Un nouveau discours est en effet apparu dans les presses brésiliennes et françaises, avec l'installation de la politique de pacification et l'arrivée des mégaévènements. La « métaphore de la paix » côtoie désormais la « métaphore de la guerre ». En effet, avec l'implantation des UPPs dans les favelas, nous pouvons observer qu'un tournant a lieu dans les politiques publiques de sécurité. Face à l'héritage de la dictature et aux pratiques violentes de la police au Brésil, les UPPs marquent un renouveau de la police brésilienne.

Selon Jerome H. Skolnick et David H. Bayley¹⁴⁴, les quatre piliers fondamentaux qui définissent une politique publique de sécurité basée sur une police communautaire sont : la prévention communautaire contre la violence et le crime ; la modification des patrouilles faites par la police, qui doit les faire à pied ; l'augmentation de la responsabilisation de la police en relation à la communauté ; et la décentralisation du commandement. À la différence de la police de confrontation qui agissait autrefois dans les favelas, qui se basait sur des patrouilles en véhicule et qui avait pour comme objectif le combat du crime, les UPPs ont une

¹⁴²BAIENSE FELIX, Carla, « Territórios proibidos: a construção da favela no noticiário e seus efeitos sociais », Universidade Federal do Rio de Janeiro, 2012, p.192

¹⁴³GARCIN-MARROU, *op. cit.*, p.67

¹⁴⁴SKOLNICK, Jerome H.; BAYLEY, David H., Policiamento comunitário: questões e práticas através do mundo. São Paulo: Universidade de São Paulo, 2006, cité par MIRANDA, José da Cruz Bispo de, « Policiamento comunitário e desmilitarização: existe alguma correlação? », Revista do Laboratório de Estudos da Violência da UNESP/Marília, Ano 2013 – Edição 12 – Novembro/2013, p.17

autre visée. Nous retrouvons donc d'un côté une police qui connote la guerre par ses méthodes d'actions (combat et utilisation d'armes lourdes), comme nous l'avons vu en deuxième partie, et une autre à la paix (prévention du crime et relation avec l'habitant). Généralement, lorsque l'on parle des favelas dans les médias, un lexique de la guerre est utilisé, comme nous avons pu le voir dans la deuxième partie du développement. Or, avec la politique de pacification, on voit apparaître un vocabulaire plutôt lié à la paix dans les presses brésilienne et française. Cette « métaphore de la paix » se retrouve donc dans les articles français et brésiliens.

Nous la retrouvons dans les trois journaux brésiliens étudiés. Dans l'article du 23 mars 2010 du journal O Dia « *Um novo horizonte para os moradores da Providência* », le ton est donné par le titre de l'article. Un nouvel horizon se dessine en effet pour les habitants de la favela Providência, première favela brésilienne comme nous l'avons vu en introduction, et septième favela à recevoir une Unité de Police Pacificatrice. Un vocabulaire lié à la paix est utilisé dans l'article : « alivio » (soulagement), « maravilhas » (merveilles), « feliz » (heureux), « beneficiados » (bénéficiaires). De plus, le journal insiste sur le fait que l'opération s'est déroulée sans violence : la police a investi la communauté « sans qu'aucun tir ne soit échangé ». O Dia souligne aussi la préoccupation des autorités pour que les opérations de cette sorte se passent le mieux possible : « *O horário foi escolhido para evitar confronto na entrada ou saída de estudantes nas escolas* » (« L'horaire a été choisi pour éviter les confrontations à l'entrée ou à la sortie des écoles »). Enfin, l'article donne la parole à une habitante de la favela : « *Até que enfim chegou a nossa vez. Sei que tudo está às mil maravilhas nas comunidades onde colocaram estas UPPs. Poderemos andar nas ruas e dormir sem ouvir tiros. Acho que agora vou ser feliz* »¹⁴⁵. Cette couturière de 70 ans exprime donc sa satisfaction quant à l'arrivée d'une UPP dans la favela. Finalement, l'article marque la différence entre les tentatives passées pour pacifier la zone qui avaient échoué et cette opération : ces tentatives se sont faites avec d'autres polices que la police pacificatrice, et celle-ci réussira.

Dans le journal Folha de São Paulo, l'article du 22 février 2013 « *“Vida com UPP é muito melhor do que antes”, diz governador do Rio* »¹⁴⁶ exprime ce changement et cette « métaphore de la paix ». En effet, selon les mots du gouverneur, en parlant de favelas investies

¹⁴⁵« Notre tour est enfin arrivé. Je sais que dans les communautés où des UPP ont été installées, il n'y a que des merveilles. Nous pourrions marcher dans la rue et dormir sans entendre des fusillades. Je crois que je vais être heureuse maintenant. »

¹⁴⁶« « La vie avec l'UPP est bien meilleure qu'avant », selon le gouverneur de Rio »

par les UPP : « [...] *a vida nessas comunidades é muito melhor, mais tranquila do que era antes das UPPs* » (« la vie dans ces communautés est bien meilleure, plus tranquille de ce qu'elle était avant les UPP »). Et d'ajouter : « *O processo de pacificação é de uma revolução permanente muito grande. É uma obra em construção. A gente vê, volta e meia, reações em comunidades onde a solidificação da UPP está sendo construída dia após dia.* » (« Le processus de pacification est une révolution permanente et énorme. C'est une oeuvre en construction. Nous le voyons d'après les réactions des communautés où la solidification de l'UPP est en train de se construire jour après jour »). En reprenant les mots du gouverneur, le journal légitime donc l'action de l'État et appuie cette idée de changement. À la fin de l'article, il est fait mention d'un programme d'inclusion sociale des jeunes de la communauté, qui seront aidés dans leur orientation scolaire et professionnelle.

Justement, c'est à ce propos que O Globo, dans un article daté du 10 décembre 2013 parle de la pacification. En effet, l'article « *Alunos de colégios em áreas pacificadas estão aprendendo mais* » (« Les élèves de lycées se trouvant dans des lieux pacifiés apprennent mieux »), explique que grâce à la pacification, les jeunes apprennent mieux. « *A paz ensina.* » (« La paix enseigne »), sont les premiers mots de l'article. En effet, celui-ci compare la situation antérieure des élèves, qui rataient des cours ou devaient subir la violence dans l'enceinte des écoles, et la situation actuelle. Selon l'article, dans la favela du Borel (zone nord de Rio de Janeiro), « *les confrontations quasiment quotidiennes et à n'importe quelle heure de la journée représentaient la cause de 30% des ratages de cours, en moyenne* ». L'article donne la parole aux enfants, qui estiment la situation actuelle bien meilleure qu'avant : « *Nunca mais ouvi um tiro.* » (« Je n'ai plus jamais entendu un coup de feu »), relate un jeune élève. Pour appuyer ces informations, l'article utilise de nombreux chiffres : de 2009 à 2011, l'Indice de Développement d'Éducation Basique (Ideb) a augmenté de 40,6% dans les écoles de zones pacifiées. L'article ne dit seulement pas de quel taux il est parti...

Nous l'avons vu, la presse brésilienne donne une image bien particulière de la politique de pacification. L'occupation des favelas par l'appareil répressif de l'État serait la condition sine qua non pour résoudre les problèmes de la ville de Rio de Janeiro, et pour garantir la paix aux habitants. La présence ostentatoire de la police dans les favelas est présentée comme la solution pour permettre le développement des services publics. La presse prône la pacification dans le sens où il n'y aura plus de tirs ou de conflits armés entre les bandits et la police grâce à celle-ci.

Dans la presse française, nous retrouvons cette « métaphore de la paix » notamment dans les articles ayant comme sujet la favela Santa Marta, première favela à avoir vu l'installation d'une UPP en décembre 2008. Cette favela se situe sur la colline Dona Marta, dans le quartier de Botafogo, dans la Zone Sud de la ville de Rio de Janeiro. L'occupation du morro a commencé au début du 20^{ème} siècle, avec l'avis favorable de Colégio Santo Ignácio, propriétaire du terrain, pour que ses fonctionnaires puissent s'y établir et construire des habitations sur la colline. À partir de là, de plus en plus de personnes sont venues y vivre, du fait de l'offre grandissante d'emplois dans la région. Du fait du caractère privé du terrain, la favela Santa Marta n'a jamais été menacée de destruction par l'État et n'a jamais souffert des politiques sévères de l'État, notamment sous la dictature militaire.

Les trois journaux français que nous étudions ont consacré un article à cette favela. Dans l'édition du 30 septembre 2010, le Monde¹⁴⁷ titrait « *À Rio, la renaissance de la favela Santa Marta* ». Dans l'édition du 22 mars 2010, Le Figaro¹⁴⁸ titrait « *La police brésilienne reprend pied dans les favelas* ». Dans l'édition du 11 janvier 2011, Libération¹⁴⁹ titrait « *Santa Marta, favela désarmée* ». Nous pouvons déjà noter la différence entre ces titres et les titres que nous avons analysés dans la partie précédente. Ici, les titres sont plutôt positifs et marquent un changement.

Dans les trois articles, nous pouvons noter un lexique positif et lié à la paix. Par exemple, dans Le Figaro, des mots comme « droits de l'homme », « appui social », « activités culturelles », « améliorée », « libéré », « grand rire » sont utilisés. Dans Libération également : « calme », « tranquillité », « sérénité », « améliorer les infrastructures », « aides sociales », « épauler », « réconciliés ». Le lexique est en effet très différent du lexique utilisé dans les articles ayant pour sujet la violence.

L'article du Figaro marque un contraste fort entre l'avant et l'après politique de pacification. En effet, la situation passée est décrite d'une façon très négative et à partir d'un lexique basé sur la violence : « préadolescents au regard dur », « Cocaïne, marijuana, et tout récemment crack », « caïds du trafic », « arsenal de guerre », « échange de tirs », « règlements de compte », ou encore « quartier livré à la peur ». Le premier paragraphe est en effet consacré à une description de la violence d'antan qu'a connu la favela Santa Marta. Cela est souligné par une affirmation : . « *Il y a un an, s'aventurer seul dans le bidonville du Morro Santa Marta, dans la banlieue sud de Rio de Janeiro, relevait de la folie* ». Au contraire,

¹⁴⁷Le Monde, 30 septembre 2010, p.6, « A Rio, la renaissance de la favela Santa Marta ».

¹⁴⁸Le Figaro, 22 mars 2010, « La police brésilienne reprend pied dans les favelas ».

¹⁴⁹Libération, 11 janvier 2011, p. 28, « Santa Marta, favela désarmée ».

comme le souligne le discours rapporté du président de l'association des habitants de Santa Marta, José Mario Santos : « *Tout ça, c'est fini !* ». Rien qu'au titre de l'article, nous pouvons déceler ce changement de discours : « *La police brésilienne reprend pied dans les favelas* ». Il constitue un titre informationnel qui contient la présence du verbe « reprendre pied », verbe qui ouvre le récit et qui marque une ouverture sur le futur. De plus, le titre inclue « les favelas » et non pas seulement la favela de Santa Marta. La photo marque également une différence d'avec la « métaphore de la guerre » : on y voit un policier observant la favela Santa Marta. En outre, la photo symbolise aussi une ouverture sur l'avenir, car le policier est en hauteur et observe, le regard au loin, comme si la favela Santa Marta avait l'avenir devant elle.

Dans l'article du Monde, le contraste est également noté, dès la première phrase : « *Il n'en revient toujours pas, Thiago Firmino ! Voir des gamins jouer au foot avec, dans les buts, un policier militaire en uniforme. Ici, au plus haut de sa favela, Santa Marta, dans la « zone sud » de Rio de Janeiro, sous les bras du Christ Rédempteur. Là où, il y a deux ans, les combats faisaient rage entre flics et bandits. Les murs voisins, troués à l'arme lourde, en portent encore témoignage. Ce coin-là, on l'appelait « Le Vietnam »* ». Avec l'usage de l'exclamation et du ton de l'incroyable, le journal marque bien le contraste entre l'avant et l'après UPP. Comme si une telle situation était inimaginable dans cet endroit que l'on appelait « Le Vietnam ».

Pour terminer, mettons en évidence ce discours rapporté au discours direct du gouverneur de l'État de Rio, dans Libération¹⁵⁰ qui souligne que : « *son objectif était d'assurer « la paix avant, pendant et après les jeux »* », et qui note, lui aussi, l'engagement de l'État pour une paix durable.

Après s'être intéressé à la « métaphore de la paix » qui caractérise les articles sur favelas, voyons en quoi ces articles soulignent le retour de l'État de droit dans les favelas.

A-3 Le retour de l'État dans les favelas: « la métaphore de la libération »

¹⁵⁰ Libération, 19 octobre 2009, p.8, « Rio ne répond plus de la guerre des gangs »

Le changement de discours marque aussi le retour de l'État dans les favelas.

Dans la presse, les autorités de Rio de Janeiro sont montrées comme ayant la volonté de faire bouger les choses. Bruno Gawryszewski¹⁵¹ note plusieurs pans de la stratégie de l'occupation des favelas : cette occupation est d'abord la marque de l'appareil répressif de l'État, car elle est basée sur la persuasion et elle a pour but de convaincre les favelados que la pacification est une initiative qui respecte les valeurs de la démocratie et des droits de l'homme. Afin de convaincre l'opinion publique de l'efficacité et la nécessité de cette politique, l'État s'appuie bien sûr sur la presse et les médias en général.

La reprise des favelas par l'État est donc représentée à travers une « métaphore de la libération », que ce soit dans les presse brésilienne ou française.

Dans la presse brésilienne, nous l'avons vu en seconde partie, et notamment lors des événements du Complexo do Alemão, l'opération est montrée comme libératrice. Nous pouvons observer cela lorsque nous analysons les mêmes articles. Par exemple, dans l'édition du 28 novembre 2011 du quotidien O Dia, deux photos représentent une jeune fille en robe et deux dames portant un gâteau. Le titre montre bien cette idée de libération: « *Sonhos e esperança na libertação das favelas* » (« Rêves et espoir avec la libération des favelas »). La légende de la photo explique que les habitants du Complexo do Alemão appuient les forces de sécurité, et que cette jeune fille de 15 ans est devenue le symbole de l'espoir : son gâteau de « débutante » (la fête des 15 ans représente le passage de l'enfance à la vie d'adulte pour les jeunes filles au Brésil, et dans d'autres pays latino-américains) lui est amené au milieu des tanks.

Dans les trois journaux, à la date du 29 novembre 2010, la reprise du Complexo do Alemão par l'État est représentée par une photo spécifique : celle du drapeau brésilien flottant sur la favela. En effet, suite à l'opération de la police dans le Complexe, celle-ci a hissé le drapeau brésilien. C'est l'une des images les plus emblématiques de la pacification des favelas, mais aussi l'une des plus emblématiques de la contradiction des discours, entre paix et guerre. En effet, deux drapeaux sont hissés : le drapeau brésilien et celui du BOPE, à un endroit où s'établissait un point de vente des drogues. Cela fait penser à la victoire d'une armée sur un territoire ennemi. Ce qui ressort de cela est le fait que les ennemis qui avaient établis leur point de chute dans ces territoires ont perdu le pouvoir qu'ils avaient dans ces lieux. L'autre idée véhiculée est qu'avant, l'État n'était pas présent et le hissage du drapeau est le symbole du retour et de la reprise par l'État de ces territoires. Cette photo marque donc

¹⁵¹GAWRYSZEWSKI Bruno, *op. cit.*, p.107

l'arrivée de l'État dans la favela, mais pose le jalon de la politique de pacification : c'est la force policière qui permettra la permanence de l'État dans les favelas. Nous retrouvons la photo du drapeau brésilien hissé dans l'édition du journal O Globo du 29 novembre 2011. Le titre qui accompagne l'article est le suivant : « *A senhora liberdade abriu as asas sobre nós* » (« Madame liberté a ouvert ses ailes sur nous »). Une autre photo accompagne l'article : on n'y voit trois policiers armés, ainsi qu'une colombe qui vole devant eux. L'article présente l'opération comme une opération historique, qui n'a fait aucun blessé.

La presse française est également marquée par la « métaphore de la libération », mais dans une moindre mesure que la presse brésilienne. Dans l'article du 28 novembre du Figaro¹⁵², par exemple, nous pouvons lire : « *À l'issue d'une offensive éclair, les forces de l'ordre se sont vantées hier d'avoir « reconquis le terrain » sans coup férir.* »

Dans un autre article du Figaro, nous pouvons lire que « *Cette nouvelle politique consiste à installer de façon permanente des unités de police au coeur des favelas, qui, auparavant, se retiraient après les combats contre les narcotrafiquants. L'expérience est un succès dans les cinq favelas investies, la majorité dans la zone la plus privilégiée de la ville.* »¹⁵³

Les représentations des favelas comme des lieux pacifiés donnent à penser que l'État de droit présent dans celles-ci est davantage spinozien qu'hobbesien. En effet, il apparaît dans ces articles que l'État et le citoyen sont en train de construire ensemble une nouvelle dynamique dans un esprit de stabilisation de processus politiques pacifiés.

Au-delà d'un lexique plus basé sur les notions de *paix* et de *libération*, qui contribue au changement de discours sur les favelas, les articles mettent également davantage en scène les habitants des favelas, contribuant ainsi à un changement d'image de ceux-ci. Étudions maintenant les bases de ces discours journalistiques à portée davantage sociale.

¹⁵²Le Figaro, 28 novembre 2010, « Le Brésil fait la guerre aux trafiquants de drogues »

¹⁵³Le Figaro, 19 octobre 2009, p.9 « Scènes de guerre civile au coeur de Rio de Janeiro »

B – Quand les discours journalistiques sur les favelas deviennent plus sociaux

Avec la politique de pacification, nous l'avons vu, un nouveau discours journalistique sur les favelas est apparu. Celui se base d'abord sur la « métaphore de la paix », et la « métaphore de la libération ». En outre, une nouvelle représentation du favelado s'est développé : en parlant davantage de lui et en lui donnant davantage la parole, la presse contribue au changement d'image des populations des favelas. C'est ce que nous verrons en premier lieu. Nous verrons ensuite en quoi les favelas sont moins montrées en terme de violence et davantage sous d'autres angles, comme la culture, ou encore le sport. Nous verrons aussi en quoi les favelas sont à présent représentées comme des lieux touristiques. Cette partie, tout comme la précédente, s'inscrit dans la perspective de l'État de droit spinozien. En effet, en divulguant une image différente (à peine en divulguant l'image des favelados d'ailleurs) des habitants des favelas, et en traitant les favelas à partir d'un autre point de vue que celui de la violence, les journaux représentent les favelas comme des États de droit spinoziens. Spinoziens dans le sens où la participation du favelado à la Société et à l'État le fait exister en tant que sujet : « [...l'individu] est également compris comme un sujet dont l'activité, la pensée et le discours participent pleinement de la vie sociale et politique.

»¹⁵⁴

B-1 L'habitant de la favela : un citoyen « ordinaire »

Nous pouvons en effet noter qu'une nouvelle représentation du favelado est en train de naître dans les presses brésilienne et française. En lui donnant davantage la parole (et en donnant davantage la parole aux ONG ou associations d'habitants) et en parlant plus de lui, les médias contribuent au changement d'image de celui-ci. Le favelado est désormais montré comme un citoyen « ordinaire ».

Dans l'article « *Com UPPs, a voz sem medo dos que não tinham vez é ouvida* » (« Avec les UPPs, la voix sans peur de ceux que l'on n'entendait pas est entendue ») du journal

¹⁵⁴GARCIN-MARROU, *op. cit.*, p.45

O Globo du 7 décembre 2013, nous observons clairement cette nouvelle représentation. L'article commence par donner la parole à Dalva Silva, habitante de la favela Borel. Celle-ci raconte la mort de son fils, tué par des policiers en 2003. L'article la décrit en train de pleurer et adopte un ton de l'émotionnel, en donnant des détails : « *No beco onde tudo aconteceu, ela revive emoções que resistem a abandoná-la, mesmo passados dez anos, e chora ao lembrar que, ao cair, baleado cinco vezes à queima-roupa por tiros de fuzil, o seu menino quebrou os dentes da frente, desfazendo o sorriso impecável depois de anos de uso de aparelho.* » (« Dans l'impasse où tout cela est arrivé, elle revit les émotions qui ne la lâchent pas, même si les années ont passé, et pleure en se souvenant qu'en tombant, touché par cinq balles à bout touchant, son enfant s'est cassé les dents de devant, défaisant le sourire impeccable construit après des années d'appareil dentaire »). Nous voyons bien que l'intention du journal, en donnant la parole à Dalva Silva et en donnant des détails comme ceux-ci est d'émouvoir le lecteur, pour qu'il se mette à la place de celle-ci. En effet, il n'y a pas besoin d'habiter dans une favela pour être touché par les mots de cette dame, et tout habitant de l'« asfalto » peut se sentir concerné.

Dans l'article « *A “mãe ruiva” do Santa Marta* » (« La « mère rousse » de Santa Marta) du journal O Dia du 28 juin 2014, il nous est présenté le projet de Valeria Saccone, journaliste italienne qui a vécu trois mois dans la favela Santa Marta en 2013 afin d'y observer la politique de pacification. Celle-ci a lancé le projet « Historias de la Pacificacion » dans lequel elle a donné la voix aux habitants de la favela : ceux-ci ont pris des photos de leur favela, et Valeria Saccone en a fait une exposition à Madrid. Le titre fait référence à l'histoire de Santa Marta : en effet, le nom de la favela provient du fait qu'une dévote de Santa Marta avait amené une image de cette dernière en haut de la favela au début du 20^{ème} siècle. Dans les années 1930, une chapelle a été construite pour abriter cette image : la favela s'est donc en quelque sorte construite sur des bases religieuses. La « mère rousse » représente donc Valeria Saccone. Selon elle, « *ce fut la première fois, en Europe, que les favelados pouvaient s'exprimer en montrant comment se passait le processus de pacification* ». Au delà du Brésil donc, le discours sur les favelados a changé, et c'est ce que nous allons voir à présent avec le cas de la presse française.

Ce changement de discours se fait par le biais de description d'habitants des favelas, que l'on nomme. Comme nous l'avons vu en deuxième partie, lorsque les journaux donnent la parole aux habitants des favelas, il les nomment très peu et utilisent des appellations comme

« un habitant » ou encore « un témoin ». De plus, quand les habitants des favelas sont le sujet d'articles, ils sont rarement présentés individuellement, mais plutôt sous le terme de « population ». Comme le note Roland Barthes¹⁵⁵ à propos de la grammaire africaine, ce mot de « population » *« est chargé de dépolitiser la pluralité des groupes et des minorités, en repoussant les individus dans une collection neutre, passive [...] »*. Cette représentation globale des favelados rappelle l'une des caractéristiques de Canudos développées par Euclides da Cunha : *« un espace qui conditionne le comportement des individus, les nouveaux arrivants se fondant dans l'identité collective, homogène et uniforme, du groupe qui constitue une communauté autonome »*. Cela peut-être aussi dû au refus des habitants de laisser publier leur nom. Cependant, nous observons que cette tendance a été remplacé par la nomination des habitants des favelas, ainsi qu'une description individuelle systématique de ceux-ci. Par exemple, dans Le Monde¹⁵⁶ : *« Grand, carrure d'athlète, Thiago, 29 ans, natif du lieu, parle de son fils Gabriel qui, espère-t-il, n'entendra plus siffler une balle ailleurs que dans les jeux vidéos »*, ou encore : *« Thiago est animateur culturel dynamique et dévoué »*. À partir de la présentation de Thiago, l'article présente le renouveau de la favela. L'article dresse d'autres portraits d'habitants de Santa Marta : *« Au sommet, il croise Manoel Isidora Ferreira, le plus ancien résident de Santa Marta : 78 ans, dont 56 passés sur la colline. Arrivé jeune homme du Nordeste, après une semaine d'autobus, il avait aidé à construire la chapelle et le réservoir d'eau »*. La photo montre aussi un changement : quand les articles évoquant les favelas en terme de violence montrent souvent uniquement la police, cet article met en scène la police pacificatrice et la population, deux enfants et leur mère, probablement. Le fait que la famille se trouve en hauteur par rapport à la police supprime l'idée d'une supériorité policière sur les habitants.

L'article de Libération *« Santa Marta, favela désarmée »*, présente Fernanda, *« une jeune femme en train de se faire teindre les cheveux par une copine devant son domicile »* ou encore Armando, *« vieillard qui croule sous le chargement de vieux cartons qu'il récolte pour les revendre crache par terre pour montrer le mépris qu'il porte aux trafiquants qui contrôlaient la localité »*. Nous voyons bien que l'objectif de ces articles est de montrer que les habitants des favelas sont des personnes comme les autres. En les décrivant ainsi, les journaux cherchent à montrer que tous comme dans l'« asfalto », des personnes vivent dans les favelas et ont des activités. La description d'Armando est intéressante, dans le sens où les

¹⁵⁵BARTHES, *op. cit.*, p. 140

¹⁵⁶Le Monde, 30 septembre 2010, p.6, « A Rio, la renaissance de la favela Santa Marta ».

favelados sont généralement montrés comme des personnes étant de connivence avec les narcotrafiquants. Or le geste d'Armando, qui est celui de cracher par terre, montre bien le dédain de ce dernier envers les trafiquants. Une phrase résume bien la situation : « *Du vendeur de rue à l'épicier en passant par le propriétaire du débit de boisson, chacun se félicite de la disparition des armes et de la présence de l'UPP* ». Ainsi, Libération montre l'appui des favelados à la politique de l'État de Rio de Janeiro.

Nous retrouvons les mêmes techniques dans Le Figaro¹⁵⁷, qui parle d'Ana Cristina Marques ainsi: « *À 47 ans, cette infirmière fait partie de la troupe de 18 agents communautaires ayant chacun en charge une centaine de familles* ». Malgré ces portraits individuels de personnes, qui donnent aux favelados une certaine existence, on trouve aussi dans cet article la récurrence du pronom « on », qui marque l'attachement des habitants à la communauté. En effet, en employant ce pronom, les habitants soulignent leur appartenance à la communauté : « *On a cru que c'était une attaque habituelle : la police entre, tue, et s'en va. Puis les bandits reprennent le pouvoir* », selon José Mario dos Santos. Valdeci Perreira, pasteur de l'Église baptiste de la favela utilise aussi le pronom : « *ici, on ne parle pas du trafic. On a peur [...]* ». Nous pouvons également noter que quasiment tout les discours rapportés dans cet article sont des discours direct, afin de rendre le plus objectif possible le discours rapporté.

B-2 Les favelas, des lieux anormalement normaux : la culture, le sport et le tourisme

Nous l'avons vu, un nouveau discours s'est développé à propos des favelados: ceux-ci sont les sujets de plus d'articles les journaux leur donnent davantage la parole, et cela contribue donc à les représenter sous un nouveau jour. De plus, un nouveau discours s'est aussi développé sur les favelas : les journaux parlent d'elles autrement que pour parler de la violence. La culture dans les favelas, le tourisme ou encore le sport sont autant de sujets abordés par les presses brésilienne et français. Nous verrons que les presses brésilienne et française utilisent le ton de l'incroyable pour parler de ces changements, ce qui nous amène à dire que les favelas sont représentées comme des lieux « anormalement normaux ». Selon Bruno Gawryszewski, le discours médiatique sur la pacification donne l'image de la favela

¹⁵⁷Le Figaro, 22 mars 2010, « La police brésilienne reprend pied dans les favelas ».

comme d'un « palier civilisationnel ¹⁵⁸ », comme si les favelas ne pouvaient rester favelas et devaient arriver à une autre étape par la suite. C'est l'idée qu'avec la pacification, les favelas pouvaient à présent accéder à la même vie que les autres quartiers de la ville et qu'elles pouvaient aussi à présent devenir des quartiers touristiques, et accueillir des investissements. En effet, en réponse à la politique de pacification, un processus de gentrification ¹⁵⁹ s'est développé dans les favelas. C'est donc ce que nous allons développer à présent.

Les habitants comptent sur l'État pour promouvoir les activités culturelles dans les favelas, comme le précise José Mario dos Santos, dans l'article du Figaro « *La police brésilienne reprend pied dans les favelas* » : « *L'État est toujours entré chez nous avec des armes. Cette fois, il a promis des infrastructures, un appui social, des activités culturelles* ».

Dans le même sens que pour les habitants, les discours journalistiques mettent l'accent sur le retour de la culture comme quelque chose qui ferait que les favelas redeviendraient des lieux « normaux ». Comme par exemple dans l'article « *A Rio, la renaissance de la favela Santa Marta* » : « *Les couloirs et les escaliers du QG grouillent d'enfants. Un policier judoka enseigne des prises à une dizaine d'élèves. On y donne des cours de guitare et de violon [...] La radio communautaire. Le centre culturel, en voie d'achèvement. La quarantaine de façades peintes de couleurs vives avec l'aide de deux artistes hollandais. Et la cinquantaine de bars et buvettes, les salles de billard, les tables de ping pong, l'école de samba, le marchand de quatre-saisons installé à côté d'un renforcement appelé « le QG » à l'époque du trafic* ». Dans cette citation, nous voyons bien la volonté de la part du journal de montrer que la favela redevient un lieu « normal », où les activités culturelles naissent petit à petit. L'utilisation de l'accumulation renforce ce sentiment, tout comme la référence au « QG » du trafic.

Bruno Gawryszewski ¹⁶⁰ souligne que le sport et les loisirs en général sont beaucoup cités par la presse brésilienne mais aussi française, dans le but de montrer que les habitants des favelas, grâce à la pacification auront aussi le droit de pratiquer des loisirs librement. En effet, le sport et la culture représentent un élément qui ajoute de la valeur au projet de l'État, et qui aide à consolider les bases structurelles de l'occupation permanente de la police.

¹⁵⁸GAWRYSZEWSKI, *op. cit.*, p. 113

¹⁵⁹La gentrification, selon le Larousse, correspond à la « Tendance à l'embourgeoisement d'un quartier populaire ».

¹⁶⁰GAWRYSZEWSKI, *op. cit.*, p. 119

Nous pouvons noter cela dans l'article du journal O Globo du 11 décembre 2013 : « *Pacificação alavanca ensino artístico em favelas do Rio* » (« La pacification stimule l'enseignement de l'art dans les favelas de Rio »). Cet article explique comment la pacification participe à l'entrée de la culture dans les favelas. L'article commence par une énumération: « *Ingrid, de 17 anos, é funkeira e mora no Morro da Babilônia, no Leme. Jonas, de 16 anos, do Alemão, era o mais bagunceiro da turma, tem um jeito arisco e queria tocar contrabaixo elétrico numa banda. Keila, de 14 anos, é a mais tímida numa escadinha de outros quatro irmãos (17 anos, 15, 3 e um ano e meio) que lutam pela sobrevivência ao lado da mãe, no Pavão-Pavãozinho, em Copacabana. Histórias diferentes, comunidades diferentes e um interesse comum: o violoncelo.* »¹⁶¹ Nous observons qu'à travers cette énumération et les présentations de ces jeunes favelados qui viennent tous de favelas différentes, l'article veut montrer que la culture a aussi sa place aussi dans la favela, et cela grâce à la politique de pacification : « *As manifestações culturais em favelas ganharam nova dimensão com a pacificação* » (« Les manifestations culturelles dans les favelas ont pris une nouvelle dimension avec la pacification »). Cela est particulièrement clair dans l'article, car auparavant les acteurs culturels étaient « *obligés de négocier avec les trafiquants* ».

Ces questions amènent à parler des favelas comme lieux touristiques. En effet, du fait de la politique de pacification, et du développement économique des favelas, celles-ci sont devenus des lieux touristiques. Ce fait est relaté dans les presses brésiliennes et françaises, plutôt positivement dans les journaux brésiliens et avec plus de critiques dans les journaux français.

Le journal O Globo, le 13 juillet 2014 titrait « *Turistas jogam bola com moradores e fazem trilha em comunidades da cidade do Rio* » (« Des touristes jouent au foot avec des habitants et font des excursions dans les communautés de la ville de Rio »). L'article raconte en effet la venue de touristes dans la favela Pavão Pavãozinho, favela située dans le quartier de Copacabana, pour jouer au football. Le journal donne la parole à Sean, touriste londonien et fan du Tottenham Hotspur: « *Esta é a segunda vez que venho ao Rio, na primeira era carnaval. Sempre quis conhecer uma favela carioca, mas só me ofereciam passeios de jipe. Queria uma experiência mais natural. Quando soube desse futebol, achei perfeito.* » (« C'est la deuxième fois que je viens à Rio. La première, c'était le carnaval. J'ai toujours voulu connaître une favela carioca, mais on ne me proposait que des visites en jeep. Je désirais avoir

¹⁶¹Traduction : « Ingrid, 17 ans, fait du funk, et vit au Morro da Babilônia, dans le quartier Leme. Jonas, 16 ans, vient de l' Alemão, et était le plus agité de la classe, il aime le risque et voulait jouer de la contrebasse électrique dans un groupe. Keila, 14 ans, est la plus timide de sa fratrie composée de quatre autres frères (17 , 15, 3 et un an et demi) qui luttent pour survivre avec leur mère, à Pavão-Pavãozinho, dans le quartier de Copacabana. Des histoires différentes, et un intérêt commun : le violoncelle. »

une expérience plus naturelle. Quand j'ai entendu parler du foot, j'ai sauté sur l'occasion »). Nous voyons bien qu'à travers les paroles de Sean, l'idée que la pacification et la Coupe du Monde amène de nouvelles personnes dans les favelas transparait. C'est en ce sens que l'entrepreneur Daniel De Plá, également professeur de marketing, se félicite de l'intégration favela-asfalto : « Os moradores da favela são verdadeiros embaixadores do Rio e ficam entusiasmados com a galera que sobe o morro. » (« Les habitants de la favela sont les vrais ambassadeurs de Rio et sont heureux de voir que les gens montent dans les collines »).

De même, deux articles de Folha de São Paulo et de O Globo relatent la venue de la sélection hollandaise dans une favela. Dans l'article de Folha de São Paulo du 1er juillet 2014, « *Dia de folga de holandeses tem praia, compras, turismo e favela*¹⁶² », la venue de la sélection dans la favela Santa Marta est montrée comme un fait exceptionnel. Dès le premier paragraphe, l'article souligne le côté sensationnel de l'évènement : « *Em seu dia de folga e classificada às quartas de final da Copa do Mundo, a seleção holandesa não quis ficar dentro de quarto de hotel e aproveitou o dia de sol no Rio nesta terça-feira (1º) para passeios que incluíram praia, compras e até visita a favela.* » (« Pour son jour de relâche après sa qualification pour les quarts de finale de la Coupe du Monde, la sélection hollandaise n'a pas voulu rester dans sa chambre d'hôtel et a profité de ce jour ensoleillé à Rio pour se promener à la plage, faire des courses et même visiter une favela »). L'usage du mot « même » montre bien que l'évènement est inhabituel et important.

Dans les journaux français, le même discours est tenu à propos des favelas : « *Santa Marta devient une destination touristique. À l'entrée, des jeunes employées de l'Etat de Rio distribuent roses blanches et plans de la colline. Quelques agences organisent des visites personnalisées.* »¹⁶³ L'article donne la parole à Gabriel Leveau, guide chez Top Tours : « *Nous voulons aider à faire connaître la favela et ses habitants* ». L'article met donc l'accent sur le fait que la favela est devenue une destination touristique. Cependant, il met aussi l'accent sur le fait que le tourisme dans la favela ne plaît pas à tous les habitants : « *Thiago n'aime pas qu'on présente Santa Marta comme une favela modèle. Il y subsiste tant de pauvreté, et tant de problèmes, dans tous les domaines : assainissement, hygiène, éducation, santé, culture. Il souhaite surtout que les habitants fassent entendre leur voix, pour qu'ils restent les principaux bénéficiaires du retour de la sécurité.* ». Le Monde souligne donc les critiques que les habitants des favelas peuvent avoir quant aux transformations des favelas.

¹⁶²« Au programme du jour des hollandais : plage, achats, tourisme et favela. »

¹⁶³Le Monde, 30 septembre 2010, p.6, « A Rio, la renaissance de la favela Santa Marta ».

Dans l'article de Libération « Santa Marta, favela désarmée », nous retrouvons également cette critique : « *Sur les hauteurs de la favela (bidonville) de Santa Marta, à Rio, deux couples de touristes américains, canette de Coca à la main et reflex numérique à l'épaule, se pressent autour de Ricardo, un jeune habitant des lieux devenu guide de la misère pour une poignée de dollars par jour* ». Dans ce passage, nous pouvons souligner le ton quelque peu désabusé de Libération, qui oppose les touristes américains avec leur canette de Coca et leur appareil photo au jeune guide Ricardo « guide de la misère », qui symbolise l'habitant de la favela.

Le Figaro ¹⁶⁴ note que « *Le 1er janvier 2010, une photo des traditionnels feux d'artifice de la plage de Copacabana a fait la une de toute la presse brésilienne. Cette fois pourtant, le cliché ne vient pas de la terrasse d'un grand hôtel de la côte, mais du sommet de la favela de Pavão-Pavãozinho.* » En opposant (ou rapprochant ?) ainsi l'« asfalto » et les grands hôtels de la côte et la favela Pavão-Pavãozinho, l'article cherche à montrer que les favelas changent. Nous pouvons observer que les presses brésilienne et française, en même temps qu'elles montrent les favelas comme des « lieux normaux », montrent aussi que cette transformation comporte quelque chose d'incroyable.

Dans le même sens, nous pouvons noter la profusion d'articles représentant les favelas en terme de lieux où il fait bon investir, et où l'économie prend de l'importance. Par exemple, Carla Baiense Felix note que dans les articles brésiliens qui traitent de la culture, deux représentations se côtoient : l'exotisme et le lieu de la culture populaire et authentique. « *O choque entre o arcaico e o moderno, que está intrinsecamente ligado à favela, e é constantemente recuperado pela indústria cultural, gerou uma curiosidade em torno das produções, e por que não dizer uma surpresa, com sua qualidade técnica e artística.* »¹⁶⁵ (« Le choc entre l'archaïque et le moderne qui est intrinsèquement lié à la favela et constamment récupéré par l'industrie culturelle, a généré une curiosité autour des productions, pour ne pas dire une surprise, due à leurs qualités techniques et artistiques »).

Concernant la culture, nous pouvons noter qu'elle est surveillée de près par la police pacificatrice : « *Les organisateurs de toute manifestation (politique ou culturelle) doivent en référer à la police et les groupes de musique funk et rap n'ont pas droit de cité à Santa Marta* »¹⁶⁶. En effet, avec la politique de pacification, la police interdit de nombreuses choses

¹⁶⁴Le Figaro, 4 octobre 2010, « De nouvelles unités de police réussissent à « pacifier » des favelas de Rio de Janeiro

¹⁶⁵BAIENSE FELIX, *op. cit.*, p. 167.

¹⁶⁶Libération, 11 janvier 2011, p.28, « Santa Marta, favela désarmée »

dans les favelas, et les voix des favelados s'élèvent contre cela. Nous allons voir par la suite qu'en même temps qu'elle apporte un changement, la police pacificatrice continue dans la lignée de la police brésilienne.

C – La police pacificatrice dans la presse: entre rupture et continuité

C-1 La dualité de la police pacificatrice : police de proximité mais police inquisitrice

Le renouveau de la police est un thème qui revient souvent dans les articles. En effet, le discours sur la police a également changé : on nous présente une police qui a un rôle éducateur envers la population des favelas. La police pacificatrice est présentée comme une nouvelle police : dans le nom même des UPP, il y a l'intention de modifier l'image des actions du gouvernement par rapport aux actions policières. Toujours dans l'article du Figaro, Silvia Ramos, spécialiste des questions de sécurité à l'université Candido Mendes (et dont nous avons utilisé les textes pour ce mémoire) a ces mots : « *Ils n'ont pas intégré le vice de la corruption et ils ont été formés pour respecter les droits de l'homme* ». Ce discours marque donc un contraste par rapport au discours habituel sur la police, dénoncée pour ses méthodes violentes.

Le même journal titrait le 4 octobre 2010 : « *De nouvelles unités de police réussissent à « pacifier » des favelas de Rio de Janeiro* ». Le Figaro note que « *Le miracle a un sigle : UPP, pour Unité de police pacificatrice* ». L'article met l'accent sur le fonctionnement de l'UPP : « *La logique de l'UPP est celle de la police communautaire. Une troupe d'élite donne l'assaut, mais quelques semaines plus tard, une centaine de policiers s'installent à demeure, le plus souvent, pour marquer les esprits, dans les locaux du narcotrafic* ». De plus, l'article marque le changement des méthodes de la police : « *Afin d'éviter les violences policières, le programme privilégie l'envoi de nouvelles recrues, mieux formées, et nomme des femmes à la tête de plusieurs UPP* ».

Le Monde, lui aussi, souligne le contraste entre l'avant et l'après UPP. Dans l'article sur la favela Santa Marta notamment: « *Les UPP sont jeunes, bien formés, correctement payés. Une police de proximité qui a pour missions « d'aider » les 9000 habitants de la favela. En vingt et un mois, ils n'ont pas tiré un seul coup de feu.* ». Mais le journal paraît un peu plus critique. Par exemple, dans l'article « L'armée occupa la principale favela de Rio » du 15 novembre 2011, il note « *Cette police de proximité, très souvent intrusive dans la vie quotidienne des habitants, a pour mission de préparer le rétablissement dans la communauté de la puissance publique, avec ses services économiques et sociaux* ». Nous voyons donc que Le Monde note que la police pacificatrice est intrusive.

Dans Le Monde¹⁶⁷ et dans Libération¹⁶⁸, nous pouvons noter les descriptions qui sont faites de Priscilla Azevedo, la capitaine de l'UPP de la favela Santa Marta. Dans Le Monde, elle est décrit comme « *la plus célèbre « fliquette » du Brési* »¹⁶⁹. Libération la décrit ainsi : « *A 32 ans, cette belle métisse à la voix douce et au sourire avenant dirige d'une main de fer la première UPP mise en place par le gouvernement brésilien [...]. L'UPP est personnifiée derrière la figure de Priscilla Azevedo, et nous voyons que les descriptions de la policière contribuent au renouvellement de l'image de la police brésilienne.*

En soulignant ainsi le renouveau de la police, les journaux se placent dans une vision spinozienne de l'État, où la police (et donc l'État) et les citoyens seraient en interaction et agiraient ensemble pour construire un État prospère.

Selon Bruno Gawryszewski, il y a eu une « policialisation »¹⁶⁹ de la vie quotidienne dans les favelas. En effet, la police joue un rôle qu'elle ne joue pas habituellement dans les favelas : « *En contrepartie, Priscilla de Oliveira et les membres de sa police de proximité exercent un contrôle un peu inquisiteur sur la vie quotidienne des habitants dont ils connaissent les horaires et les moindres habitudes* ».¹⁷⁰ Nous voyons donc bien là que la police joue un rôle de surveillance, dans les limites de l'État de droit. Nous nous éloignons donc de l'État de droit souligné plus tôt et nous rapprochons d'un État de droit hobbesien : « *L'amplification des procédures de contrôle social, bureaucratique ou économique se fonde sur une représentation de l'État qui demeure le garant de l'ordre et de la sécurité*¹⁷¹ ». En effet, l'État de droit de Spinoza ne signifie pas l'abandon de la liberté par les hommes :

¹⁶⁷Le Monde, 30 septembre 2010, p.6, « A Rio, la renaissance de la favela Santa Marta ».

¹⁶⁸Libération, 11 janvier 2011, p.28, « Santa Marta, favela désarmée »

¹⁶⁹GAWRYSZEWSKI, *op. cit.*, p. 112

¹⁷⁰Libération, *op. cit.*

¹⁷¹GARCIN-MARROU, *op. cit.*

« Non, je le répète, la fin de l'État n'est pas de faire passer les hommes de la condition d'être raisonnables à celles de bêtes brutes ou d'automates, mais au contraire il est institué pour que leur âme et leur corps s'acquittent en toute sûreté de toutes leurs fonctions, pour qu'eux-mêmes usent d'une Raison libre, pour qu'ils ne luttent point de haine, de colère ou de ruse, pour qu'ils ne supportent sans malveillance les uns et les autres. La fin de l'État est donc en réalité la liberté. »¹⁷²

Par exemple, avec la pacification, on a interdit différentes choses qui font partie de la culture des favelas, par exemple les bals funk, comme nous l'avons vu. De plus, cette policiaisation a pour conséquence l'affaiblissement de l'organisation des habitants, et il y a donc un risque que l'appareil répressif de l'État contrôle la vie politique des favelas et que la participation libre et autonome des habitants à la politique (au sens propre d'organisation de la vie de la cité) soit limitée. Nous pouvons noter que dans les articles, les favelados ont la parole et expriment leur mécontentement. Le pasteur Valdeci Perreira exprime la méfiance des habitants envers la police d'une manière ironique: « *La police et nous, on commence à peine à se regarder et à se séduire, on n'a même pas encore échangé le premier baiser... Alors les fiançailles, ce n'est pas pour tout de suite !* »¹⁷³

Ce mécontentement et cette méfiance envers le système policier se sont amplifiées et sont relayés par les presses brésiliennes et françaises. En effet, depuis 2013, plusieurs cas de disparitions ou de meurtres violents perpétrés par la police ont été dénoncés, et ces cas ont été largement répercutés dans la presse. Amarildo, Claudia Silva Ferreira, ou encore Douglas Perreira, la liste est longue : selon Le Monde, la statistique des « disparitions forcées » (« *victimes des gangs, comme des milices de paramilitaires qui leur disputent le contrôle des favelas, mais aussi d'une police meurtrière* ») « *vient de dépasser le seuil de 25 000 cas enregistrés depuis le début des années 2000 à Rio de Janeiro [...]* ». Cependant, ces cas de disparition n'avaient jamais atteint la portée médiatique qu'ils ont aujourd'hui. Malgré la volonté des pouvoirs publics de changer l'image de la police, ces cas de violence ont été très diffusés par la presse. C'est justement le contraste avec la « politique de pacification » telle qu'elle est présentée par les autorités et la presse et la pratique de certains policiers qui est soulignée. Nous l'avons vu, l'institution policière joue un rôle très important au Brésil, et n'a pas beaucoup évolué depuis la dictature militaire. Nous avons également vu que la politique de pacification et la police pacificatrice avaient pour objectif de changer les représentations de la police, et d'instaurer un climat de confiance entre les habitants des favelas et la police. En

¹⁷²SPINOZA, *Traité Théologico-politique*, (TTP), 1670, trad. C. Appuhn, Paris, Garnier-Flammarion, 1965, ch. XX, p.329, cité par GARCIN-MARROU, op. cit., p.28

¹⁷³*Le Figaro*, 22 mars 2010, « La police brésilienne reprend pied dans les favelas »

un sens, comme nous avons pu le noter dans les articles, les discours sur les favelas ont changé depuis l'instauration de cette politique. Celles-ci sont à présent davantage représentées comme des États de droit, et leurs populations sont représentées comme des citoyens normaux. En conséquence, représentées, les crimes commis par la police sur les favelados ont commencé à trouver leur place dans l'espace médiatique. Nous étudierons deux cas de disparition/meurtre de favelados par la police par ordre chronologique.

C-2 L' « affaire Amarildo » : le déclencheur de la dénonciation des violences policières dans les favelas.

Amarildo Dias de Souza était un maçon carioca qui vivait dans la Favela de la Rocinha. Les 13 et 14 juillet 2014, en réponse à diverses arrastões qui ont eu lieu aux alentours de la favela, une opération « Paz armada » (« Paix armée », encore un terme qui pose la question du lexique utilisé) a lieu dans la Favela de la Rocinha. Celle-ci mobilise 300 policiers qui arrêtent une trentaine de personnes. Le 14 juillet 2013, Amarildo (il est désigné ainsi au Brésil et dans la presse) est arrêté et conduit en direction de l'Unité de Police Pacificatrice. Depuis, il n'a plus donné aucun signe de vie, et son corps n'a toujours pas été retrouvé. Les résultats de l'enquête ont montré qu'il aurait été torturé à mort dans les locaux de l'UPP. Divers policiers ont été démis de leurs fonctions et inculpés pour atteinte aux droits de l'homme et assassinat.

L'affaire Amarildo représente en quelque sorte le déclencheur de la dénonciation de la violence policière dans les favelas. En effet, cet épisode se déroule en pleine période de contestation sociale au Brésil : « *Cette action claque comme une gifle. Elle se répand comme une traînée de poudre. Un mois après le début de la fronde sociale de juin, le Brésil est encore en incandescence. Les manifestations ont perdu de leur intensité mais chaque soubresaut est pris sous le feu des projecteurs* »¹⁷⁴ Entre juin et juillet 2013, des milliers de brésiliens, toutes classes sociales confondues, descendent dans la rue pour protester, au départ, contre l'augmentation des tickets de bus dans différentes villes. De nombreuses revendications vont se greffer : coût exorbitant de la Coupe du monde de football 2014,

¹⁷⁴Le Monde, 15 janvier 2014, p. 20 « Veuve Courage ».

faillies dans les services publics, corruption, et violence policière entre autre. De plus, il y a eu en quelque sorte un rapprochement entre les habitants des favelas, victimes de violences policières et les classes moyennes, également victimes des violences policières lors de ces manifestations. La majorité de la population se sent concernée par ce meurtre et l'exprime : *« Des masques à son effigie sont distribués dans les cortèges. Son nom est scandé par les manifestants. Et les réseaux sociaux s'en emparent. Une campagne « Où est Amarildo ? » est lancée. Comme si la disparition de ce maçon de 43 ans avait soudainement permis de porter une lumière crue sur les violences subies par les habitants des quartiers déshérités »*¹⁷⁵

De plus, la favela de Rocinha, pacifiée en 2011, représentait quelque part la vitrine de la politique de pacification : la favela était devenue un lieu touristique et la violence y avait nettement baissé, entre autre. Comme le note l'article du Monde « Veuve courage » du 15 janvier 2014 : *« D'autant que la Rocinha est emblématique. Deux ans déjà que la police de « pacification » (UPP), ces unités de proximité installées dans plus d'une trentaine de favelas, s'y est déployée. Les recrues sont jeunes, légèrement mieux payées et censées rompre avec la brutalité à laquelle la police militaire avait habitué les favelados. La grande Rocinha devait être un modèle du genre, un des succès les plus éclatants de la politique mise en place par la mairie et l'Etat de Rio en matière de sécurité avant le Mondial et les Jeux Olympiques »*.

Les trois journaux français relatent l'affaire. Dans Le Figaro daté du 15 août 2013, nous pouvons remarquer que le journal dresse un portrait précis d'Amarildo¹⁷⁶. Le journal le décrit ainsi : *« Dans les rues de la Rocinha, la favela où il vit depuis sa naissance, il y a quarante-trois ans, ses amis l'appellent « le Boeuf ». En dépit d'un corps malingre, Amarildo de Souza parvient à charger sur son dos deux gros sacs de ciment. Il porte aussi les malades, incapables de remonter seuls chez eux, au sommet de la colline. »*. Comme si le journal voulait montrer qu'Amarildo était un citoyen comme un autre, en insistant sur ses qualités. Comme si le journal voulait montrer qu'il n'était en rien un trafiquant. Car c'est bien avec un trafiquant que la police l'a confondu : *« D'après la première version officielle, la police aurait confondu Amarildo avec un trafiquant recherché par les forces de l'ordre »*¹⁷⁷

Nous remarquons la même démarche dans l'article du journal O Globo datant du 24 juillet 2013. L'article commence d'abord par présenter Amarildo, comme un individu pauvre,

¹⁷⁵Le Monde, op. cit.

¹⁷⁶Le Figaro, 15 août 2013, « Les disparitions forcées se multiplient à Rio de Janeiro ».

¹⁷⁷Le Monde, op. cit.

honnête, et généreux. D'ailleurs, un habitant de la Rocinha interrogé souligne qu'« *Amarildo était surnommé Boi non pas parce qu'il était un bandit, mais parce qu'il était suffisamment fort pour porter les malades sur ses épaules* ». Nous remarquons que l'article donne également beaucoup de détail, pour montrer que la famille était une famille « normale » : « *Elizabete estava em casa, aguardando o marido para fritar o peixe que ele mesmo pescara domingo com o primo* » (« Elizabete était à la maison, et attendait son mari pour faire frire le poisson qu'il avait pêché ce dimanche avec son cousin »). Le Monde¹⁷⁸ dresse un portrait de « Bete », la femme d'Amarildo et souligne sa détermination à ce que justice soit faite après la mort de son mari : « *Six mois déjà que cette femme au corps tendu à l'extrême tient debout* ».

Dans l'article du journal O Dia du 8 août 2013, « *“Amarildo era responsável por guardar drogas para o tráfico”, afirma delegado* » (« “Amarildo était lié au trafic de drogue” affirme un delegado »), Amarildo est en effet représenté comme un trafiquant de drogue : « *O Amarildo, como diversos outros membros da organização, era responsável por guardar material, drogas para o tráfico. Essa era a principal atividade dele* »¹⁷⁹ D'ailleurs, « Bete » dénonce cette représentation des médias : « *Il y a quelque chose de pourri dans ce Brésil. Ils ont essayé de faire passer mon mari pour un drogué alors qu'il avait un casier vierge. Avec l'aide de certains médias, ils ont affirmé que moi-même je buvais et que j'avais été une proche d'un ancien chef du trafic local* »¹⁸⁰ Notons l'opposition entre les pronoms « ils », représentant les policiers, les médias, et les autorités de Rio de Janeiro, au « nous », soit Amarildo, sa famille, et les favelados en général.

Nous l'avons souligné, l'affaire Amarildo représente le symbole d'une réalité jusque là occultée par les médias. En effet, le contexte de mobilisations sociales, et de préparation des mégaévénements a fait ressurgir de vieux problèmes sociaux. D'autres cas similaires à celui d'Amarildo ont été répertoriés, et nous allons maintenant expliciter le meurtre d'un habitant de la favela Pavão-Pavãozinho.

¹⁷⁸Le Monde, loc. cit.

¹⁷⁹Traduction : « Amarildo, comme d'autres membres de l'organisation, était responsable du matériel et de la drogue pour le trafic, qu'il devait garder. C'était la principale activité. »

¹⁸⁰Le Monde, loc. cit.

C-3 Assassinat de « DG » : mort d'un danseur pour les uns, signe d'échec de la politique de pacification pour les autres

Douglas Rafael da Silva Pereira, alias « DG », était un habitant de la favela Pavão-Pavãozinho. Le 22 avril 2014, alors qu'il essayait d'échapper à une fusillade dans la favela, il se réfugie dans une crèche et la police lui tire dessus. Celle-ci a d'abord voulu faire croire à une chute, mais les analyses ont montré que ce n'était pas le cas : une marque de tir a été retrouvé dans le dos du jeune homme.

La mort de Douglas Rafael da Silva Pereira a été abondamment repercutée dans les médias, principalement pour deux raisons : au Brésil, car « DG » était un danseur réputé, il participait notamment au programme télévisé « Esquentá », une émission de la Rede Globo. En effet, quand une personne de la favela devient célèbre, elle devient une référence locale. En France, c'est plutôt pour le fait que la mort de « DG », dans la favela Pavão-Pavãozinho, qui se trouve dans le quartier de Copacabana, quartier riche et touristique, a provoqué des manifestations « violentes ».

En effet, lorsque l'on analyse les titres des articles brésiliens, ils font tous référence à la mort du « dançarino » (danseur). Que ce soit dans O Globo, O Dia ou Folha de São Paulo, les trois titres ne nomment pas le jeune homme mais font référence à lui par le biais de son activité, la danse.

Folha de São Paulo, dans l'article « *Dançarino morto no Rio fez filme onde seu personagem era morto por PMs* », datant du 23 avril 2014, fait référence à un court-métrage dans lequel « DG » avait tourné. Comble du hasard, le jeune « danseur » est tué par la police dans le court-métrage, dans la même favela. L'article retranscrit les scènes et relie la mort du jeune homme au film : « *Após a partida de futebol, o personagem é filmado subindo a mesma rua onde se localiza a creche em que seu corpo foi encontrado, cumprimentando moradores e comerciantes.* » (« Après la partie de foot, le personnage est filmé en train de monter la même rue dans laquelle se trouve la crèche où son corps a été trouvé, saluant les habitants et les commerçants »). Nous voyons bien que l'article mêle fiction et réalité. L'article relate ensuite les mots de Regina Casé, présentatrice de l'émission « Esquentá », dans lesquels elle exprime sa tristesse face à la violence faite sur les populations pauvres au Brésil. L'article montre un

« DG » heureux, souriant sur la photo qui accompagne le texte, et le définit comme un garçon « *plein de vie et d'énergie, drôle et très préoccupé par sa favela* »¹⁸¹

Les deux autres articles adoptent un ton plus funèbre. Dans l'article de O Dia¹⁸², les circonstances de la mort du jeune homme sont explicitées, avec les résultats de l'Institut Médico Legal. L'article parle ensuite de la mère de « DG », et expose une photo d'elle montrant une photo de son fils. Les manifestations qui ont eu lieu suite à la mort de « DG » sont évoquées ensuite, et l'on note qu'une certaine « métaphore de la guerre » se réinstalle : usage du vocabulaire de la violence, photos où les policiers sont armés... À la fin de l'article, les propos de la mère de « DG » sont retranscrits, au discours direct : « *polícia matou meu filho. Ele tinha marcas de sangue pelo corpo todo. Isso não é pacificação.* » (“La police a tué mon fils. Il avait des marques de sang sur tout le corps. Ceci n'est pas la pacification ».).

Dans l'article de O Globo, la parole est davantage donnée à cette mère désespérée. L'article explique en effet que Maria de Fátima Silva veut dénoncer la mort de son fils à Amnesty International. « *Não vou deixar a morte do meu filho cair no esquecimento. Agradeço muito aos moradores da comunidade. Se não fosse o grito deles, meu filho iria para um saco de lixo e seria queimado na Baixada Fluminense. Meu filho não morava no Pavãozinho, mas dizia "lá era o meu morro".* »¹⁸³ Tout comme pour la femme d'Amarildo, la mère de Douglas Pereira est représentée comme une femme combative par les journaux, comme une citoyenne n'pas de « seconde-zone », qui veut que justice soit faite. L'expression des favelados montre une nouvelle fois l'importance de la communauté de personnes, l'attachement à la favela. Tout comme le fait que « DG » revendiquait son appartenance à la favela.

Dans les journaux français, l'évènement est davantage montré en rapport à la Coupe du Monde. En effet, la mort du jeune homme a eu lieu à quelques semaines du début du mondial de football, et cela est retranscrit dans Le Figaro et dans Libération. Le 5 mai 2014, Le Figaro titrait « Polémique sur la sécurité à Rio de Janeiro ». L'article fait également référence au court-métrage et souligne que « *la réalité a rejoint la fiction* ». L'article souligne le fait que la mort de « DG » a provoqué un mouvement de contestation : « *La tragédie provoque un soulèvement de la favela, d'autant plus visible qu'elle se situe au coeur de Copacabana. À cinquante jours de la Coupe du monde, des avenues sont bloquées des heures durant par des barricades en feu. Balles traçantes, vols d'hélicoptères, pleurs de terreur, cela*

¹⁸¹Phrase originelle: «Ele tinha muita vida, muita energia, era engraçado e muito querido pela favela»

¹⁸²O Dia, 23 avril 2014, «Dançarino do 'Esquentar' morreu por ferimento transfixante, aponta laudo»

¹⁸³Traduction : « Je ne laisserai pas la mort de mon fils tomber dans l'oubli. Je remercie beaucoup les habitants de la communauté. S'il n'y avait pas leurs cris, mon fils finirait dans un sac poubelle et serait brûlé à Baixada Fluminense. Mon fils ne vivait pas à Pavãozinho, mais disait “là-bas c'était ma favela »

fait des années que le quartier n'avait rien vu de tel. » Nous remarquons le lexique de la violence, et le lien qui est fait entre les manifestations, la Coupe du monde, et le quartier central de Copacabana. La photo qui accompagne l'article représente le cercueil du jeune homme entouré d'une multitude de personnes, dont certaines crient, et lèvent les yeux aux ciels. Le dramatique de la situation est amplifié par les parapluies, qui indiquent que c'était un jour de pluie. Enfin, nous pouvons repérer un cameraman sur la photographie, qui se tient très proche du cercueil, et cela rappelle la forte médiatisation de l'évènement.

Dans Libération, le même lien est fait : *« Deux morts, des pneus incendiés et une des principales artères de Rio coupée par les émeutiers. A l'approche du Mondial de football, qui s'ouvre le 12 juin au Brésil, la ville où se tiendra la finale a une fois de plus basculé dans la violence, mardi. »*. Le journal se situe davantage dans la « métaphore de la guerre » que Le Figaro, qui se situait plutôt dans l'émotionnel : la photographie utilisée représente un policier armé en train de courir. La photo est floue et sombre, ce qui contribue à noter le caractère chaotique de la situation. De plus, le journal décrit ainsi la situation : *« Armés de pierres [les favelados], ils ont déboulé sur Copacabana. Les commerçants se sont empressés de fermer leurs portes. Atterrés, les touristes logés dans un hôtel du coin se sont claquemurés dans l'établissement. »*. Et l'article, de terminer sur ces mots *« Saluée, dans un premier temps, comme un succès, la « pacification » des favelas bat de l'aile. [...] Et, le temps du Mondial de foot, le pays a monté une véritable opération de guerre : environ 170 000 hommes seront chargés de garantir la sécurité »*.

Dans cette partie, nous nous sommes attachés à montrer en quoi les favelas, en parallèle de leur représentation en terme d'états de nature, étaient également représentées comme des États de droit. Ces représentations sont nouvelles et marquent un tournant dans la représentation des favelas par les médias. Elles sont liées à la politique de pacification développée dans les favelas afin de limiter la violence du narcotrafic dans ces lieux. Cette politique a été développée en vue des mégaévènements que sont la Coupe du monde de 2014 et les Jeux Olympiques de 2016. Plusieurs caractéristiques des représentations des favelas en tant qu'États de droit dans les journaux étudiés sont à souligner. Tout d'abord, la reprise des favelas par l'État est notamment très marquée, avec les « métaphores de la libération » et de la « paix ». Ensuite, les favelas sont davantage montrées sous d'autres angles que celui de la violence : la culture, le sport, l'économie, ou encore le tourisme sont les sujets d'articles nombreux sur les favelas. Dans le même sens, nous notons que les habitants des favelas sont davantage les sujets des articles, et les journaux leur donnent davantage la parole. Cela contribue au changement d'image du favelado, qui jusque-là était l'oublié des médias, au

Brésil et en France. Représentés comme des citoyens comme les autres, les favelados victimes de violences policières sont donc aussi les sujets d'articles. En effet, malgré le renouveau de la police pacificatrice, certaines mauvaises habitudes perdurent et la violence envers les favelados, du fait de tout ce que nous avons vu, a trouvé sa place dans les discours médiatiques.

Conclusion

En partant du postulat que les médias et les politiques publiques s'influencent mutuellement, nous avons essayé de montrer que la politique de pacification des favelas à Rio de Janeiro était en quelque sorte le résultat de plus d'un siècle de différentes représentations (des médias mais aussi d'autres acteurs politiques, ou encore de la société civile) des favelas. En effet, les favelas ont toujours été représentées à travers le prisme de la violence, et cela notamment à partir des années 1980, lorsque le narcotrafic s'implante dans celles-ci, en occupant le vide laissé par l'État. Dans un contexte de mégaévènements (la Coupe du monde de football et les Jeux Olympiques), le gouvernement de l'État de Rio de Janeiro a organisé la politique de pacification pour endiguer les violences présentes dans les favelas : violences individuelles des factions de narcotrafiquants mais aussi violences policières. En effet, nous l'avons souligné au début de cette recherche, le Brésil d'aujourd'hui est encore fortement marqué par les séquelles de la dictature militaire qui a sévi de 1964 à 1985. Lors du retour à la démocratie, certaines pratiques sont restées en vigueur, notamment dans l'institution policière. La police n'ayant jamais été démilitarisée, elle fait preuve parfois de beaucoup de brutalité. De plus, la violence s'est également développée dans la population, comme nous l'avons souligné. La presse est un acteur très important des représentations de ces violences, et donnent des points de vue particuliers de celles-ci. Nous nous sommes donc attachés à montrer en quoi, à l'heure de la politique de pacification, les presses brésilienne et françaises représentaient d'une part les favelas comme des états de nature, et d'autre part, comme des parties intégrantes à l'État de droit brésilien, selon les théories de Thomas Hobbes et Baruch Spinoza. En effet, bien qu'encore très centrés sur les violences et l'absence de l'État dans les favelas (soit les favelas comme des états de nature), les articles étudiés montrent également une nouvelle représentation plus pacifiée des favelas (soit les favelas comme intégrée à l'État de droit). Marquées par l'idée de la « ville divisée », de la « métaphore de la guerre », et de l'idée des favelas comme des zones de non-droit, les représentations des favelas en terme d'états de nature (hobbesiens ou spinoziens selon les sujets abordés) sont encore très fréquentes dans les presses brésiennes et françaises. Cependant, elles sont de plus en plus remplacées par un autre discours plus pacifié, lié à la politique de pacification, qui marque le retour de l'État de droit dans les favelas, car « nettoyées » (c'est un terme que l'on retrouve fréquemment dans la presse) du trafic de drogue. Ces discours, basés sur la rupture d'avec les anciennes méthodes de la police, nous présentent la police pacificatrice comme une police de

proximité. En conséquence de cela, les journaux parlent davantage des populations des favelas et leur donnent davantage la parole, ce qui contribue à les représenter comme des citoyens « normaux ». Non plus considérés comme des citoyens de seconde-zone, ceux-ci ont accès à l'« espace public »¹⁸⁴, et expriment leurs satisfactions à propos de la politique de pacification mais également leurs revendications. Ainsi, lorsqu'ils sont victimes de violences policières, cela ressort dans les médias, chose qui arrivait peu par le passé. Comme le souligne Márcia Pereira Leite¹⁸⁵, à l'opposé de la pensée assez répandue dans la population brésilienne et les acteurs politiques ainsi que dans de nombreux médias, qui réfléchit en terme de sécurité, il existe d'autres courants de pensée basés sur la pacification de la ville, à travers des solutions démocratiques pour résoudre les problèmes de sécurité publique. Trois objectifs constituent ces courants de pensée. Premièrement, il s'agit de montrer que la ville peut s'ouvrir aux favelas, en intégrant l'idée de diversité à l'idée de la « ville merveilleuse ». Deuxièmement, ils remettent en cause la politique de sécurité publique menée à Rio de Janeiro depuis quelques années. Enfin, ils favorisent un champ discursif alternatif de la métaphore de la guerre. « *Les derniers résultats électoraux montrant la montée du courant qui appuie la pacification de la ville indique peut être que les solutions violentes ont perdu en légitimité, parce qu'elles se sont révélées inefficaces du point de vue des politiques de sécurité appliquées* »¹⁸⁶.

Cependant, les représentations des favelas à partir de la violence sont encore largement répandues. En effet, comme Pablo De Moura Nunes de Oliveira¹⁸⁷ le note, la récurrence de la référence aux armes et à la guerre dans les médias est fréquente. Les événements violents ont toujours plus de place dans les journaux que ceux liés à l'apaisement. Les habitants des favelas réfutent ce discours basé sur la violence, comme Carla Baiense Félix¹⁸⁸ le note : c'est la notion de « limpeza moral » (« propreté morale »), soit le fait que les habitants des favela cherchent à s'éloigner de la représentation dominante dans les médias. À partir de ces constats, de nombreux médias alternatifs sont nés dans différentes favelas. C'est par exemple le cas du projet « Viva Favela », qui a comme objectif de montrer le quotidien des habitants des favelas. Pour cela, « Viva Favela » donne la parole aux favelados et les forment à l'usage d'internet (la rédaction, ou encore l'édition). Le principe est qu'avant d'établir les actions, le

¹⁸⁴ Au sens d'Habermas.

¹⁸⁵

¹⁸⁶ LEITE, Márcia Pereira. Entre o individualismo e a solidariedade: dilemas da política e da cidadania no Rio de Janeiro. Rev. bras. Ci. Soc. [online]. 2000, vol.15, n.44, p.83

¹⁸⁷ Entre a “guerra” e a “paz” : os modelos de policiamento e o discurso midiático sobre segurança publica no Rio de Janeiro.

¹⁸⁸ BAIENSE FELIX, Carla, *op. cit.*, p. 70

projet prévoit l'échange avec les habitants, afin de connaître leurs désirs. En conséquence, les formations sont différentes selon les favelas et adaptées aux habitants. L'Observatoire des Favelas (Observatório de Favelas¹⁸⁹) agit dans le même sens : organisation de la société civile d'intérêt public, fondée par des chercheurs et des professionnels provenant de milieux populaires, il agit pour la production d'informations et de propositions politiques concernant les favelas. Sa principale mission est d'élaborer des concepts, méthodologies et projets qui contribuent à la formulation de politiques publiques basées sur les droits de l'homme et la citoyenneté, pour réduire les inégalités sociales. Il agit dans divers domaines, tels que l'éducation, la culture, et notamment les médias. Enfin, pendant les manifestations de 2013, un groupe s'auto-proclamant les « ninjas de l'information¹⁹⁰ » se fait connaître. En effet, face à la couverture médiatique des manifestations et à la répression policière, ceux-ci retransmettaient en direct sur internet, à partir de vidéos filmées sur leurs téléphones portables les violences policières, celles-ci comprenant bien entendu les violences envers les favelados.

La question que l'on peut se poser à présent est celle des futures représentations des favelas. En effet, la situation dans les favelas a été très médiatisée, notamment en France (au Brésil des articles sur les favelas paraissent tous les jours), du fait de la sur-médiatisation du Brésil, pays d'accueil de la Coupe du monde 2014. De plus, dans un contexte d'élections générales (les Brésiliens éliront en octobre leur président(e), les gouverneurs de chaque État, les Sénateurs, les Députés Fédéraux et les Députés de chaque État), et de préparation des Jeux Olympiques de 2016, beaucoup d'intérêts sont en jeu et les programmes des différents candidats pour la gouvernance de Rio de Janeiro portent avant tout sur la continuité et/ou les changements à apporter à la politique de pacification. Comme se le demandent les habitants des favelas, et les médias alternatifs qui se font la voix de la démocratie dans les favelas et dans le reste de la société, les « grands » médias continueront-ils à parler des favelas autrement qu'à partir de la thématique de la violence ? Cela dépend aussi de la pérennité de la politique de pacification et de son extension dans les favelas plus éloignées du centre ville touristique : les politiques publiques et les médias entretiennent définitivement un lien étroit et s'influencent mutuellement.

¹⁸⁹<http://observatoriodefavelas.org.br/>

¹⁹⁰Le sigle NINJA correspond à : «*Narrativas Independentes, Jornalismo e Ação*»

Bibliographie

Ouvrages :

BARTHES, Roland, *Mythologies*, Paris, Éd du Seuil, coll. Points, 1970, 256 p.

GARCIN-MARROU, Isabelle, *Des violences et des médias*, Paris, Éd. l'Harmattan, coll. Questions contemporaines, 2007, 285 p.

PERALVA, Angelina, *Violence et démocratie. Le paradoxe brésilien*, Paris, Éd Balland, coll. Voix et Regards, 2001, 190 p.

VALLADARES, Licia, *La favela d'un siècle à l'autre*, Paris, Éd de la Maison des Sciences de l'Homme, coll. Horizons américains, 2006, 229 p.

Je suis favela, collectif, Anacoana Editions, 2011, 219 p.

Articles :

ADORNO, Sérgio, « Le monopole étatique de la violence : le Brésil face à l'héritage occidental », *Cultures & Conflits*, 59 | 2005, 149-174.

AZEVEDO, Fernando Antonio, « Mídia e democracia no Brasil: relações entre sistema de mídia e o sistema político », *Opinião Pública*, v.12, n.1, 2006.

BAIENSE FELIX, Carla, « Territórios proibidos: mídia e subjetividade na favela da Maré », Universidade Federal do Rio de Janeiro, p.14

BAIENSE FELIX, Carla, « Territórios proibidos: a construção da favela no noticiário e seus efeitos sociais », Universidade Federal do Rio de Janeiro, 2012, p.242

BAIENSE, Carla, VAZ, Paulo, « Mídia e enquadramento: as representações da favela na virada do século XXI », travail présenté à la Rencontre Nationale de l'Histoires des Médias, 2011, p.15

BROCHIER, Christophe , COUTINHO, Maria Teresa Correia. « Organisation sociale et valeurs morales dans le trafic de drogue : le cas d'une favela de Rio de Janeiro » *Autrepart* (La Tour d'Aigues), 1998, no 8, p. 121-137.

CANTARELA MATHEUS, Leticia, SILVA, Pedro Henrique, « Território Retomado: O noticiário sobre operações militares em favelas no Rio de Janeiro », *Revista EcoPos*, 2013, p.44-60

CARLI, Vivien, « Médias, prévention de la criminalité et sécurité urbaine : Analyse succincte de l'influence des médias et pistes de réflexion », Sous la direction de Sagant, V. et Capobianco, L. Montréal : CIPC, 2008, 16p.

CARRIER Louis-Philippe, « Zone de non-droit, zone de conflit ? Réflexions sur les finalités et les outils de la démarche juridique », *Jurisdoctoria* n° 2, 2009, p.19

CARVALHO DE ARAUJO SILVA, Marcella, « Segurança e espaço urbano: sobre a construção social de espaços seguros na cidade do Rio de Janeiro », 2011, p.19

DELUCHEY, Jean-François, « De la « guerre contre le crime » au Brésil : culture autoritaire et politiques publiques de la sécurité », *Autrepart*, 2003/2 n° 26, p. 173-186.

FREIRE, Silene de Moraes, CARVALHO, Andreia de Souza. « Midiatização da Violência: os labirintos da construção do consenso » *Textos & Contextos* (Online), v.7, 2008, p.151 – 164.

GAWRYSZEWSKI Bruno, « O esporte nas favelas ocupadas pela policia e a produção discursiva da imprensa », *Motrivivência Ano XXV*, Nº 40, P. 106-120 Jun./2013

LEITE, Márcia Pereira. « Entre o individualismo e a solidariedade: dilemas da política e da cidadania no Rio de Janeiro » *Rev. bras. Ci. Soc.* [online]. 2000, vol.15, n.44, pp. 43-90

LEMONS-NELSON Ana Tereza, « Groupes d'extermination dans le Brésil contemporain : obstacles et défis », p. 437-452

MACE, Eric, PERALVA, Angelina, « Jacobinisme vs. Industrie culturelle médiatisation de la violence en France et au Brésil », *Cultures & Conflits* n°59 3/2005 pp.47-85

MIRANDA, José da Cruz Bispo de, « Policiamento comunitário e desmilitarização: existe alguma correlação? », *Revista do Laboratório de Estudos da Violência da UNESP/Marília*, Ano 2013 – Edição 12 – Novembro/2013, p.38-58

NAJAR A.L. S., 2003, « Rio de Janeiro, a imagem da divisão social da cidade nas emissões televisivas da França ». *Revista Brasileira de Estudos Urbanos e Regionais*, 5(2): 57-74.

NEVEU Erik « Comparing Media Systems », *Réseaux* 6/ 2005 (no 134), p. 280-283

NOLLET Jérémie, « Politiques publiques et médias », in Laurie Boussaguet et al., Dictionnaire des politiques publiques, *Presses de Sciences Po* « Références », 2010 p. 469-475.

OLIVEIRA, P. M. N., « Entre a “Guerra” e a “Paz”: os modelos de policiamento e o discurso midiático sobre segurança pública no Rio de Janeiro », *Cadernos Gestão Pública e Cidadania*, v. 17, n. 61, p. 1-21, 2012.

PAIVA, Anabela, RAMOS, Silvia, « Mídia e violência: o desafio brasileiro na cobertura sobre violência, criminalidade e segurança pública », *Cadernos Adenauer*, nº4, 2008, p.29-41

PAIVA, Anabela; RAMOS, Silvia. « Mídia e Violência: Tendências na cobertura de criminalidade e segurança no Brasil » Rio de Janeiro: IUPERJ, 2007

PERALVA, Angelina, « Violence urbaine, démocratie et changement culturel : l'expérience brésilienne (Partie 1) », *Cultures & Conflits* [En ligne], 29-30 | automne-hiver 1998, mis en ligne le 30 janvier 2002, consulté le 13 août 2014. URL : <http://conflits.revues.org/704>

PESSOA, Mirella Arruda; TARSITANO, Paulo Rogério. « Eventos Esportivos: a repercussão midiática dos Jogos Olímpicos de 2016 no Rio de Janeiro » – Brasil. *Revista Hospitalidade*. São Paulo, v. X, n. 2, p. 408 - 421, dez. 2013.

PLOURDE, Anne, « Appendice K - Modèle de synthèse critique de plusieurs textes (par thème) », In : *Guide de méthodologie en science politique – Premier cycle*, Centre Paulo-Freire, 2007, p.17

RAMOS, Silvia, « Respostas brasileiras à violência e novas mediações: o caso do Grupo Cultural AfroReggae e a experiência do projeto Juventude e Polícia », *Ciência & Saúde Coletiva*, vol.11, suppl., Rio de Janeiro, 2006. p. 1303-1311.

SOARES, Gonçalves Rafael, « Une discipline olympique ? Le retour des politiques d'éradication des favelas à Rio de Janeiro », *Mouvements*, 2013/2 nº 74, p. 24-32.

THERY, Hervé, « Scènes de guerre dans les favelas de Rio de Janeiro », *Les conflits dans le Monde*, approche géopolitique, Béatrice Giblin (Ed.), 2011, 47-57

TRICAUD, François, « Hobbes et Locke : convergences et divergences », In: XVII-XVIII. *Bulletin de la société d'études anglo-américaines des XVIIe et XVIIIe siècles*. Nº25, 1987. pp. 77-87.

Sites internet :

<http://observatoriodefavelas.org.br/pt>
<http://www.vivafavela.com.br/>

Annexes

Articles Français :

Le Monde

Le Monde, 20 octobre 2009, p.8, « Scènes de guérilla urbaine dans les favelas de Rio de Janeiro »

Le Monde, 30 septembre 2010, p.6, « A Rio, la renaissance de la favela Santa Marta ».

Le Monde, 27 novembre 2010, p.7 « A Rio de Janeiro, les militaires à la rescousse pour déloger les trafiquants d'une favela »

Le Monde, 15 janvier 2014, p. 20 « Veuve Courage ».

Scènes de guérilla urbaine dans les favelas de Rio de Janeiro

Des combats entre gangs ont dégénéré en affrontements avec la police. Douze personnes ont été tuées

Rio de Janeiro
Correspondant régional

Deux semaines après avoir été choisie comme ville d'accueil des Jeux olympiques de 2016, Rio de Janeiro a été le théâtre, samedi 17 octobre, de véritables scènes de guérilla urbaine opposant des trafiquants de drogue aux forces de l'ordre. Cette bataille a fait douze morts dont deux policiers militaires, tués dans la chute de leur hélicoptère.

Trois des victimes seraient de simples résidents, victimes de balles perdues. Six autres personnes ont été blessées, dont un policier grièvement brûlé. Au moins huit autobus ont été incendiés. C'est la première fois qu'un hélicoptère de la police est abattu à Rio par les tirs de fusil-mitrailleur d'une bande criminelle.

Tout commence en pleine nuit selon le scénario classique d'un affrontement territorial entre deux gangs dans le quartier populaire de Vila Isabel, dans le nord de Rio, non loin du célèbre stade de

Maracana, où se tiendra en 2016 la cérémonie d'ouverture des JO.

Des trafiquants du « Commando rouge » installés dans la favela Sao Joao envahissent la favela voisine Morro dos Macacos (« la colline des singes ») où règne une faction rivale, « Amigos Dos Amigos ». Objectif des assaillants : prendre le contrôle des points de vente de la drogue.

Alertée quelques heures plus tôt par l'écoute téléphonique du chef des agresseurs, qui annonçait clairement ses intentions à des complices qu'il rameutait, la police n'y a pas cru. Elle assure avoir pourtant renforcé sa présence autour de la favela. Celle-ci n'a pas suffi à empêcher une « invasion » menée par quelque 150 bandits venus d'au moins huit favelas, à moto ou à bord de minibus et de voitures volées.

Les échanges de tirs entre les deux camps dans les ruelles du Morro dos Macacos ont duré toute la nuit, les agressés ayant reçu le renfort d'une « bande amie », accourue de Rocinha, la plus grande favela de Rio et d'Amérique latine. Les habitants du quartier,



Un couple et son bébé quittent la favela Morro dos Macacos, en proie aux affrontements entre trafiquants de drogue et forces de l'ordre à Rio de Janeiro, samedi. FELIPE DANA/AP

apeurés, raconteront plus tard avoir vécu « une nuit de chaos ».

La police militaire, conduite par une unité du Bataillon des opérations spéciales (Bope), n'intervient dans les deux favelas qu'en début de matinée. Un peu plus tard, lorsque l'hélicoptère est atteint, son copilote, blessé au genou, réussit à poser l'appareil qui s'enflamme aussitôt.

Le pilote, le copilote et deux policiers parviennent à s'en extraire, deux autres policiers, peut-être déjà blessés, meurent carbonisés. L'un des survivants, un commandant, tireur d'élite, a connu, il y a un mois, son heure de gloire en abattant d'une balle un malfaiteur qui détenait sur un trottoir de Vila Isabel une femme en otage et menaçait, une grenade à la main, de se faire sauter avec elle.

La police craignait depuis plusieurs années déjà de voir l'un de ses hélicoptères touché par des tirs. Les blindages des appareils utilisés ne sont pas à toute épreuve et les fusils automatiques des trafiquants ont une portée bien plus grande que l'altitude maxi-

male imposée aux pilotes pour ne pas perturber l'aviation civile.

Dimanche, un calme apparent était revenu dans les deux favelas concernées. Quatre mille cinq cents policiers supplémentaires ont été mobilisés à Rio pour éviter de nouvelles tentatives « d'invasions » de favelas. Policiers civils et militaires sont en état d'alerte

« Nous pourrons mettre dans les rues 40 000 policiers et assurer le succès des Jeux olympiques »

Sergio Cabral
gouverneur de l'Etat de Rio

dans leurs casernes, après le rappel de ceux qui étaient en congés. Le ministre de la justice, Tarso Genro, a proposé d'envoyer un corps d'élite de l'armée, une offre jugée inutile par le gouverneur de l'Etat de Rio, Sergio Cabral.

De tels incidents sanglants ne peuvent que ternir l'image de Rio, en particulier aux yeux du Comi-

té international olympique, et, de manière plus générale, attirer l'attention du monde sur l'incapacité des autorités fédérales et locales à extirper des grandes métropoles du Brésil le cancer de la violence qui les ronge.

Pour M. Genro, « en choisissant Rio, le CIO était conscient de tout le travail que nous avons entrepris pour réduire et prévenir la violence. » La criminalité à Rio ne pourra disparaître « par magie » du jour au lendemain, a convenu M. Cabral, avant de s'engager à garantir la sécurité des JO : « Nous avons dit au CIO que ce ne sera pas facile, et ils le savent. Mais nous pourrons mettre dans les rues 40 000 policiers et assurer le succès des Jeux. »

Elu gouverneur en 2007, M. Cabral a lancé une offensive sans précédent contre le crime organisé qui s'est soldée pour l'instant par l'indéniable « pacification » de quatre favelas occupées en permanence par des policiers de proximité. Quatre favelas sur les 1020 que compte actuellement la ville. ■

Jean-Pierre Langellier

A Rio de Janeiro, les militaires à la rescousse pour déloger les trafiquants d'une favela

l'actuelle flambée de violence jette le doute sur la capacité du Brésil à organiser dans la sérénité le prochain Mondial et les Jeux olympiques

Rio de Janeiro
Correspondant

Des scènes de guérilla urbaine se déroulent depuis cinq jours à Rio de Janeiro. Elles mettent aux prises plusieurs centaines de policiers militaires, appuyés par des blindés de la marine, aux groupes de narcotrafiquants qui contrôlent les favelas (bidonvilles) de la périphérie. Vendredi 26 novembre, ces affrontements avaient fait trente morts depuis dimanche, tous des présumés « narcos », à l'exception d'une fillette tuée d'une balle perdue.

Cent quatre-vingts personnes ont été arrêtées et 72 véhicules ont été incendiés. Les échanges de tirs entre forces de l'ordre et bandits se sont concentrés, jeudi, dans la favela Vila Cruzeiro, dans le quartier de Penha, au nord de Rio. La police militaire a déployé six blindés pilotés par des soldats de la marine, équipés de mitrailleuses de calibre 50. Le dispositif mis en place a obligé les trafiquants à trouver un refuge au Complexe d'Alemao, un ensemble ininterrompu et inextricable d'une douzaine de favelas où s'entassent 120 000 personnes.

La chaîne de télévision Globo a diffusé en boucle, jeudi, des images prises depuis son hélicoptère où l'on a vu jusqu'à 200 bandits armés quitter Vila Cruzeiro pendant que, dans une rue voisine, un autobus était en flammes et que de jeunes résidents empilaient des pneus avant de les incendier.

Un « bunker du trafic »

Deux cents policiers d'élite et fusiliers marins ont occupé la favela dans la soirée. « Vila Cruzeiro appartient désormais à l'Etat », s'est félicité José Mariano Beltrame, secrétaire à la sécurité de l'Etat de Rio de Janeiro. Vila Cruzeiro était devenu un « bunker du trafic » où les « narcos » s'étaient regroupés après avoir été, depuis la fin de 2007, peu à peu expulsés des treize favelas libérées de leur emprise par l'installation d'unités de police pacificatrice (UPP).

L'initiative de l'actuelle vague de violence incombe aux trafiquants. Selon les services de renseignement, deux grandes factions rivales ont conclu une trêve pour s'unir et tenter de déstabiliser les UPP : le « Commando rouge », qui contrôle la favela de Rocinha, et les

« Amis des amis », qui règnent sur le Complexe d'Alemao.

Des bandits ont commencé, dimanche, à sévir sur les axes routiers, dont celui qui conduit à l'aéroport international. Selon un scénario bien rôdé, ces « narcos » prennent le contrôle d'un autobus, en chassent les passagers, avant d'y mettre le feu. Leur objectif est de rappeler à la police leur capacité de nuisance en semant la peur et le chaos dans la mégalopole.

Le gouvernement de l'Etat de Rio a placé en alerte 17 500 policiers. Il a fait appel au soutien logistique de la marine et obtenu la mise à disposition de 800 soldats. Il a fait transférer dix caids de la drogue, incarcérés à Rio, vers des prisons de sécurité maximale dans deux Etats très éloignés de Rio. Ces détenus sont soupçonnés d'avoir organisé, depuis leurs cellules, les attaques des derniers jours.

Chaque nouvel épisode de violence à Rio sème le doute sur la capacité du Brésil à accueillir en toute tranquillité les deux principaux événements sportifs de la planète, le Mondial de football en 2014 et les Jeux olympiques de 2016. ■

Jean-Pierre Langellier

A Rio, la renaissance de la

Les autorités brésiliennes veulent reconquérir les zon

Rio de Janeiro
Correspondant

In'en revient toujours pas, Thiago Firmino! Voir des gamins jouer au foot avec, dans les butts, un policier militaire en uniforme. Ici, au plus haut de sa favela, Santa Marta, dans la « zone sud » de Rio de Janeiro, sous les bras du Christ Rédempteur. Là où, il y a deux ans, les combats faisaient rage entre flics et bandits. Les murs voisins, troués à l'arme lourde, en portent encore témoignage. Ce coin-là, on l'appelait « le Vietnam ».

Grand, carrure d'athlète, Thiago, 29 ans, natif du lieu, parle de son fils Gabriel qui, espère-t-il, n'entendra plus siffler une balle ailleurs que dans les jeux vidéo. Il se souvient des enfants, au retour de l'école, que la police fouillait à l'entrée de la favela. Et de ceux que les malfrats obligeaient à hisser leur cerf-volant pour les prévenir du danger.

Santa Marta a poussé dans les années 1940. Soixante-dix ans plus tard, elle est la première favela débarrassée des gangs armés. Un matin de novembre 2008, le Bope, bataillon de choc de la police militaire, l'a conquise lors d'une bataille rangée. Une opération préparée par huit mois de travail de renseignement : écoutes téléphoniques, identification des trafiquants, localisation des « bouches à foin », les points de vente des drogues.

Des villes dans la ville

12,4 millions de Brésiliens vivent dans des favelas, soit 14,1% de la population totale. Un tiers des 5554 municipalités du pays abritent des bidonvilles, dont 1020 se trouvent à Rio de Janeiro.

20% de la population de Rio de Janeiro (hors périphérie) vit dans les favelas, lesquelles occupent 3,7% du territoire de la ville.

80% C'est le taux de développement de la population de la Rocinha, la plus grande favela de Rio de Janeiro, en dix ans.

En 2008, on y avait saisi la plus grosse prise jamais réussie à Rio : une tonne de *maconha* (haschisch) et des dizaines de fusils. Un mois après, une unité de l'Union de la police pacificatrice (UPP), s'installait dans Santa Marta « nettoyée » : 123 hommes et femmes, commandés par la capitaine (aujourd'hui major) Priscilla Azevedo, 32 ans, devenue la plus célèbre « fliquette » du Brésil. Ils occupent quatre postes fixes, dont le QG, au sommet, un gros bâtiment d'où l'on a une vue sublime sur la ville.

Il n'est pas loin le temps où « jusqu'à trente dealers en armes attendaient les clients »

Les UPP sont jeunes, bien formés, correctement payés. Une police de proximité qui a pour mission « d'aider » les 9 000 habitants de la favela. En vingt et un mois, ils n'ont pas tiré un seul coup de feu. Les couloirs et les escaliers du QG grouillent d'enfants. Un policier judoka enseigne des prises à une dizaine d'élèves. On y donne des cours de guitare et de violon.

Thiago est un animateur culturel dynamique et dévoué. Il connaît sa favela comme personne, jusqu'aux étroites venelles où deux passants ne peuvent se croiser, et dont certaines ont été baptisées « avenues », par dérision, ou « rue de la Patience » ou « impasse des Moqueurs », par humour.

Il en descend souvent les 788 marches, celles qu'il n'a plus besoin de gravir depuis l'ouverture à la population d'un funiculaire en mai 2008. Au sommet, il croise Manoel Isidora Ferreira, le plus ancien résident de Santa Marta : 78 ans, dont 56 passés sur la colline. Arrivé jeune homme du Nordeste, après une semaine d'autobus, il avait aidé à construire la chapelle et le réservoir d'eau.

Visiblement heureux de voir Santa Marta devenue une communauté « normale », débarrassée du noyau dur des trafiquants – les



Une patrouille de nu

autres se sont fait oublier. Il se réjouit de cette renalective. Il goûte modérément les caméras de sécurité dans les rues et déteste la ceinte, prétendument érigée par la mairie pour l'expansion de la favela.

Mais il est plutôt fier des antennes qui captent gratuitement l'éclairage public. Il faut maintenant payer pour l'électricité. La rampe nautique. Le centre culturel d'achèvement. La quai repeintes de o

Un télép

Rio de Janeiro
Correspondant

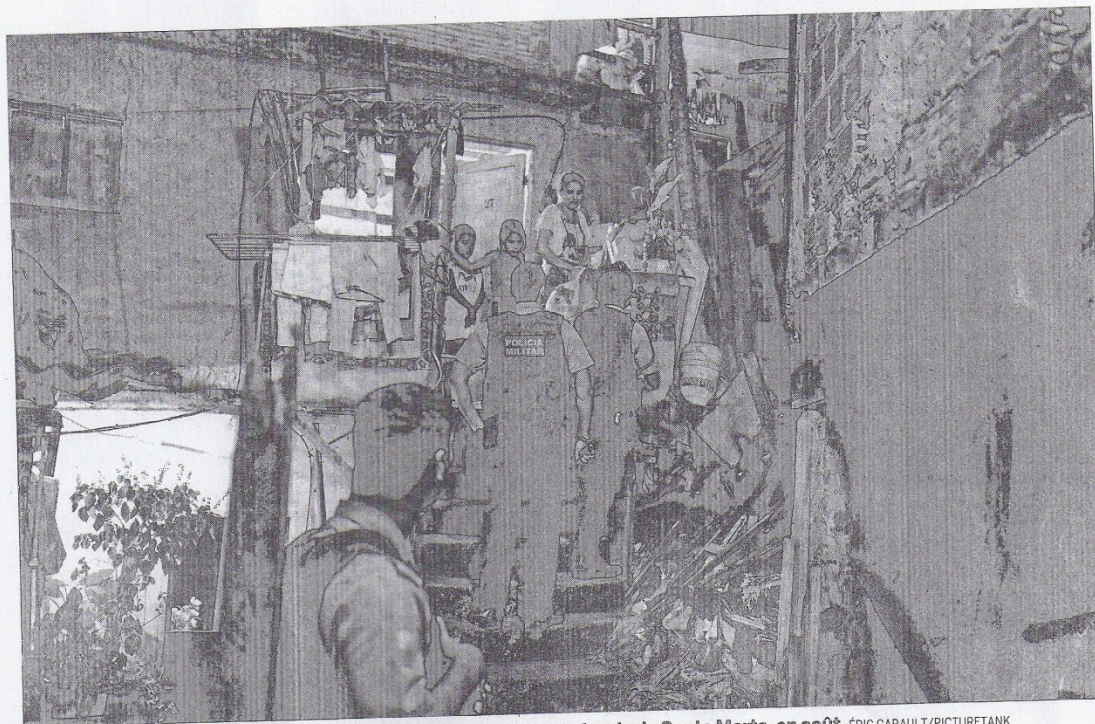
Du haut de cette plate-forme en béton et d'acier, un culeux embrasse l'infini. Le complexe d'Alemao ininterrompu d'une favela dans le nord de Rio de Janeiro. Quelque 120 000 personnes s'y entassent, sur des collines, dans un océan de briques et de béton surpeuplé de bric et de mac. Sur la plate-forme, achèvera bientôt le terminus de l'une des six lignes de

POUR MIEUX COMPRENDRE
ÉVOLUTIONS GÉOPOLITIQUES • ÉCONOMIE MONDIALE • MUTATIONS DE LA PLANÈTE

le nouvel
Observateur

naissance de la favela Santa Marta

conquérir les zones de non-droit, proies des trafics et de la violence



Une patrouille de nuit de l'Union de la police pacificatrice dans la favela de Santa Marta, en août. ÉRIC GARAUULT/PICTURETANK

autres se sont fait oublier – Thiago se réjouit de cette renaissance collective. Il goûte modérément les caméras de sécurité installées dans les rues et déteste le mur d'enceinte, prétendument écologique, érigé par la mairie pour contenir l'expansion de la favela.

Mais il est plutôt fier du reste. Les antennes qui captent le Wi-Fi gratuit. L'éclairage public, même s'il faut maintenant payer les factures d'électricité. La radio communautaire. Le centre culturel, en voie d'achèvement. La quarantaine de façades repeintes de couleurs vives

avec l'aide de deux artistes hollandais. Et la cinquantaine de bars et buvettes, les salles de billard, les tables de ping-pong, l'école de samba, le marchand de quatre-saisons, installé à côté d'un renforcement appelé « le QG » à l'époque du trafic. Thiago se souvient : « Il y avait là jusqu'à trente dealers en armes qui attendaient les clients ».

Son lieu préféré, c'est la terrasse Michael-Jackson, à mi-pente. Une dalle de ciment où l'idole, débarquée en hélicoptère, avait enregistré son clip *They don't care about us*, après avoir négocié avec le chef

des « narcos » de l'époque. Un souvenir d'adolescent, dont il connaît la date par cœur : 11 février 1996. Une statue en bronze doré et un portrait sur le mur commémorent l'événement.

Santa Marta devient une destination touristique. À l'entrée, des jeunes employés de l'Etat de Rio distribuent roses blanches et plans de la colline. Quelques agences organisent des visites personnalisées. « Nous voulons aider à faire connaître la favela et ses habitants », assure Gabriel Leveau, un Brésilien, guide chez Top Tours. Thiago n'aime

pas qu'on présente Santa Marta comme une favela modèle. Il y subsiste tant de pauvreté, et tant de problèmes, dans tous les domaines : assainissement, hygiène, éducation, santé, culture. Il souhaite surtout que les habitants fassent entendre leur voix pour qu'ils restent les principaux bénéficiaires du retour de la sécurité.

Les autorités de l'Etat de Rio, elles, ne sont pas au bout de leur peine. Dix favelas sont à ce jour « pacifiées » par 2 000 policiers. Dix sur un millier. ■

Jean-Pierre Langellier

Un téléphérique pour désenclaver les quartiers pauvres

Rio de Janeiro
Correspondant

Du haut de cette plate-forme de béton et d'acier, un coup d'œil circulaire embrasse l'immensité du complexe d'Alamao, un ensemble ininterrompu d'une douzaine de favelas dans le nord de Rio de Janeiro. Quelque 120 000 personnes s'y entassent, entre vallées et collines, dans un océan chaotique et surpeuplé de briques et de tôles ondulées. Sur la plate-forme, on achèvera bientôt le « numéro 4 »,

reliées entre elles : montées interminables de marches, chemins de terre, fatigue, perte de temps, insécurité, contrôle plus aisé du terrain par les trafiquants de drogue. D'où des batailles rangées périodiques entre police et bandits armés.

Seuls les minivans et les motos-taxis permettent de se déplacer rapidement. Dans quelques mois, le téléphérique sera mis en service. Il parcourra ses 3,5 km en quinze minutes, avec 163 cabines de dix passagers suspendues à une hauteur de 6 à 60 mètres. Soit au

ge de la construction. Elle installe le matériel mécanique, importé de France. Le géant brésilien du bâtiment Odebrecht érige les équipements en « dur ». Rio s'inspire du précédent de Medellin, en Colombie, où Poma a inauguré trois téléphériques en 2004, 2007 et 2010.

Fusil mitrailleur

Benjamin Dunesme, 37 ans, a travaillé à Medellin. Il dirige le projet de Rio : « C'est la solution idéale pour désenclaver ces quartiers pauvres. La connexion avec le train de banlieue donne tout son sens à cet

« la nuit, pendant les quelques heures où le téléphérique s'arrêtera ».

Les travaux ont entraîné le déplacement de 1300 familles, relogées dans des bâtiments neufs construits sur des sites d'usines désaffectées. Les quatre gares intermédiaires serviront aussi de centres sociaux, avec dispensaire, bibliothèque et atelier de formation professionnelle.

En finançant l'essentiel du projet, l'Etat marque sa volonté de reprendre pied dans des zones de non-droit. Cela prendra du temps. En montant en voiture en plein

A Rio, la renaissance de la favela Santa Marta

Les autorités brésiliennes veulent reconquérir les zones de non-droit, proies des trafics et de la violence

Rio de Janeiro
Correspondant

Il n'en revient toujours pas, Thiago Firmino. Voir des gamins jouer au foot avec, dans les buts, un policier militaire en uniforme. Ici, au plus haut de sa favela, Santa Marta, dans la « zone sud » de Rio de Janeiro, sous les bras du Christ Rédempteur. Là où, il y a deux ans, les combats faisaient rage entre flics et bandits. Les murs voisins, troués à l'arme lourde, en portent encore témoignage. Ce coin-là, on l'appelait « le Vietnam ».

Grand, carrure d'athlète, Thiago, 29 ans, natif du lieu, parle de son fils Gabriel qui, espère-t-il, n'entendra plus siffler une balle ailleurs que dans les jeux vidéo. Il se souvient des enfants, au retour de l'école, que la police fouillait à l'entrée de la favela. Et de ceux que les malfrats obligeaient à hisser leur crêpe volant pour les prévenir du danger.

Santa Marta a poussé dans les années 1940. Soixante-dix ans plus tard, elle est la première favela débarrassée des gangs armés. Un matin de novembre 2008, le Bope, bataillon choc de la police militaire, l'a conquise lors d'une bataille rangée. Une opération préparée par huit mois de travail de renseignement : écoutes téléphoniques, identification des trafiquants, localisation des « bouches à feu », les points de vente des drogues.

Des villes dans la ville

12,4 millions de Brésiliens vivent dans des favelas, soit 14,1 % de la population totale. Un tiers des 5 554 municipalités du pays abritent des bidonvilles, dont 10 20 se trouvent à Rio de Janeiro.

20 % de la population de Rio de Janeiro (hors périphérie) vit dans les favelas, lesquelles occupent 3,7 % du territoire de la ville.

En 2008, on y avait saisi la plus grosse prise jamais réussie à Rio : une tonne de *macorha* (haschisch) et des dizaines de fusils. Un mois après, une unité de l'Union de la police pacificatrice (UPP), s'installait dans Santa Marta « nettoyée » : 123 hommes et femmes, commandés par la capitaine (aujourd'hui major) Priscilla Azevedo, 32 ans, devenue la plus célèbre « flicquette » du Brésil. Ils occupent quatre postes fixes, dont le QG, au sommet, un gros bâtiment d'où l'on a une vue sublime sur la ville.

Il n'est pas loin le temps où « jusqu'à trente dealers en armes attendaient les clients »

Les UPP sont jeunes, bien formés, correctement payés. Une police de proximité qui a pour mission « d'aider » les 9 000 habitants de la favela. En vingt et un mois, ils n'ont pas tiré un seul coup de feu. Les couloirs et les escaliers du QG grouillent d'enfants. Un policier judoka enseigne des prises à une dizaine d'élèves. On y donne des cours de guitare et de violon.

Thiago est un animateur culturel dynamique et dévoué. Il connaît sa favela comme personne, jusqu'aux étroites venelles où deux passants ne peuvent se croiser, et dont certaines ont été baptisées « avenues », par dérision, ou « rue de la Patience » ou « impasse des Moqueurs », par humour.

Il en descend souvent les 788 marches, celles qu'il n'a plus besoin de gravir depuis l'ouverture à la population d'un funiculaire en mai 2008. Au sommet, il croise Manoel Isidora Ferreira, le plus ancien résident de Santa Marta : 78 ans, dont 56 passés sur la colline. Arrivé jeune homme du Nordeste, après une semaine d'autobus, il avait aidé à construire la chapelle et



Une patrouille de nuit de l'Union de la police pacificatrice dans la favela de Santa Marta, en août. ERIC GARAUZY/PICTURE ANX

autres se sont fait oublier – Thiago se réjouit de cette renaissance colorée. Il goute modérément les caméras de sécurité installées dans les rues et déteste le mur d'enceinte, prétendument écologique, érigé par la mairie pour contenir l'expansion de la favela.

Mais il est plutôt fier du reste. Les antennes qui captent le Wi-Fi gratuit. L'éclairage public, même s'il faut maintenant payer les factures d'électricité. La radio communautaire. Le centre culturel, en voie d'achèvement. La quarantaine de façades repeintes de couleurs vives

avec l'aide de deux artistes hollandais. Et la cinquantaine de bars et buvettes, les salles de billard, les tables de ping-pong, l'école de samba, le marchand de quatre-saisons, installée à côté d'un renforcement appelé « le QG » à l'époque du trafic. Thiago se souvient : « Il y avait là jusqu'à trente dealers en armes qui attendaient les clients. »

Son lieu préféré, c'est la terrasse Michael-Jackson, à mi-pente. Une dalle de ciment où l'idole, débarquée en hélicoptère, avait enregistré son clip *They don't care about us*, après avoir négocié avec le chef

des « narcos » de l'époque. Un souvenir d'adolescent, dont il connaît la date par cœur : 11 février 1996. Une statue en bronze doré et un portrait sur le mur commémorent l'événement.

Santa Marta devient une destination touristique. À l'entrée, des jeunes employées de l'État de Rio distribuent roses blanches et plans de la colline. Quelques agences organisent des visites personnalisées. « Nous voulons aider à faire connaître la favela et ses habitants », assure Gabriel Leveau, un Brésilien, guide chez Top Tours. Thiago n'aime

pas qu'on présente Santa Marta comme une favela modèle. Il y subsiste tant de pauvreté, et tant de problèmes, dans tous les domaines : assainissement, hygiène, éducation, santé, culture. Il souhaite surtout que les habitants fassent entendre leur voix pour qu'ils restent les principaux bénéficiaires du retour de la sécurité.

Les autorités de l'État de Rio, elles, ne sont pas au bout de leur peine. Dix favelas sont à ce jour « pacifiées » par 2 000 policiers. Dix sur un millier. ■

Jean-Pierre Langellier



Elizabeth de Souza Gomes da Silva, le 13 décembre 2013. GABRIEL FERREIRA/REUTERS/GETTY IMAGES

Bresil

Veuve Courage

Elizabete de Souza Gomes da Silva,
le 13 décembre 2013.
DANIEL MARTINS/AGENCIA OLHARES POUR « LE MONDE »

NICOLAS BOURCIER

Rio de Janeiro
Correspondant régional

Le visage est consumé. Les mains ridées, alourdies de bagues, triturent le bout des doigts. De ces gestes lents, discrets et répétés de ceux qui ont appris dans la douleur à maîtriser la colère. Six mois déjà que cette femme au corps tendu à l'extrême tient debout. Six mois de peur et de sœurs, à résister à l'envie de tout lâcher. Oublier sa vie de misère dans cette favela poisseuse de la Rocinha, à Rio, le plus grand bidonville du Brésil, où le silence n'est jamais absolu et le soleil toujours vertical. En finir avec son deux-pièces-cuisine-salle-de-bains où elle s'entasse avec onze autres personnes, dont cinq de ses six enfants. Et ne plus jamais songer à ce maudit 14 juillet 2013, où une patrouille de la police militaire a embarqué, torturé, tué et fait disparaître son mari Amarildo.

L'affaire est sordide. Comme tant d'autres, elle aurait dû se glisser sans bruit dans la colonne des statistiques. Celle dite des « disparitions forcées » qui vient de dépasser le seuil de 25 000 cas enregistrés depuis le début des années 2000 à Rio de Janeiro, un Etat blasé en matière de violence. Seulement voilà, Elizabete de Souza Gomes da Silva a tenu bon.

A 42 ans, « Bete », comme on l'appelle (prononcer bêche), a même été une des dénonciatrices les plus têtues et les plus expressives des violences policières de ces dernières années. Une veuve Courage qui est descendue une fois, deux fois, cinq fois dans la Rocinha avec une dizaine de proches avant de se retrouver aux côtés de plus de 1500 habitants à bloquer le tunnel de la voie express, reliant le sud et le centre de Rio aux nouveaux quartiers chics de l'ouest carioca. « Je devenais folle, la police et les autorités m'ont tourné le dos, ils ne me répondaient pas, j'ai donc arrêté la ville », glisse-t-elle de sa voix usée.

Cette action claque comme une gifle. Elle se répand comme une traînée de poudre. Un mois après le début de la fronde sociale de juin, le Brésil est encore incandescent. Les manifestations ont perdu de leur

Amarildo a disparu après avoir été arrêté par la police. Son histoire aurait pu grossir sans bruit les rangs des 25 000 cas de « disparitions forcées » enregistrés depuis le début des années 2000. Mais c'était compter sans la détermination de sa femme, « Bete »

intensité mais chaque soubresaut est pris sous le feu des projecteurs.

D'autant que la Rocinha est emblématique. Deux ans déjà que la police de « pacification » (UPP), ces unités de proximité installées dans plus d'une trentaine de favelas, s'y est déployée. Les recrues sont jeunes, légèrement mieux payées et censées rompre avec la brutalité à laquelle la police militaire avaient habitué les favelados. La grande Rocinha devait être un modèle du genre, un des succès les plus éclatants de la politique mise en place par la mairie et l'Etat de Rio en matière de sécurité avant le Mondial et les Jeux olympiques.

Or voilà. Amarildo n'est plus. Des masques à son effigie sont distribués dans les cortèges. Son nom est scandé par les manifestants. Et les réseaux sociaux s'en emparent. Une campagne « Où est Amarildo ? » est lancée. Comme si la disparition de ce maçon de 43 ans avait soudainement permis de porter une lumière crue sur les violences subies par les habitants des quartiers déshérités. « Cette affaire survient à un moment unique et rare dans notre pays et c'est peut-être la raison pour laquelle elle est devenue un symbole d'une réalité que nous devons changer », dira l'ancien éphémère secrétaire de sécurité de l'Etat et sociolo-

gue, Luiz Eduardo Soares. Amarildo, un cas d'école. Un fil rouge, tendu tout au long des protestations, rappelant les heures les plus noires de la répression militaire. Avec Bete comme porte-voix.

Assise depuis une demi-heure dans cette cantine du bas de la Rocinha, elle finit par relâcher ses doigts : « Je ne peux pas faiblir. Je ne m'arrêterai pas de réclamer les restes de mon mari. Je ne m'arrêterai pas tant qu'ils ne m'auront pas dit ce qu'ils en ont fait ».

Voilà six mois. Elle s'en souvient comme si c'était hier, la voix pleine de rage. Il est tard. Après une journée de travail ordinaire, Amarildo s'arrête au comptoir du coin, le Bar do Julio, du micro-quartier voisin Roupa Suja, « linge sale » en français. L'endroit tient sa mauvaise réputation. Depuis la veille, il fait partie de ces points « chauds » que surveille la police militaire. Le 13 juillet, les autorités avaient en effet déclenché une opération « Paix armée » sur la Rocinha, à la suite d'une vague d'agressions aux alentours. Une partie des 300 officiers déployés appartient à l'UPP.

Amarildo est interpellé par huit policiers. Ils décident de l'emmener au poste. La scène se déroule dans le calme, selon des témoins. Sur le chemin, le cortège passe devant Elizabete qui s'interpose : « Je leur ai dit qu'il était néci, qu'il n'a jamais eu de problème avec personne, qu'il ne s'est jamais fait taper par les trafiquants ni expulsé par la communauté ». Mais le petit groupe ne s'arrête pas. Elle décide de les suivre. Bete reconnaît parmi eux celui qu'on appelle ici « Tête de singe », un policier connu pour sa violence et sa brutalité.

Devant le petit local de la police, on refuse de la laisser entrer. « Ce ne sont que des vérifications, tu peux rentrer chez toi, m'ont-ils dit ». Bete ne bougera pas.

Le temps passe. Amarildo finit par sortir du poste, menotté. Les policiers le font monter dans une voiture qui prendra la direction du siège de l'UPP, en haut de la Rocinha. Il lui lâche : « Bete, mes papiers sont entre les mains de ce policier », en montrant « Tête de singe ». Elle ne le reverra plus. Accusée de connaître les trafiquants, et même d'avoir les clés de caches de drogue et d'armes, comme l'expliqueront plus tard les policiers, Amarildo n'a plus donné

signe de vie après avoir franchi la porte du bâtiment de l'UPP. Commence alors une longue saga judiciaire.

D'après la première version officielle, la police aurait confondu Amarildo avec un trafiquant recherché par les forces de l'ordre. Il aurait ensuite été relâché dans la nuit. A un moment où, curieusement, les caméras du poste de police se trouvaient être hors service.

Alors que l'opinion publique est de plus en plus mobilisée, l'affaire est confiée à deux enquêtrices. Elles ont carte blanche à condition de faire vite. Le 8 septembre, une reconstitution est organisée. Deux jours plus tard, c'est un juge qui décide que le gouvernement de Rio doit verser une pension à Elizabete. Encore quatre jours et ce sont deux témoins-clés, une mère et son fils mineur, qui se rétractent.

Après avoir affirmé qu'Amarildo avait été enlevé par les trafiquants et subissait des menaces, ils avouent avoir livré un faux témoignage. Ils auraient reçu la pro-

« Je ne m'arrêterai pas de réclamer les restes de mon mari. Je ne m'arrêterai pas tant qu'ils ne m'auront pas dit ce qu'ils en ont fait »

Elizabete de Souza Gomes da Silva

messe d'un appartement et 2 000 reais (625 euros) des mains du commandant de l'UPP de la Rocinha, Edson Santos. Le 2 octobre, dix policiers de l'UPP de la Rocinha sont inculpés pour torture entraînant la mort et dissimulation de cadavre. Le commandant fait partie des prévenus. Le lendemain, l'enquête révèle qu'Amarildo a été soumis à des chocs électriques et asphyxié avec un sac en plastique. Selon le rapport, les policiers auraient tenté d'obtenir des informations sur le trafic local.

On apprend que cinq policiers militaires impliqués collaboraient désormais à l'enquête. Deux agents, présentes cette nuit-là, dans une pièce voisine de celle où se trouvait Amarildo, auraient fini par se désolidariser de leurs collègues en reconnaissant

avoir entendu les hurlements du prévenu

Le 14 octobre, un nouveau témoignage indique que davantage de policiers avaient été impliqués. Un autre affirme qu'Amarildo a été soumis à une séance de torture puis noyé dans un seau d'eau au sein même de l'UPP. Au même moment, la police civile révèle l'existence d'actes de torture « fréquents » dans les UPP de Rio.

D'un ton redevenu calme, Bete lâche : « J'y a quelque chose de pourri dans ce Brésil. Il ont essayé de faire passer mon mari pour un drogué alors qu'il avait un casier vierge. Avec l'aide de certains médias, ils ont affirmé que moi-même je buvais et que j'avais été une proche d'un ancien chef du trafic local. Des foutaises pour salir la mémoire d'Amarildo ».

Elle dit simplement suivre plusieurs séances hebdomadaires avec un psychiatre. Des séances de musicothérapie également. Et puis ceci : « J'ai dit à la major venue prendre mon témoignage qu'il était l'Etat qui avait tué mon mari. Elle m'a présenté ses excuses, expliquant que les policiers ne voulaient rien de tout ça, que c'était seulement un des leurs qui avait déconné. C'était fait encore plus réagir. Je crois qu'elle n'a pas trop aimé ce que je lui ai dit ».

Fait inédit, le colonel Frederico Caldas fraîchement nommé à la tête des UPP de Rio, a publiquement demandé pardon à la famille d'Amarildo au nom de la police militaire. Il a ajouté que ce cas était « absurde et « inacceptable ». S'ensuivit le remplacement de 70 policiers de la Rocinha par de nouvelles unités. Et l'inauguration du premier commissariat de la police civile dans une UPP. « La situation a un peu changé depuis la disparition d'Amarildo, veut-il croire. L'arrivée de l'UPP avait provoqué de fortes tensions. Les patrouilles tiraient des coups de feu nuit et jour. Ce n'est plus total ment le cas. Ils n'entrent plus chez les habitants comme avant ».

Les chanteurs Marisa Monte et Caetano

Les chanteurs Marisa Monte et Caetano Veloso ont rendu un concert-hommage à Amarildo. Ils ont organisé une vente en enchères et permis d'acheter un appartement de 85 m² à Bete, un peu plus haut dans la Rocinha. « J'ai été reçue par les autorités de la ville et de l'Etat, ajoute-t-elle. Ils m'ont mis beaucoup de choses, mais je n'ai rien reçu. Ils m'ont même demandé si j'étais folle. J'ai dit : « Pourquoi quitterais-je la Rocinha ? ». Pour moi, c'est mon chez moi. C'est mon berceau de briques, de souvenirs, de larmes et de colère intacte. Bete vit, mais pour elle et sa communauté, à

Le Figaro

Le Figaro, 19 octobre 2009, p.9 « Scènes de guerre civile au coeur de Rio de Janeiro »

Le Figaro, 21 mars 2010, « Brésil : des îlots de misère sous la coupe de gangs ultraviolents »

Le Figaro, 22 mars 2010, « La police brésilienne reprend pied dans les favelas »

Le Figaro, 28 novembre 2010, « Le Brésil fait la guerre aux trafiquants de drogues »

Le Figaro, 15 août 2013, « Les disparitions forcées se multiplient à Rio de Janeiro ».

Le Figaro, 5 mai 2014, p.7 « Polémique sur la sécurité à Rio de Janeiro »

Scènes de guerre civile au cœur de Rio de Janeiro

L'explosion de violence intervient deux semaines après le choix de la ville comme siège des JO 2016.

LAMIA OUALALOU
RIO DE JANEIRO

BRÉSIL. L'oreille exercée des habitants du quartier de Vila Isabel, dans la zone nord de Rio de Janeiro, ne laisse pas place au doute. Réveillés par un crépitement de balles, à 2 h 30 du matin dans la nuit de vendredi à samedi, ils comprennent rapidement qu'il ne s'agit pas de tirs de ralliement en plein *baile funk*, ces fêtes dans les bidonvilles chaque week-end.

Cette fois, c'est la guerre, et elle vient des *marrons*, ces collines peuplées de favelas caractéristiques du paysage de Rio de Janeiro. Leurs sommets, difficiles d'accès et dotés d'une bonne visibilité du voisinage, sont les points de prédilection des narcotrafiquants.

En pleine nuit, le gang du Morro de Sao Joao lance l'attaque contre la favela du Morro dos Macacos pour prendre le pouvoir. Des rafales de tirs entre les deux factions durent jusqu'à l'aube, contraignant des dizaines d'habitants de Vila Isabel, un quartier de petite classe moyenne, à fuir leurs appartements par crainte des balles perdues.

Menace sur les Jeux minimisée
Pour empêcher la police d'arriver à la zone de combat, des pneus sont incendiés au milieu des routes d'accès.

À 8 h 30, sous la pluie, 120 agents commencent à investir la région. Un hélicoptère couvre leur progression avec, à son bord, six policiers chargés d'identifier l'origine des tirs. À 10 heures, l'inimaginable se produit : l'hélicoptère se transforme en torche, et s'écrase sur un terrain de football. Le véhicule explose dans les

minutes qui suivent, tuant deux policiers. Les quatre autres s'en tirent avec de graves brûlures. Le répit ne dure pas. À 11 h 30, un bus est incendié en pleine rue dans le quartier de Jacarezinho, un peu plus au nord. Sept autres suivront, dans plusieurs quartiers voisins, pour dévier l'attention de la police.

Installer la police dans les favelas

Dans les rues voisines, des automobilistes en panique font marche arrière pour fuir les lieux d'affrontement. Ce n'est qu'en milieu d'après-midi que le calme revient.

Outre les deux policiers, la bataille a provoqué la mort de dix personnes, présentées par les autorités comme des trafiquants de drogue.

Une cellule de crise a aussitôt été montée pour éviter que ce type d'attaque ne se répète dans d'autres favelas. Quelque 4 000 policiers supplémentaires viennent d'être mobilisés, avec le rappel de tous ceux qui étaient en vacances. Il s'agit de montrer que les autorités ont la situation bien en main, deux semaines après que la « ville merveilleuse », comme on l'appelle, a été choisie comme siège des Jeux olympiques de 2016.

La presse américaine, qui a mal vécu que Chicago soit écartée au profit de la ville brésilienne, s'est empressée, dès samedi, de souligner que l'hélicoptère a été abattu à dix kilomètres d'un des lieux destinés à abriter une partie de la compétition.

Le gouvernement régional comme le pouvoir fédéral se sont empressés de minimiser les menaces de violence sur les Jeux. « En choisissant la ville, les membres du Comité olympique connaissaient déjà le travail qui a été mené et se poursuivra dans



Un hélicoptère de la police avec, à son bord, six policiers chargés de localiser des zones de combat entre gangs, s'est écrasé, samedi à Rio, touché par des tirs. Deux policiers sont morts et quatre autres blessés. ALEXANDRE BRUM/AGENCIA O DIA/AP

le domaine de la prévention de la criminalité », explique le ministre de la Justice, Tarso Genro. Il fait référence aux opérations de « pacification » lancées depuis décembre 2008.

Cette nouvelle politique consiste à installer de façon permanente des unités de la police au cœur des favelas, qui, auparavant, se retiraient après les combats contre les narcotrafiquants. L'expérience est un succès dans les cinq favelas inves-

ties, la majorité dans la zone la plus privilégiée de la ville.

Les autorités estiment que cette stratégie réduit le champ d'action des trafiquants et les pousse à prendre d'assaut d'autres territoires, comme cela s'est passé ce week-end.

Au Brésil, la sécurité dépend des pouvoirs locaux et non du gouvernement fédéral. Brasília a mis à la disposition du gouverneur de Rio de Janeiro, Sergio

Cabral, des forces de sécurité supplémentaires. Sergio Cabral a pour l'instant refusé : ce serait un aveu d'impuissance à un an des élections, alors qu'il brigue sa propre succession.

L'efficacité de ses troupes est pourtant douteuse. Dès vendredi, la police savait, grâce à des interceptions de conversations entre factions, qu'une attaque serait lancée contre le Morro dos Macacos. Elle n'a rien pu faire pour l'empêcher. ■



LE BRÉSIL FAIT LA GUERRE AUX TRAFIQUANTS DE DROGUES

Le gouvernement brésilien a déclaré une guerre sans merci aux narco-trafiquants. Depuis une semaine, la ville de Rio est le théâtre de violents combats opposant les forces de l'ordre à plusieurs centaines de trafiquants de drogue. Ces affrontements ont déjà fait au moins 35 morts. Près de deux cents trafiquants ont été arrêtés, quatre tonnes de marijuana ont été saisies, ainsi que des armes et des munitions.

Le Mondial de football et les JO de 2016 en perspective

La bataille a culminé dimanche lorsque quelque 2600 parachutistes, fusiliers marins et membres des forces d'élite de la police, appuyés par des blindés et des hélicoptères, ont pris d'assaut le Complexo do Alemão, un ensemble de favelas du nord de Rio, où 600 narcos, solidement armés, s'étaient retranchés. Le Complexo do Alemão était le bastion de l'un des trois plus puissants gangs criminels de la ville, le Commando rouge, dirigé par Marcio

Nepomuceno, dit Marcinho VP. Samedi, les autorités avaient lancé un ultimatum aux narcos, mais un seul d'entre eux avait accepté de déposer les armes.

Marcinho VP est actuellement en prison, mais il aurait orchestré, avec l'aide de son épouse et de ses avocats - arrêtés depuis - une vague de violences sans précédent la semaine dernière. Ses nervis avaient incendié de nombreux véhicules et mitraillé un poste de police, semant la terreur au sein de la population.

Après des années d'apathie, le gouvernement de l'État de Rio, soutenu par le président Lula da Silva, a décidé d'endiguer une violence endémique qui a fait de Rio l'une des villes plus dangereuses du monde. Il y a deux ans, l'État a créé des «Unités de police pacificatrices» (UPP) qui ont reçu pour mission de pacifier les quartiers pauvres contrôlés par les trafiquants. Selon les autorités, deux des grandes factions criminelles de la ville, le Commando rouge et l'ADA (les «Amis des amis»), auraient conclu une trêve pour faire front aux UPP.

Près de deux millions de personnes - soit un tiers de la population intra-muros de Rio - vivent dans plus de mille favelas, dont treize ont été, à ce jour, «nettoyées» par les UPP. Le temps presse pour les autorités brésiliennes, qui se préparent à accueillir le Mondial de football en 2014 et les Jeux olympiques de 2016. À l'issue d'une offensive éclair, les forces de l'ordre se sont vantées hier d'avoir «reconquis le terrain» sans coup fêrir. Selon le commandant de la police militaire, il n'y aurait pas eu «d'affrontements armés» avec les narcos. Il n'a pas précisé où étaient passés ces derniers.

La police brésilienne reprend pied dans les favelas

Des unités spécialisées sont déployées pour «pacifier» les bidonvilles livrés à la loi des trafiquants de drogue.

LAMIA OUALALOU
RIO DE JANEIRO

BRÉSIL. Il y a un an, s'aventurer seul dans le bidonville du Morro Santa Marta, dans la banlieue sud de Rio de Janeiro, relevait de la folie. Plantée au cœur d'un quartier résidentiel, la favela était tenue par le Commando Vermelho, une des trois principales factions du narcotrafic de la grande cité brésilienne. On y croissait d'abord des préadolescents au regard dur, scotchés sur un banc toute la journée, chargés de surveiller l'entrée de la police ou d'un groupe rival. Un peu plus haut, leurs aînés montraient la garde autour de la boca de fumo, le point de vente de la drogue. Cocaïne, marijuana, et tout récemment crack : il y en avait pour toutes les bourses. Le sommet de la colline était réservé aux caïds du trafic qui y conservaient leur arsenal de guerre : fusils AK-47, revolvers de tous calibres, grenades et mitraillettes. Échanges de tirs et règlements de compte étaient monnaie courante dans un quartier livré à la peur.

«Tout ça, c'est fini!», assure aujourd'hui José Mario dos Santos, le président de l'association des habitants de Santa Marta. «Zé Mario», comme on l'appelle ici, déroule la chronologie de la métamorphose. Le 19 novembre 2008, la police prend d'assaut la favela. «On a cru que c'était une attaque habituelle : la police entre, tue, et s'en va. Puis les bandits reprennent le pouvoir», raconte-t-il.

Cette fois-ci, pourtant, le scénario est différent. Un mois plus tard, le 19 décembre, les bandes de 100 miliciens

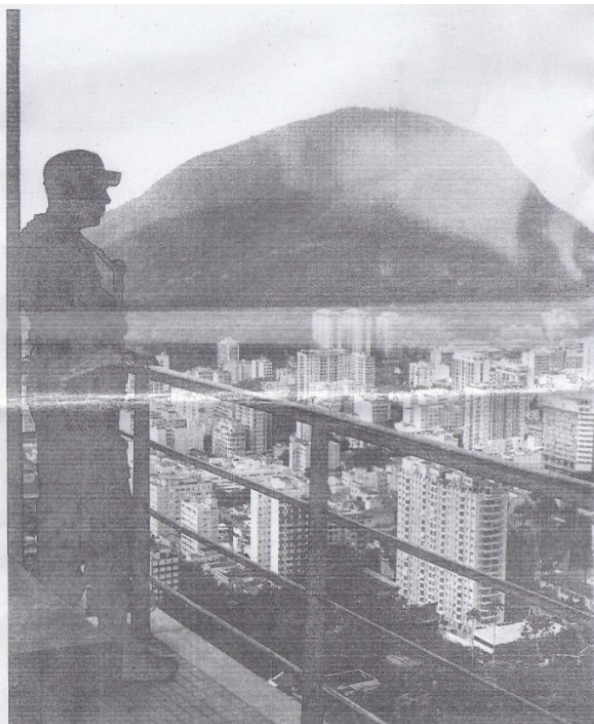
frustrées, un appui social, des activités culturelles», dit-il. Des familles habitant dans des masures de bois ont été installées dans de nouveaux logements. La collecte d'ordures a été améliorée. Les murs de briques ont été recouverts de peinture de toutes les couleurs. Un train funiculaire a été installé pour mener au sommet de la favela.

Méfiance réciproque

«Les vieux peuvent enfin sortir de chez eux et revivre», se félicite Ana Cristina Marques. À 47 ans, cette infirmière fait partie de la troupe de 18 agents communautaires ayant chacun en charge une centaine de familles. Elle se fait néanmoins évasive quand on l'interroge sur le départ des narcotrafiquants. «Pour moi, ça n'a rien changé, ils ne m'ont jamais fait de mal», dit-elle, le regard fuyant.

Selon Valdecir Pereira, pasteur de l'Église baptiste, «ici, on ne parle pas du trafic. On a peur. Que se passerait-il si la police repartait et si les gangs revenaient faire la loi?». Les habitants se souviennent des années 1990, quand un groupe de policiers installé pendant quelques mois avait soudainement plié bagages, livrant la communauté à la vengeance des gangs. «Dans une favela, celui qui parle sait qu'il peut se réveiller le jour suivant la bouche pleine de fourmis», explique le pasteur. Les habitants de Santa Marta attendent donc les élections de la fin 2010 pour se détendre. «Si, après le changement de gouvernement, la police

Un policier carioca observe la favela de Santa Marta, à Rio de Janeiro, en janvier 2009.
ALAIN LE BACQUER/
PICTURETANK



est toujours là, c'est que cette fois, c'est pour de bon», résume Valdecir Pereira.

Le bidonville de Santa Marta n'est pas une exception. Des bataillons de police pacificatrice ont déjà été installés dans neuf autres favelas, abritant 110 000 habitants. «En 2010, nous aurons libéré les territoires sur lesquels vivent 330 000 personnes», assure José Mariano Beltrame, le secrétaire à la Sécurité de l'État de Rio de Janeiro. L'objectif est d'atteindre, d'ici à la Coupe du monde (2014) et les

Jeux olympiques (2016), plus d'un million d'habitants, soit la majorité de ceux qui vivent sous la tutelle des narcotrafiquants ou des milices, ces groupes formés par des ex-policiers qui rançonnent les populations en échange de leur «protection».

La tâche n'est pas facile. La police est en sous-effectif. Et puis, «il faut impérativement trouver des emplois et des opportunités pour les jeunes des favelas, sinon, c'est une bataille perdue», insiste le chef

de la sécurité de l'État de Rio. En attendant, ces favelas et les policiers apprennent à vivre ensemble, et ce n'est pas facile. La méfiance est réciproque. Pour le pasteur Pereira, une cohabitation plus harmonieuse nécessitera du temps : «La police et nous, on commence à peine à se regarder et à se sécher, on n'a même pas encore échangé le premier baiser... Alors les fiançailles, ce n'est pas pour tout de suite!», conclut-il, en entraînant une dizaine de voisins dans un grand rire. ■

veiller l'entrée de la police ou d'un groupe rival. Un peu plus haut, leurs amis montaient la garde autour de la boccia de fumo, le point de vente de la drogue. Cocaine, marijuana, et tout récemment crack : il y en avait pour toutes les bourses. Le sommet de la colline était réservé aux calds du trafic qui y conservaient leur arsenal de guerre : fusils AK-47, revolvers de tous calibres, grenades et mitraillettes. Échanges de tirs et règlements de compte étaient monnaie courante dans un quartier livré à la peur.

« Tout ça, c'est fini ! », assure aujourd'hui José Mario dos Santos, le président de l'association des habitants de Santa Marta. « Zé Mario », comme on l'appelle ici, déroule la chronologie de la métamorphose. Le 19 novembre 2008, la police prend d'assaut la favela. « On a cru que c'était une attaque habituelle : la police entre, tue, et s'en va. Puis les bandits reprennent le pouvoir », raconte-t-il.

Cette fois-ci, pourtant, le scénario est différent. Un mois plus tard, le 19 décembre, un bataillon de 120 policiers s'installe définitivement dans le morro. La première Unité de police pacificatrice (UPP) vient de naître. Symboliquement, le groupe investit les installations des narcotrafiquants, un bâtiment de trois étages aux murs criblés de balles. Policiers militaires, les membres de l'UPP portent un uniforme distinctif, avec, sur l'épaule gauche, un énorme écusson « Police communautaire ». En majorité, ils sont tout fraîchement sortis de l'académie de police. « Ils n'ont pas intégré le vice de la corruption et ils ont été formés pour respecter les droits de l'homme », précise Silvia Ramos, spécialiste des questions de sécurité à l'université Candido Mendes. Ils bénéficient aussi d'un salaire supérieur, grâce à une subvention de la mairie.

Cela fait plus d'un an que des coups de feu n'ont pas retenti dans la favela. Pourtant, « Zé Mario » veut changer de sujet. « L'État est toujours entré chez nous avec des armes. Cette fois, il a promis des in-

Marques. A 47 ans, cette infirmière fait partie de la troupe de 18 agents communautaires ayant chacun en charge une centaine de familles. Elle se fait néanmoins évasive quand on l'interroge sur le départ des narcotrafiquants. « Pour moi, ça n'a rien changé, ils ne m'ont jamais fait de mal », dit-elle, le regard fuyant.

Selon Valdeci Perreira, pasteur de l'Église baptiste, « ici, on ne parle pas du trafic. On a peur. Que se passerait-il si la police repartait et si les gangs revenaient faire la loi ? ». Les habitants se souviennent des années 1990, quand un groupe de policiers installé pendant quelques mois avait soudainement plié bagages, livrant la communauté à la vengeance des gangs. « Dans une favela, celui qui parle sait qu'il peut se réveiller le jour suivant la bouche pleine de fournitures », explique le pasteur. Les habitants de Santa Marta attendent donc les élections de la fin 2010 pour se détendre. « Si, après le changement de gouvernement, la police

est toujours là, c'est que cette fois, c'est pour de bon », résume Valdeci Perreira.

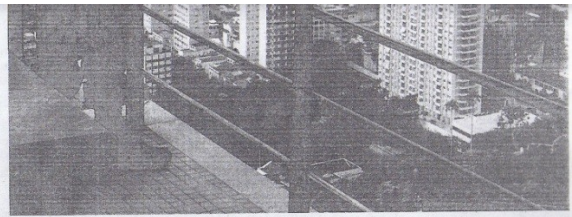
Le bidonville de Santa Marta n'est pas une exception. Des bataillons de police pacificatrice ont déjà été installés dans neuf autres favelas, abritant 110 000 habitants. « En 2010, nous aurons libéré les territoires sur lesquels vivent 330 000 personnes », assure José Mariano Beltrame, le secrétaire à la Sécurité de l'État de Rio de Janeiro. L'objectif est d'atteindre, d'ici à la Coupe du monde (2014) et les

Jeux olympiques (2016), plus d'un million d'habitants, soit la majorité de ceux qui vivent sous la tutelle des narcotrafiquants ou des milices, ces groupes formés par des ex-policiers qui rançonnent les populations en échange de leur « protection ».

La tâche n'est pas facile. La police est en sous-effectif. Et puis, « il faut impérativement trouver des emplois et des opportunités pour les jeunes des favelas, sinon, c'est une bataille perdue », insiste le chef

de la sécurité de l'État de Rio. En attendant, ces favelas et les policiers apprennent à vivre ensemble, et ce n'est pas facile. La méfiance est réciproque. Pour le pasteur Perreira, une cohabitation plus harmonieuse nécessitera du temps : « La police et nous, on commence à peine à se regarder et à se séduire, on n'a même pas encore échangé le premier baiser... Alors les fiançailles, ce n'est pas pour tout de suite ! », conclut-il, en entraînant une dizaine de voisins dans un grand rire. ■

300
bidonvilles
comptabilisées
dans la seule ville
de Rio de Janeiro



Des îlots de misère sous la coupe de gangs ultraviolents

« La politique de sécurité actuelle constitue peut-être la dernière chance de Rio de Janeiro »

Silvia Ramos,
Professeur

POUR LES HABITANTS des favelas de Rio de Janeiro, les rafales de tirs entre gangs rivaux sont un cauchemar ordinaire. Certains, parmi les moins désargentés, ont même investi dans des murs et des fenêtres blindés pour se protéger des balles perdues.

Chez « ceux de l'asphalte », comme on définit les habitants de la ville basse, la peur est sporadique. Pour « ceux du Morro », la favela qui s'étale sur les hauteurs, elle est devenue une seconde nature. Le trafic de drogue dicte toutes les règles de vie : les horaires de circulation, la tenue vestimentaire – certaines couleurs, revendiquées par

d'autres factions, sont interdites –, les tarifs du gaz et des bus, et même les amours. Avoir un faible pour un habitant de la favela voisine, dominée par un autre gang, vaut expulsion définitive de la communauté.

Le 5 octobre 1988, le Brésil a adopté dans l'euphorie une nouvelle Constitution, tournant le dos aux années de plomb de la dictature. Mais, à Santa Marta, comme dans les autres favelas de Rio, le texte est resté lettre morte. Tortures, exécutions sommaires, absence de liberté de circulation et d'expression : les vieilles pratiques sont restées en vigueur.

Selon Silvia Ramos, spécialiste des questions de sécurité à l'université Candido Mendes, les dernières initiatives pour « pacifier » les favelas apportent une lueur d'espoir. « C'est la meilleure politique de sécurité des vingt dernières années, elle constitue peut-être la dernière chance de Rio », estime-t-elle.

Rapts de policiers

Reste à convaincre les habitants, très méfiants à l'égard d'une police souvent corrompue. Les membres des Unités de police pacificatrice expriment eux aussi des doutes. La capitaine Pricilla de Oliveira, 31 ans, qui dirige

l'UPP à Santa Marta, raconte qu'elle n'a accepté ce poste qu'en contrecoeur. Deux ans auparavant, elle avait été séquestrée dans une autre favela. En tant que policière, elle était condamnée à mort. Deux fois, elle a profité de l'inattention de ses ravisseurs pour s'enfuir, avant d'être remise aux bandits par des habitants de la favela. À la troisième tentative, un jeune – « un ange » reprend-elle – a bien voulu l'aider. « J'ai gardé de cet épisode une détestation des habitants des favelas », reconnaît-elle, tout affirmant néanmoins qu'elle changera de travail « pour l'avenir ». ■ L.O. (À RIO DE JANEIRO)

Les disparitions forcées se multiplient à Rio de Janeiro, Lamia Oualalou, 15/08/2013

Comme quinze de ses compatriotes chaque jour, Amarildo de Souza est introuvable après son interpellation par les forces de l'ordre.

Dans les rues de la Rocinha, la favela où il vit depuis sa naissance, il y a quarante-trois ans, ses amis l'appellent « le Bœuf ». En dépit d'un corps malingre, Amarildo de Souza parvient à charger sur son dos deux gros sacs de ciment. Il porte aussi les malades, incapables de remonter seuls chez eux, au sommet de la colline. Dans cette partie de la favela, inaccessible même aux motos-taxis, les égouts s'écoulent à ciel ouvert et les cas de tuberculose sont fréquents. Le maçon, qui gagne trois cents reais (cent euros) par mois, y habite dans une baraque composée d'une seule pièce, qui fait office de chambre, salon et cuisine, avec Elisabete, sa compagne depuis vingt ans et leurs six enfants.

« Où est Amarildo ? »

À la Rocinha, ses voisins commencent à parler de lui au passé : le 14 juillet, Amarildo de Souza a disparu. Il a été interpellé dans le cadre de l'opération « Paix armée », déclenchée après une vague d'agressions aux alentours de la favela. Les officiers appartenaient à l'unité de police pacificatrice (UPP), installée depuis un an et demi dans la favela pour en reprendre le contrôle aux trafiquants. Après l'avoir appréhendé, sans motif apparent, ils l'ont emmené dans leur voiture. Plus de nouvelles depuis. Aux questions de la famille, les policiers ont répondu qu'Amarildo avait quitté l'UPP, mais que malheureusement, ce jour-là, les caméras de surveillance étaient en panne. « Ils pensent que les pauvres sont des imbéciles », a résumé Elisabete au quotidien brésilien *O Globo*.

Le Brésil tout entier s'est ému de cette disparition. Depuis un mois, les manifestations dans la rue et les réseaux sociaux exigent des autorités une réponse à la question : « Où est Amarildo ? »

Les classes aisées découvrent que son cas n'a rien d'isolé. Selon l'Institut de sécurité publique (ISP), tous les jours, quinze personnes disparaissent dans l'État de Rio de Janeiro, dont six dans la capitale.

«Rio de Janeiro est couvert de cimetières clandestins»

«Il y a des milliers d'Amarildo ; des 35.000 personnes disparues depuis 2007, un nombre incalculable est assassiné», dénonce Antônio Carlos Costa, qui dirige l'ONG Rio de Paz, très active dans la dénonciation de la violence au sein de la «ville merveilleuse». Entre faits divers, enlèvements organisés par des trafiquants, des miliciens ou la police, «Rio de Janeiro est couvert de cimetières clandestins, la baie de Guanabara est remplie de cadavres», poursuit-il.

L'incapacité des autorités à mettre fin aux violences policières, sensibles pour la première fois durant les manifestations de juin et juillet, discrédite la politique de sécurité du gouverneur de Rio de Janeiro, qui se targuait d'avoir «pacifié» les favelas. À un an de l'élection, l'ensemble du programme est en péril. Au pied de la Rocinha, un mois après la disparition du maçon, les manifestants ont accroché une banderole: «Qui a tué Amarildo?»

Polémique sur la sécurité à Rio de Janeiro

À cinq semaines de la Coupe du monde de football, une favela s'est embrasée, même si la violence baisse.

LAMIA OUALALOU
RIO DE JANEIRO

BRÉSIL. Un doux soleil d'hiver vient de s'éclipser. Après un match de football sur la plage de Copacabana, Douglas Rafael da Silva Pereira, «DG» pour ses amis, remonte chez lui dans la favela de Pavao-Pavãozinho. Il se faufile dans les ruelles étroites, aide une voisine à monter ses courses et demande au passage à un pasteur évangélique de le bénir. Un échange de tirs éclate. Deux policiers débarquent, le giflent, le plaquent contre le mur. «Je suis un truivallleur», répète DG. La tension monte, un coup part. DG s'écroule.

Le court-métrage, publié sur Internet en juillet 2013, devait, selon son metteur en scène Wanderson Chan, dénoncer «les problèmes sociaux parallèles à l'euphorie de la Coupe». DG, l'acteur principal, y jouait son rôle dans la vie: celui d'un jeune homme des favelas, connu, car danseur dans une émission populaire à la télévision. Mardi 22 avril, la réalité a rejoint la fiction. Le corps de DG a été retrouvé dans l'escalier d'une crèche, tué d'une balle. Le secrétaire d'État à la Sécurité, José Mariano Beltrame, «n'exclut pas la responsabilité de la police».

La tragédie provoque un soulèvement de la favela, d'autant plus visible qu'elle se situe au cœur de Copacabana. À cinquante jours de la Coupe du monde, des avenues sont bloquées des heures durant par des barricades en feu. Balles traçantes, vols d'hélicoptères, pleurs de terreur, cela fait des années que le quartier n'avait rien vu de tel. Car Pavao-Pavãozinho est une des premières favelas à avoir reçu une unité de police pacificatrice (UPP), cette nouvelle politique qui a permis une considérable augmentation de la sécurité dans la «ville merveilleuse».

Lancé fin 2008, ce plan partait d'un constat: le principal problème de Rio

de Janeiro est le contrôle du territoire. Des pans entiers de la ville échappent à l'État et vivent sous la tutelle des trois factions de narcotrafiquants (le Commando rouge, les Amis des amis et le Troisième Commando) qui se font la guerre, affrontent la police et enrôlent ses éléments corrompus.

Avec les UPP, il s'agit de reprendre pied dans le territoire, avec des policiers d'autant plus motivés qu'ils bénéficient d'un salaire doublé par des gratifications. À chaque fois, le modus operandi est le même: la police occupe une favela, elle en expulse les gangs et permet l'arrivée d'un bataillon qui s'installe le plus ostensiblement possible dans les locaux des chefs du trafic.

Dans les favelas occupées, les critiques perdurent, notamment à l'égard de la police qui impose normes et horaires, interdisant notamment les «bals funk», ces fêtes dansantes à ciel

ouvert qui constituaient le principal loisir des jeunes. «La police reste un acteur social autoritaire, qui peine à dialoguer», souligne Ignacio Cano, spécialiste

10 000 personnes

au moins ont été tuées par la police dans l'État de Rio, au nom de la légitime défense, entre 2002 et 2011

de la violence urbaine à l'université de l'État de Rio de Janeiro. Mais la population reconnaît un changement de donne. Le nombre de tirs au sein des communautés a diminué de façon spectaculaire et on peut de nouveau circuler sans crainte des représailles des factions. «Pour la première fois en vingt ans, le nombre d'assassinats diminue», salue le sociologue. Le taux

d'homicides pour 100 000 personnes est ainsi tombé de 37 à 18 entre 2007 et 2012.

Ignacio Cano rappelle toutefois le caractère géographiquement très sélectif des UPP, concentrées pour l'essentiel le long de la plage et sur les abords du stade Maracana. Il souligne aussi la perpétuation des violences po-

licières. Subies jusqu'à l'année dernière, elles sont violemment dénoncées depuis les grandes manifestations de juin 2013. «Entre 2002 et 2011, plus de 10 000 personnes ont été tuées par la police dans l'État de Rio, au nom de la légitime défense», dénonce Alexandre Giconello, responsable des droits de l'homme à l'antenne locale d'Amnesty International. «Dans les UPP, les jeunes sont soumis à des humiliations quotidiennes par la police et doivent demander une autorisation pour la moindre fête, d'où le ras-le-bol», poursuit-il.

Plus de cinq ans après leur lancement, la perpétuation des UPP, qui semblaient il y a quelques mois encore indéboulonnables, est aujourd'hui en question. «Ces épisodes de violence policière sont lamentables, parce qu'ils mettent en péril la politique de proximité qu'il faudrait bâtir», regrette le colonel Robson Rodrigues, qui a dirigé les UPP entre 2010 et 2011. L'officier déplore que l'expérience accumulée dans chacun des commissariats ne fasse l'objet d'aucune étude. «Tout fonctionne à l'intuition, ça marche dans certaines favelas parce que les chefs des UPP favorisent le dialogue, mais ce n'est pas une politique de proximité», précise-t-il.

Sans ce travail scientifique, on est à la merci de la spéculation et de l'émotion, énorme en année électorale, et plus encore avec la Coupe du monde. Interrogé sur l'avenir de la sécurité à Rio de Janeiro, Robson Rodrigues botte en touche: «Le gouvernement est en pilotage automatique et ne répond plus que par la quantité d'agents, en oubliant la qualité de la politique, nous verrons après l'élection.» La Coupe du monde peut-elle donner lieu à un embrasement? Le colonel anthropologue aimerait opiner par une certitude. Il est désolé de répondre que cela dépend un peu de la qualité du football de la Seleçao. «Si l'équipe va loin, tout ira bien. Sinon... tout est possible.» ■



Les funérailles de «DG», le 24 avril, à Rio de Janeiro. La mort du jeune homme, dans laquelle la police serait impliquée, a provoqué une très vive émotion. F. DANA/AP

Libération, 19 octobre 2009, p.8, « Rio ne répond plus de la guerre des gangs »
Libération, 26 novembre 2010, p.8 « Les narcos sèment le chaos à Rio de Janeiro »
Libération, 11 janvier 2011, p.28, « Santa Marta, favela désarmée »
Libération, 24 avril 2014, p. 9 « Une bavure enflamme une favela de Rio »
Libération, 31 mai et 1er juin 2014, p.6, « Autodromo, cerné par la modernité »

LIBÉRATION LUNDI 19 OCTOBRE 2009



Une unité tactique de la police prend place, hier, dans la favela Morro dos macacos, à Rio. PHOTO HELIO CARDOSO. AFP

Rio ne répond plus de la guerre des gangs

NARCOTRAFIC Week-end meurtrier dans la ville brésilienne, avec comme point d'orgue un hélicoptère de la police, abattu par les caïds.



L'audace des caïds qui tiennent les favelas de Rio de Janeiro semble ne plus avoir de limites. Ces derniers sont parvenus à abattre, samedi, un hélicoptère de la police – tuant deux des cinq hommes présents à bord. Du jamais-vu, même dans un Brésil blasé par la violence. Une violence qui a repris de plus belle à Rio, deux semaines seulement après la désignation de la ville comme hôte des Jeux olympiques en 2016. Bilan officiel de ce week-end : 14 morts (les deux policiers et douze suspects présumés) ainsi que quatre personnes arrêtées.

Tout a commencé samedi à l'aube, lorsque deux favelas voisines, São João et Morro dos macacos (la « colline des singes »), entrent en guerre. « Le commando rouge », gang qui contrôle la première, part à l'assaut de la

seconde, tenue par « Les amis des amis ». Objectif : « prendre » les points de vente de drogue très prisés du Morro dos macacos, la favela étant située dans un quartier de classe moyenne, c'est-à-dire avec un fort potentiel de consommation de stupéfiants. « Je vis dans le coin depuis trente ans et je n'ai jamais entendu un échange de tirs aussi intense », raconte un témoin cité par le journal

« Les caïds sont désespérés car ils perdent de l'espace et de l'argent. »

José Maria Beltrame
secrétaire à la Sécurité publique de Rio

O Globo. De nombreux habitants ont dû quitter leur domicile par crainte des balles perdues.

Grâce aux écoutes téléphoniques, la police était au courant dès la veille de l'invasion imminente du Morro dos macacos mais n'est pas parvenue à l'éviter. « La favela a des centaines d'accès, nous ne pouvons pas tous les contrôler », a justifié le secrétaire à la Sécurité publique de Rio, José Maria Beltrame. Selon lui, ses hommes n'ont investi les deux bidonvilles

qu'au matin afin de mieux épargner les civils.

L'hélicoptère abattu – qui n'était que partiellement blindé – survolait São João pour tenter de récupérer des policiers blessés dans les affrontements. D'après les spécialistes, l'appareil a vraisemblablement été touché par des tirs de fusil, et non de lance-roquettes car il aurait dans ce cas explosé en vol. Le pilote a réussi un at-

terrissage forcé sur un terrain de football, évitant les habitations. Trois policiers ont eu le temps de sauter à terre,

avant que l'hélicoptère ne prenne feu devant les caméras de télévision. Peu après, les gangs ont incendié huit autobus, non sans avoir forcé les passagers à fuir.

L'insécurité frappe toutes les grandes villes brésiennes. A Rio, elle est aggravée par la guerre entre forces de l'ordre et narcotrafiquants, mais aussi entre gangs eux-mêmes. Le Brésil avait relativisé le problème pendant la campagne pour les JO, au motif qu'il a été maîtrisé lors des Jeux panaméricains qui se

sont tenus dans la ville en 2007. La Force nationale de sécurité, un corps d'élite qui dépend du gouvernement fédéral, s'était alors déployée sur place. Il n'empêche, ce nouvel épisode donne la mesure du défi qui attend les autorités. « Nous pouvons mettre 40 000 hommes [forces locales et fédérales, ndlr] dans la rue et organiser l'événement », a répété hier le gouverneur de l'État de Rio, Sérgio Cabral, précisant toutefois que son objectif était d'assurer « la paix avant, pendant et après les Jeux ».

José Maria Beltrame attribue, lui, les conflits pour les points de vente de drogue au sein des favelas à la répression. « Ils [les caïds] sont désespérés car ils perdent de l'espace et de l'argent. » Cinq favelas qui étaient dominées par des narcotrafiquants ont certes été reprises par la police. Mais Rio de Janeiro en compte environ 800 et bon nombre d'entre elles sont encore sous l'emprise des caïds qui profitent du vide laissé par l'État dans ces poches de misère pour y faire la loi.

De notre correspondante à São Paulo
CHANTAL RAYES

Les narcos sèment le chaos à Rio de Janeiro

BRÉSIL Les gangs assaillent la ville en réaction au début de reconquête des favelas menée par la police.

Une fois de plus, Rio de Janeiro est à feu et à sang. Depuis dimanche, la ville, qui accueillera la prochaine Coupe du monde de football en 2014 puis les Jeux olympiques deux ans plus tard, est en proie à des violences perpétrées par les gangs de narcotrafiquants contrôlant une partie des favelas (bidonvilles). Les *bandidos* attaquent des postes de police à l'arme automatique, incendient autobus et véhicules, et multiplient les *arrastões*, les braquages en série d'automobilistes.

La police a riposté par des incursions dans une trentaine de favelas à la recherche de suspects. Le bilan provisoire des affrontements (qui se poursuivaient hier) est de 27 morts, dont 19 dans la seule journée de mercredi. Il n'y a pas de policiers parmi les victimes, mais une adolescente de 14 ans a perdu la vie, atteinte par une balle perdue. Selon les autorités, ces violences auraient été commanditées depuis la pri-

son dite de «sécurité maximale» de Catanduvas, dans le sud du Brésil, où sont incarcérés les chefs de deux puissants gangs de narcotrafiquants de Rio, le Commando rouge (CV en portugais) et les Amis des amis (ADA).

Les détenus ont droit aux visites, ce qui leur permettrait de communiquer des consignes à leurs troupes.

Pour le gouverneur de Rio, Sérgio Cabral, comme pour les analystes, cette vague de terreur serait une mesure de représailles contre la politique de reprise en main de favelas autrefois sous la coupe des gangs. L'Etat a en effet délogé ces derniers d'une douzaine de bidonvilles où sont désormais déployées des «unités de police pacificatrice» (UPP).

En s'installant dans des quartiers où les forces de l'ordre ne faisaient jusqu'alors que des incursions – aussi brutales qu'ineffectives – cette police de proximité a réussi à mettre fin à une sanglante guerre entre gangs rivaux et considérablement affaibli le commerce local de drogues, privant les caïds de leur gagne-pain comme de leur pouvoir.

son dite de «sécurité maximale» de Catanduvas, dans le sud du Brésil, où sont incarcérés les chefs de deux puissants gangs de narcotrafiquants de Rio, le Commando rouge (CV en portugais) et les Amis des amis (ADA).

Les détenus ont droit aux visites, ce qui leur permettrait de communiquer des consignes à leurs troupes.

Pour le gouverneur de Rio, Sérgio Cabral, comme pour les analystes, cette vague de terreur serait une mesure de représailles contre la politique de reprise en main de favelas autrefois sous la coupe des gangs. L'Etat a en effet délogé ces derniers d'une douzaine de bidonvilles où sont désormais déployées des «unités de police pacificatrice» (UPP).

En s'installant dans des quartiers où les forces de l'ordre ne faisaient jusqu'alors que des incursions – aussi brutales qu'ineffectives – cette police de proximité a réussi à mettre fin à une sanglante guerre entre gangs rivaux et considérablement affaibli le commerce local de drogues, privant les caïds de leur gagne-pain comme de leur pouvoir.

La criminalité est également en baisse sur l'«asphalte», comme on appelle les quartiers aisés du voisinage.

Une quarantaine d'UPP, censées investir au total près de 150 favelas (certaines unités sont en charge de plusieurs quartiers) doivent être

même leur arrivée. Ils se sont repliés sur l'immense complexe de bidonvilles dit de l'Alemão, dans le nord de Rio.

Pour beaucoup, le succès de la «pacification» dépendra de la «prise» de l'Alemão et d'autres grandes favelas, où cette politique, actuellement limitée à des quartiers de taille moyenne, n'a pas encore été testée.

De plus, les UPP ne concerneront que près de 15% des quelque 1020 favelas de Rio, en général proches des zones touristiques ou des équipements sportifs où se dérouleront le Mondial et les Jeux olympiques.

De notre correspondante à São Paulo **CHANTAL RAYES**

INVITATION

Santa Marta, favela désarmée

Par GÉRARD THOMAS
Envoyé spécial à Rio de Janeiro (Brésil)

Une véritable scène de telenovela. Sur les hauteurs de la favela (bidonville) de Santa Marta, à Rio, deux couples de touristes américains, canette de Coca à la main et reflex numérique à l'épaule, se pressent autour de Ricardo, un jeune habitant des lieux devenu guide de la misère pour une poignée de dollars par jour. «*Je leur ai fait découvrir l'un des plus beaux points de vue carioca*», assure-t-il la visite terminée, après avoir confié ses protégés à un taxi qui les ramène vers leur hôtel des quartiers résidentiels d'Ipanema ou de Copacabana. A quelques centaines de mètres d'altitude, la «place» Michael-Jackson – le chanteur y a tourné le clip du titre *They Don't Care About Us*, en 1996 – offre en effet un panorama grandiose sur la baie de Rio hérissée de ses *morros* («collines») verdoyants.

La communauté de Santa Marta, située tout près

du centre-ville au-dessus du quartier de Botafogo, est un entrelacs de venelles qui serpentent à flanc de colline sous les bras du Christ rédempteur, symbole de la capitale carioca. Quelque 10 000 habitants s'y entassent dans des baraquats de briques, de tôles ou de planches. La règle qui prévaut dans l'édification des favelas où personne ne détient de titre de propriété est respectée : plus on monte, plus la pauvreté est criante. Surplombant l'ensemble du site, le bâtiment qui abrite l'Unité de police pacificatrice (UPP) est en revanche un édifice moderne construit en dur et peint en bleu et blanc.

Un raid meurtrier

La major Priscilla de Oliveira Azevedo et son bataillon de 117 hommes veillent à la tranquillité des lieux. «*Après tout, c'est une bonne idée que les gens qui visitent le centre-ville et se détendent sur les plages, puissent également se balader dans les favelas, y rencontrer les habitants et avoir une idée de la manière dont ils vivent. Cette année, 2 791 touristes, la plupart étrangers, sont venus ici*», se félicite-t-elle. A 32 ans, cette belle métisse à la voix douce et au sourire avenant dirige d'une main de fer la première UPP mise en place par le gouvernement brésilien, il y a deux ans, pour tenter de contenir l'extrême violence des narcotrafiquants qui font la loi dans les quartiers populaires des grandes villes. «*Aujourd'hui, je sais bien que la vente de produits illicites, cocaïne, marijuana ou crack, continue dans les rues*, prévient Priscilla. *Mais il n'y a plus d'armes aux points de vente et nous n'avons donc plus de morts à déplorer à cause de règlements de compte*. Avant, les truands n'hésitaient pas à tirer.» L'ex-président Luiz Inácio Lula da Silva, qui a transmis les clés du palais du Planalto le 1^{er} janvier à sa dauphine Dilma Rousseff, en avait fait un des thèmes majeurs de ses récentes interventions : il ne doit plus y avoir de zones de non-droit au Bré-

il y a deux ans, l'armée brésilienne prenait d'assaut ce bidonville de Rio, fief des narcotrafiquants. Aujourd'hui, ses 10 000 habitants vivent dans une paix relative sous contrôle policier. Une priorité pour le gouvernement.

sil. L'occupation par l'armée, à la fin du mois de novembre, du Complexo do Alemão, un ensemble de quinze favelas considéré comme l'un des bastions des narcos de Rio, est un signal fort lancé par les autorités. En moins de deux heures, 2 600 parachutistes et troupes d'élites de la police, appuyées par des blindés et des hélicoptères, ont pris le contrôle de la place. Trois mafieux auraient été tués et 40 autres arrêtés après des affronte-

«La vente de produits illicites continue. Mais il n'y a plus d'armes aux points de vente, de règlements de compte, de morts. Avant, les truands n'hésitaient pas à tirer.»

Priscilla de Oliveira major de l'Unité de police

ments armés qui, pour la première fois, n'ont pas fait de victimes collatérales chez les habitants. Mais les gros bonnets ont trouvé le moyen de s'échapper et les forces de l'ordre ne disposent pas d'assez d'effectifs pour occuper à long terme le terrain reconquis.

«*Pour pacifier les lieux de non-droit et d'extrême violence, les autorités s'inspirent de leur expérience haïtienne*», remarque le sociologue Ignacio Cano, responsable du Laboratoire d'analyse de la violence à l'université de Rio de Janeiro. En 2004, dans le cadre de la Mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti (Minustah), le contingent brésilien s'était notamment retrouvé en charge de Cité-Soleil, un quartier de Port-au-Prince rongé par les gangs et les trafics en tout genre. Les forces de l'ONU, sous commandement brésilien, y ont rétabli un semblant d'ordre en lançant dans un premier temps un raid meurtrier pour prendre le con-

trôle du quartier, en filtrant par la suite la moindre entrée dans Cité-Soleil. «*En fait, dans les favelas de Rio, les forces de l'ordre sont également engagées dans la reconquête du territoire*, souligne Cano. *Dans les douze favelas de la ville où des unités de police pacificatrice ont été mises en place, le trafic continue, certes, mais sans les armes. La criminalité y est réellement en forte baisse.*»

Le salaire des policiers doublé

A Santa Marta comme dans les onze autres favelas de Rio – sur un total de 1020 – où des UPP existent, l'opération s'est faite aux forceps. Quelques semaines avant l'occupation des lieux par les très redoutés Bataillons des opérations spéciales de la police (Bope), les autorités font savoir par voie de presse ou d'affichage que les commandos interviendront à une date fixée à l'avance. «*Ça donne le temps aux banditos les plus craintifs, où les moins bien préparés à l'affrontement, de quitter les lieux*», explique Priscilla de Oliveira dans un sourire. Après, l'assaut est donné, souvent de manière extrêmement brutale. «*Ici, cinq truands ont été tués dans les affrontements avec les hommes du 2^e bataillon*, précise le major. *De nombreuses armes et des*

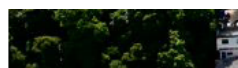
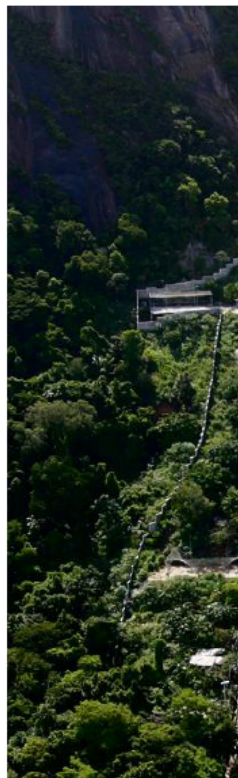
quantités importantes de cocaïne ont été saisies.» Le 2^e bataillon a ensuite occupé militairement les lieux pendant deux mois, d'octobre à novembre 2008, avant que l'UPP ne prenne le relais en décembre.

Fusils d'assaut posés en évidence sur les genoux dans leurs voitures aux couleurs de la Police militaire de l'Etat de Rio (PMER), quatre lieutenants de Priscilla de Oliveira sont postés aux deux entrées de la favela. Ils observent avec attention les allées et venues des habitants, prêts à rapporter immédiatement à leur hiérarchie toute intrusion suspecte. La plupart des policiers de Santa Marta sont des hommes chevronnés, formés au tir rapide et au combat de rue.

A l'image d'Emerson, un grand gaillard qui rigole en montrant la cicatrice creusée par la balle qui lui a déchiré la joue avant de lui traverser l'oreille et de ressortir à quelques millimètres du crâne lors d'une intervention, il y a deux ans,

contre les caïds du complexe d'Alemao. Ou de Ribeiro, perché sur le perron de l'UPP, qui trimballe négligemment son automatique 10 mm à même la poche arrière de son treillis en scrutant l'horizon.

Pour inciter ces durs à cuire à postuler dans les UPP, l'Etat fédéral et la municipalité de Rio doublent leur salaire de 1 000 réis mensuels (environ 451 euros pour un policier sans grade) versé par l'Etat de Rio. Tous ont des souvenirs d'affrontements meurtriers, de populations terrorisées, de vies brisées par la violence ou de sacrées sueurs froides. Priscilla, qui a servi durant treize ans dans les bas-fonds d'Olaría (nord de Rio) après avoir obtenu son diplôme de l'académie de police, a eu, elle aussi, la peur de sa vie en 2007. En sortant d'un culte à l'Assemblée de Dieu, l'église évangéliste dont elle est membre, elle a été détournée, violemment tabassée et enfermée deux heures du-





Vue aérienne
de Santa Marta
à Rio de Janeiro,
le 8 avril 2010.
PHOTO SERGIO
MORAES REUTERS

due», se réjouit Fernanda, une jeune femme en train de se faire teindre les cheveux par une copine devant son domicile. Un peu plus loin, Armando, vieillard qui croule sous le chargement de vieux cartons qu'il récolte pour les revendre, crache par terre pour montrer le mépris qu'il porte aux trafiquants qui contrôlaient la localité. Du vendeur de rue à l'épicier en passant par le propriétaire du débit de boisson, chacun se félicite de la disparition des armes et de la présence de l'UPP.

Funk et rap n'ont pas droit de cité

D'autant que dans les favelas «pacifiées», l'Etat investit massivement pour améliorer les infrastructures. Les résidents de Santa Marta disposent désormais d'un réseau de distribution d'eau potable, l'éclairage public ainsi qu'un téléphérique ont été installés, et de nombreuses aides sociales (fédérales, régionales ou municipales) viennent épauler les plus démunis. Un centre social fonctionne également au rez-de-chaussée du commissariat. En contrepartie, Priscilla de Oliveira et les membres de sa police de proximité exercent un contrôle un peu inquisiteur sur la vie quotidienne des habitants dont ils connaissent les horaires et les moindres habitudes. Les organisateurs de toute manifestation (politique ou culturelle) doivent en référer à la police et les groupes de musique funk



A gauche
et à droite :
dans la favela
de Santa Marta,
en septembre
2010. Au centre,
la major Priscilla
de Oliveira
Azevedo. PHOTOS
LUDOVIC CAREME

rant dans le coffre de sa voiture par deux hommes puissamment armés. «Je ne sais toujours pas comment je m'en suis sortie vivante», affirme-t-elle aujourd'hui en précisant qu'elle a désormais toujours son automatique à portée de la main. D'ailleurs, malgré le calme qui règne à Santa Marta, les policiers patrouillent en formation de combat, gilets pare-balles enfilés et mains posées sur la crosse de leur pistolet. A quelques mètres en arrière du groupe, un tireur d'élite est positionné en couverture, fusil braqué sur les toits. «C'est plus

par dissuasion pour d'éventuels gangs qui voudraient profiter de la tranquillité des lieux pour venir s'y établir qu'à destination de la population locale», lance Priscilla. Mais aussi comme avertissement aux «milices», ces bandes de déserteurs de l'armée ou d'anciens policiers qui trouvent plus lucratif d'organiser le trafic de bouteilles de gaz ou d'eau potable dans les favelas que de traquer les gangs armés. Les habitants de Santa Marta semblent apprécier la sérénité retrouvée. «On peut boire un verre sur notre terrasse sans risquer de prendre une balle per-

et rap n'ont pas droit de cité à Santa Marta.

«Nous fringions les marginaux. Dans les quatre années qui viennent, toutes les communautés seront sous contrôle de l'Etat, assure Sergio Cabral, le gouverneur de l'Etat de Rio membre du Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB, allié du Parti des travailleurs de Lula). Nous allons mettre en place des UPP partout où il y a de la violence.» Selon les derniers chiffres publiés par l'Institut de la sécurité publique (ISP) qui analyse les résultats des sept premiers mois de l'année, Rio aurait connu le plus faible taux d'homicides depuis dix-neuf ans en juillet, en baisse de 22,5% par rapport à ceux de 2009. «Mais attention aux statistiques, avertit Ignacio Cano, on ne gagne pas si facilement la guerre contre le crime. Une partie des délinquants quitte la ville pour s'installer ailleurs dans l'Etat, là où la présence policière est bien moindre.» Pour pacifier toutes les favelas de Rio – et notamment les 44 plus importantes situées à proximité des installations qui accueilleront le Mondial de football en 2014 et les Jeux olympiques de 2016 – le gouverneur va engager 25 000 nouveaux policiers, portant ainsi ses effectifs à 65 000 hommes. En ce mois de janvier, la prochaine cible désignée aux Bataillons d'opérations spéciales n'est autre que la célèbre favela de la Rocinha, la plus grande du Brésil où les gangs jouissent pour l'heure d'une totale impunité. Plus de 1 000 hommes vont être engagés.

En attendant, les cariocas réconciliés avec leur police se pressent en ce début d'année dans les nombreux cinémas qui programment *Troupe d'élite 2*, l'ennemi est maintenant différent. Le film, qui bat tous les records d'audience, met en scène une unité d'élite de la police aux prises avec les milices des favelas. ◀

Dans les favelas de Rio, les disparus de la «pacification»

C'était le 14 juillet. Amarildo de Souza, un maçon noir âgé de 43 ans, rentrait chez lui à la Rocinha, la plus grande favela de Rio, quand il est abordé par les hommes de l'Unité de police pacificatrice (UPP) déployée sur place depuis un an. Ils prennent ce père de famille pour un trafiquant de drogue et l'emmènent pour l'interroger. Depuis, l'homme est porté disparu. Il y a encore quelque temps, l'affaire serait passée inaperçue, dans un Brésil blasé en matière de violence. Mais le mouvement social qui a secoué le pays au mois de juin est passé par là et, de Rio à São Paulo, des manifestants scandent «Où est passé Amarildo ?» obligeant les autorités à ouvrir une enquête.

Chef de l'UPP de la Rocinha, le major Edson dos Santos jure avoir relâché Amarildo, après s'être rendu compte qu'il n'était pas le caïd recherché. Sa femme, Elizabeth Gomes, elle, est convaincue qu'il est mort. Les indices sont troublants : le jour des faits, les deux caméras de vidéosurveillance du siège de l'UPP étaient en panne. Un témoin aurait

ont été investis par des UPP dans le but d'en reprendre le contrôle aux gangs de narco-trafiquants armés qui y faisaient la loi. Or, cette police de proximité était censée rompre avec la brutalité extrême à laquelle les flics avaient habitué les *favelados*.

Pour Tião Santos, de l'association Viva Rio, il n'est pas exclu qu'Amarildo ait été enlevé par les caïds, dans le but de discréditer les UPP. La veille de sa disparition, 48 trafiquants avaient été arrêtés à la Rocinha. «Avant la pacification, il y avait 100 cas comme celui d'Amarildo tous les mois à la Rocinha», s'est défendu, de son côté, le gouverneur Cabral. «Et on n'en avait même pas connaissance», renchérit son cabinet. Manière de dire qu'il est plus facile de dénoncer les abus sans le joug des narcos, qui imposaient l'omerta. Dans le seul Etat de Rio, ils sont près de 24 000 disparus depuis 2003. Pour la plupart, il s'agit de jeunes gens pauvres et de couleur, victimes des gangs, comme des milices de paramilitaires qui leur disputent le contrôle des favelas, mais aussi d'une police meurtrière. Beaucoup gisent sans doute dans les ci-

panne. Un témoin aurait même aperçu un homme en train d'être torturé sur place par des flics. A terre, la tête couverte d'un sac plastique, il appelait à l'aide. Un revers pour le déjà très impopulaire gouverneur de Rio, Sérgio Cabral, et pour sa politique de «pacification» des favelas. Plusieurs de ces bidonvilles

gisent sans doute dans les cimetières clandestins de la ville, quand ils n'ont pas été brûlés vifs, pratique dite du «micro-ondes». Tant que le sort de ces «disparus de la démocratie» ne sera pas élucidé, difficile de croire aux statistiques officielles qui indiquent un net recul des homicides. ◆

Une bavure enflamme une favela de Rio

BRÉSIL A quelques semaines du Mondial, la politique de «pacification» des bidonvilles est remise en cause.

Deux morts, des pneus incendiés et une des principales artères de Rio coupée par les émeutiers. A l'approche du Mondial de football, qui s'ouvre le 12 juin au Brésil, la ville où se tiendra la finale a une fois de plus basculé dans la violence, mardi. Les émeutes ont éclaté à Pavão Pavãozinho, une favela située à Copacabana, quartier touristique, et en principe «pacifiée», c'est-à-dire investie par la police après avoir été longtemps sous le joug de narco-trafiquants.

Les *favelados* ont découvert le corps de l'un des leurs, Douglas da Silva Pereira. Ils imputent sa mort aux forces de l'ordre. Armés de pierres, ils ont déboulé sur Copacabana. Les commerçants

se sont empressés de fermer leurs portes. Atterrés, les touristes logés dans un hôtel du coin se sont claquemurés dans l'établissement. En début de soirée, des tirs ont été entendus, faisant une nouvelle victime.

Danseur. Douglas da Silva Pereira, un métis de 26 ans, était danseur pour un programme de variétés sur TV Globo, la première chaîne du pays. Son cadavre a été retrouvé dans une crèche où la victime se serait mise à l'abri des affrontements qui persistent avec les trafiquants de drogue. Les policiers l'auraient confondu avec l'un d'entre eux. Cependant, les forces de l'ordre affirment que le jeune homme serait mort après une chute. Sa mère, Maria de Fátima, n'y croit pas : «Il portait des traces de coup de pied dans le dos et les côtes. Les flics l'ont battu et quand ils ont vu qu'il



Un policier lors des émeutes, mardi. PHOTO C.SIMON/AFP

était de la Globo, ils ont essayé de cacher son cadavre.»

Il est en effet difficile de faire confiance à la police de Rio, connue pour sa brutalité envers les *favelados*. Les unités «pacificatrices», créées pour les bidonvilles, sont censées être plus respectueuses des droits de l'homme. Mais les mauvaises habitudes demeurent, comme le montrait déjà, en juillet, la «disparition» d'Amarildo de Souza, habitant d'une autre favela. La police des bidonvilles était déjà mise en cause.

Résistance. Saluée, dans un premier temps, comme un succès, la «pacification» des

favelas bat de l'aile. Cette politique entamée en 2008 avait pour but non avoué de déloger les narcotrafiquants à l'approche du Mondial et des JO d'été de 2016. Mais les gangs font de la résistance. Le gouvernement de Dilma Rousseff a déployé l'armée à la Maré, un immense complexe de favelas (130 000 habitants) dominé par les caïds. Et, le temps du Mondial de foot, le pays a monté une véritable opération de guerre : environ 170 000 hommes seront chargés de garantir la sécurité.

De notre correspondante à São Paulo CHANTAL RAYES

Depuis vingt ans, cette favela de Rio vouée à la démolition tient bon. Mais l'offre de relogement de la mairie divise les habitants.

«**C'**est nouveau et déjà un succès.» Ce panneau de chantier résume bien l'esprit de Barra da Tijuca. Situé à une vingtaine de kilomètres à l'ouest du centre de Rio, ce quartier a connu un développement fulgurant ces trente dernières années. Entre les collines et la mer ont poussé de larges artères bordées de centres commerciaux, de bureaux de verre et de complexes d'habitation aussi hauts que clinquants, censés offrir à la nouvelle bourgeoisie un paradis de modernité, de confort et de sécurité. «Un rêve américain sans âme», rétorquent les mauvaises langues. Le nouveau Rio n'en finit pas de s'étendre au rythme des grues et des marteaux-piqueurs avec, en ligne de mire, les JO de 2016.

Les ouvriers s'affairent à ériger le futur village olympique, à proximité du lac de Jacarepaguá, sur les cendres du circuit de Formule 1.

REPORTAGE Mais à Barra, on voit déjà plus loin : après les Jeux, le terrain doit accueillir de nouveaux immeubles

sur le lac de Jacarepaguá, sur les cendres du circuit de Formule 1.

REPORTAGE Mais à Barra, on voit déjà plus loin :

après les Jeux, le terrain doit accueillir de nouveaux immeubles d'habitations. De grands projets qui feraient presque oublier que, coincés entre les pistes et le lac, vivent encore 150 familles : les irréductibles Cariocas de Vila Autodromo, déterminés à ne pas devenir les ennemis déplacés du progrès.

Chapelle. Cette favela, installée au début des années 80, est formée d'allées en terre, boueuses en ce lendemain de pluie, de maisonnettes en briques jamais finies ou déjà détruites, et de carcasses de voitures, dont des Coccinelle d'époque. On y trouve aussi une chapelle, des temples, des cafés et le centre de l'association des résidents. On est loin d'un bidonville à feu et à sang, les habitants préfèrent parler de communauté.

Depuis 1993, ce petit village résiste aux assauts de la municipalité qui cherche par tous les moyens à récupérer ces terrains très bien situés et trop mal peuplés. Solidaires et aidés par un collectif de militants, les «Autodromiens» ont fait reconnaître par la justice leur droit de vivre ici et fait avorter plusieurs tentatives d'expulsion pour divers motifs : pollution esthétique, risques naturels... En décembre, la communauté a reçu le prix Urban Age Award, qui récompense chaque année une initiative urbaine. Le «projet populaire de Vila Autodromo» proposait un plan pour que les habitants restent sur le site en améliorant les infrastructures. Ce prix, accompagné



Sur les 500 familles de Vila Autodromo, plus de 300 ont choisi de partir. PHOTOS M. LIMA, REDUX/REA, C. CAZALIS, CORBIS

Autodromo, cerné par la modernité

d'une dotation de 80 000 dollars, sonnait alors comme une victoire. Mais le projet ne verra sans doute jamais le jour.

Dignité. Consciente qu'un nouveau combat judiciaire serait long et incertain, la municipalité a proposé aux familles deux options avantageuses en échange d'un renoncement à leurs maisons : soit des sommes d'argent conséquentes, soit des appartements dans une résidence toute neuve située à un kilomètre de la favela. L'offre a semé le discord : sur 500 familles, plus de 300 ont accepté de partir - dont 204 dans la copropriété. Depuis, les démolitions ont commencé et les Autodromiens s'entre-déchirent avec, de part et d'autre, un même

mot à la bouche : la dignité. Coquettement maquillée, Nova, 68 ans, sait qu'elle en fait dix de moins, ajoutant avec malice qu'elle a «pour autant profité de tous les plaisirs de la vie». Cette enseignante très investie dans l'association ne veut pas entendre parler de départ. Solennelle, elle argue que, «quel qu'en soit le prix, on ne peut pas acheter la vie et la dignité des gens». Ce matin, elle

Elle s'insurge de voir les pouvoirs publics si prompts à s'activer pour détruire, «alors qu'ils n'ont rien fait pendant des années». «C'est du harcèlement, ils nous rendent le quotidien invivable pour nous forcer à accepter leur offre!» Nova sait que la lutte sera plus difficile à mener en ordre dispersé, mais elle y croit : «Nous sommes dans notre droit, nous ne partirons pas. Nous devons rester un exemple pour tous les expulsés.»



Penha, 49 ans, est moins véhémement mais aussi déterminée. La petite dame souriante dit qu'elle aime son quartier, qu'elle y a passé ses plus

belles années, qu'elle est attachée à sa maison, à ses amis, à son église et qu'elle ne voit vraiment «aucune raison de partir», fut-ce pour un plus bel appartement. Cette femme de ménage a d'ailleurs refusé de visiter les logements proposés : «Ça ne m'intéresse pas, chez moi, c'est ici.» Lorsqu'elle a quitté son Nordeste natal, elle a d'abord habité à la Rocinha, la plus grande favela de Rio, minée par la violence et les trafics. Une vie de terreur qu'elle a fuie pour Vila Autodromo en 1994, réalisant du même coup son rêve : devenir propriétaire. Pour quelques milliers de reais, elle a acheté un terrain sur lequel elle a construit sa maison... sans savoir qu'il appartenait à la mairie. Elle a finalement obtenu le droit d'y résider pour les trente prochaines années, et n'entend pas y renoncer. En se promenant dans les allées, Penha s'arrête devant les maisons démolies et ramasse les canettes de bière sur les gravats. Comme pour rappeler que, malgré les départs, la vie continue à Vila Autodromo.

Psychologue. Alessandra, 39 ans, jure à l'inverse ne pas regretter un seul instant avoir opté pour un nouveau logement : «Je vais enfin pouvoir offrir à mes enfants des conditions de vie dignes.» La copropriété n'a pas le luxe des autres ensembles de Barra mais les appartements sont propres et équipés. Les résidents ont aussi accès à des installations sportives, une aire de jeux et une petite piscine. Ils ont même droit à... une psychologue, précise Alex Costa, l'édile local. «Ces gens ont besoin d'accompagnement pour apprendre à vivre dans de telles habitations.» Vila Autodromo

ne manque pas d'installations sportives, une aire de jeux et une petite piscine. Ils ont même droit à... une psychologue, précise Alex Costa, l'édile local. «Ces gens ont besoin d'accompagnement pour apprendre à vivre dans de telles habitations.» Vila Autodromo ne manquera pas à Alessandra. Elle y a passé une enfance heureuse mais ne supportait plus la rudesse du quotidien, évoquant d'un rire moqueur «la rue de la merde», ainsi surnommée à cause des odeurs émanant des reflux de canalisation. Cette énergique comptable s'est longtemps opposée aux expulsions et reconnaît que «les pouvoirs publics ont laissé le quartier à l'abandon». Mais elle juge que la municipalité s'est rachetée en proposant ces logements. En revanche, elle n'a pas de mots assez durs contre l'association des résidents, accusée de manipuler les gens ou de les empêcher de partir. «Ceux qui tirent les ficelles ont un agenda politique ou des intérêts économiques», affirme-t-elle, reprenant à son compte la rhétorique de la mairie.

Alex Costa assure de son côté qu'il n'est «pas prévu que des gens restent» et ne désespère pas de convaincre les dernières familles de partir, l'offre étant à ses yeux plus qu'honorable. Les fera-t-il expulser s'ils s'obstinent à rester ? «Rien n'est décidé, nous restons en négociation, mais nous n'excluons pas un recours à la loi», glisse-t-il. Inconscient des enjeux, un ouvrier, moins hésitant, lâche benoîtement : «Ben là, on s'occupe du village olympique, mais bientôt on commencera les travaux de l'autre côté.»

Envoyé spécial à Rio de Janeiro
MARWAN CHAHINE

Articles brésiliens

O Globo

O Globo, Une, 26 novembre 2010, « O Dia D do trafico »

O Globo, 2010, « A fortaleza era de papel »

O Globo, 2010, « A senhora liberdade abriu as asas sobre nós »

O Globo, 7 décembre 2013, « Com UPPs, a voz sem medo dos que não tinham vez é ouvida »

O Globo, 11 décembre 2013 « Pacificação alavanca ensino artístico em favelas do Rio »

O Globo, 13 juillet 2014 « Turistas jogam bola com moradores e fazem trilha em comunidades da cidade do Rio »

Nesta edição, caderno especial



O BLINDADO americano M-113, da Marinha, abre o caminho para os cavaleiros do Detachado de Operações Policiais Especiais. Apoio logístico fornecido para a retomada do território do tráfico na Zona Norte

O Dia D da guerra ao tráfico

Com inédito apoio da Marinha, tropas do Bope desembarcam na Penha e ocupam bunker do tráfico

Traficantes fogem em massa para o Alemão, mas mantêm ataques incendiários à cidade

População aplaude polícia e acompanha operação pela TV em clima de 'Tropa de elite 3'



SEM CONDIÇÕES de fuga, os bandidos armados tomam o centro de vídeo Complexo do Alameda



EM FUGA INDIANA, os traficantes chegam ao novo refúgio, que já foi cercado por polícia civil e federal

• Sem blindados do Corpo de Fuzileiros Navais, da Marinha, transportados militares e policiais do Bope, fizeram a diferença contra um operação policial histórica que aconteceu, na Vila Cruzeiro, na Penha, o principal bunker do tráfico no Rio. O combate foi apoiado pelas pessoas nas ruas. Nessa manhã simbólica — com o desembarque das tropas aliadas na Normandia — que abriu as portas para a derrota da Alameda nublada —, a ação na cidade foi o Dia D do combate ao tráfico que, desde domingo, resultou ataques em vários locais. São centenas foram mais 44 veículos incendiados, alguns já na Zona Sul. Apesar de as blindados da Marinha serem muito mais modernos, o movimento não foi usado. Houve intenso tiroteio entre as forças de segurança (cerca de 600 policiais civis, militares e batedores) e traficantes. Quando perceberam que era impossível deter os blindados — que têm câmeras em vez

das pernas dos cavaleiros —, os bandidos recuaram e fugiram em direção ao vizinho Complexo do Alemão, sem que fossem detidos. As imagens de fuga de cerca de 200 bandidos armados de fogo, transmitidas do helicóptero da TV Globo e exibidas ao vivo, causaram perplexidade e foram assistidas em clima de uma ainda incandescente versão de "Tropa de elite 3". O episódio repercutiu no mundo inteiro. A Polícia Federal entrou na guerra, participando do cerco às investidas do Complexo do Alemão. O secretário de Segurança, José Mariano Beltrame, disse que caiu o o Eufônio. À noite, o Ministério da Defesa anunciou o envio de 300 homens do Exército, 12 blindados, dois helicópteros da F50 e equipamentos.

Caderno especial, Merval Pereira, página 6, Miriam Leitão, página 30, e Des Lattes, página 8





TRAFICANTES FUGEM pelo alto da Vila Cruzeiro, no Rio, após o ataque ao Complexo do Alemão. Mais de 200 detidos já são levados para a cadeia. Polícia Federal aponta no centro para capturar o Gêndi

A fortaleza era de papel

Traficantes da Vila Cruzeiro abandonam o reduto, considerado inexpugnável, diante da tática da polícia, que chegou em seis blindados da Marinha. Mas os ataques nas ruas continuam



Um blindado estacionado na Vila Cruzeiro, no Rio, após o ataque ao Complexo do Alemão

Numa ação manual, que envolvia cerca de 600 homens e helicópteros da Marinha do Brasil, a polícia do Rio deu uma resposta ao tráfico que entra para a história do Rio como uma das mais importantes das últimas décadas. Com ela, cai por terra um mito: o de que a Vila Cruzeiro era uma fortaleza inexpugnável. Na final da tarde de ontem, a imagem de polícia na alta da montanha, onde havia o tráfico que dá nome à favela, era substituída. A fortaleza de papel, nascida de uma operação que envolvia a Marinha e a Polícia Federal.

Foi tudo o que aconteceu ontem. De sábado de poder paralelo, que se iniciou por aqui, a Vila Cruzeiro passa a ser de novo uma zona de tráfico. Mas não é mais a mesma. A polícia chegou com seis blindados da Marinha, que entraram numa área de mais de 200 mil metros quadrados, que estava alagada da cidade. Passando sobre todas as barreiras que os traficantes tinham em suas áreas, principalmente quando pensam em chutar os carros blindados ou os helicópteros, a polícia chegou à Vila Cruzeiro. Mas não é mais a mesma. A polícia chegou com seis blindados da Marinha, que entraram numa área de mais de 200 mil metros quadrados, que estava alagada da cidade. Passando sobre todas as barreiras que os traficantes tinham em suas áreas, principalmente quando pensam em chutar os carros blindados ou os helicópteros, a polícia chegou à Vila Cruzeiro. Mas não é mais a mesma.

no, a unidade operacional da Polícia Civil, delegada Rodrigo Oliveira, disse a frase que marcou o fim: — A comunidade não pertence ao tráfico. Enquanto houve ataques se multiplicaram em pontos estratégicos, a equipe da polícia acabou com a unidade de ataque. A comunidade não pertence ao tráfico. Enquanto houve ataques se multiplicaram em pontos estratégicos, a equipe da polícia acabou com a unidade de ataque. A comunidade não pertence ao tráfico. Enquanto houve ataques se multiplicaram em pontos estratégicos, a equipe da polícia acabou com a unidade de ataque. A comunidade não pertence ao tráfico.

os ataques que permaneceram as ações criminosas, estão Centro, Pedra, Madureira, Maracanã, Tijuca e Carandá. No meio do caminho, no Tijuca, um blindado da Marinha B-10, do corpo de infantaria, foi atingido por uma granada. Depois de Caxias, Nova Iguaçu, Cabo Frio e Macaé, a Marinha também chegou ao Rio. O Departamento de Polícia do Rio de Janeiro (DPRJ) da Marinha, em Maracanã, e as unidades de segurança da Marinha de Bombardeiros, chegaram ao Rio. Desde domingo, a guerra do Rio registra 184 mortos e 32 feridos. O ataque da polícia de ontem — o maior da história — se iniciou, no entanto, a uma distância de 100 metros. É a história que levou para a polícia de segurança do Rio a ser enviada ao decorrer da batalha.



MED-200, após o ataque de ontem, também atacou com blindados, que foi fortemente destruída pelas chamas, em plena Avenida Presidente Vargas, no Centro, com o prédio da Câmara do Rio. Nenhum se feriu



▲ **TRIO** com mais de 2.000 homens chegou rápido ao alto do Complexo de Alemão em pouco mais de uma hora após o mundo já ter sido dominado por Alcatraz, o núcleo do mais-forte aparato do conjunto de favelas

A senhora liberdade abriu as asas sobre nós

População comemora libertação histórica em operação exemplar, sem sequer um inocente ferido



▲ **BRASILEIRA** do Brasil é hasteada sobre a favela do alto do prédio do Alemão

Relacionado por uma matadora do Complexo do Alemão, o despoletado como cenário de favelas, os nomes de um milhão que pode liberar, matando, pela imprensa. Lançamento, a queda da cidade de favelas, os maiores matadores, mas não matando, o conjunto de favelas do Rio. Depois de pelo menos 20 anos de domínio da favela, a polícia, com tropas e forças especiais, conseguiu, em poucos dias, a queda da favela, matando, pela imprensa, a queda da cidade de favelas, os maiores matadores, mas não matando, o conjunto de favelas do Rio. Depois de pelo menos 20 anos de domínio da favela, a polícia, com tropas e forças especiais, conseguiu, em poucos dias, a queda da favela, matando, pela imprensa, a queda da cidade de favelas, os maiores matadores, mas não matando, o conjunto de favelas do Rio.

— O Alemão era o coração do mal — disse, no fim da noite, o secretário de Segurança Pública, José Mariano Beltrame, falando em poucas palavras a magnitude da vitória.

De contrário, de que se trata, o favelado da guerra não acabou. Os 2.000 homens do Exército foram todos e que entraram pela frente — como prometido na operação, depois de 24 horas de um conflito — e não que se agitassem a realidade das favelas, matando, pela imprensa, a queda da cidade de favelas, os maiores matadores, mas não matando, o conjunto de favelas do Rio.



▲ **PA** faz a segurança de favelas que estava a favela do Alemão, após a queda do favelado para o controle da cidade

À medida que se os policiais progressistas, mas acima, o fato de que os Alemão, mas a queda da favela, matando, pela imprensa, a queda da cidade de favelas, os maiores matadores, mas não matando, o conjunto de favelas do Rio.

Prova de que a operação foi

na realidade, o primeiro foi o primeiro de favelas, matando, pela imprensa, a queda da cidade de favelas, os maiores matadores, mas não matando, o conjunto de favelas do Rio.

foi desastrosa para. Pelo menos 30 favelados foram capturados, enquanto outros foram mortos.

Foi a primeira vez que a polícia matadora, desastrosa para, pelo menos 30 favelados foram capturados, enquanto outros foram mortos.

da do favelado. O favelado, matando, pela imprensa, a queda da cidade de favelas, os maiores matadores, mas não matando, o conjunto de favelas do Rio.

O favelado, matando, pela imprensa, a queda da cidade de favelas, os maiores matadores, mas não matando, o conjunto de favelas do Rio.

De qualquer forma, a favela do favelado, matando, pela imprensa, a queda da cidade de favelas, os maiores matadores, mas não matando, o conjunto de favelas do Rio.

No quinto dia da operação, no fim da noite, o secretário de Segurança Pública, José Mariano Beltrame, falando em poucas palavras a magnitude da vitória.

Com UPPs, a voz sem medo dos que não tinham vez é ouvida

Moradores de comunidades pacificadas confirmam que houve mudanças, mas dizem que ainda é possível melhorar

Carla Rocha, Selma Schmidt e Sérgio Ramalho, 07/12/2013



RIO - Com um tom fatalista e indignado, Dalva Silva conta a história dos piores anos da sua vida no Borel. Estes começaram em 2003, quando o filho mais velho, Thiago, de 19 anos, foi morto por policiais.

— Naquele dia, a polícia subiu o morro para matar...

No beco onde tudo aconteceu, ela revive emoções que resistem a abandoná-la, mesmo passados dez anos, e chora ao lembrar que, ao cair, baleado cinco vezes à queima-roupa por tiros de fuzil, o seu menino quebrou os dentes da frente, desfazendo o sorriso impecável depois de anos de uso de aparelho. Dalva ainda mora na mesma casa, mas num morro, sob certo aspecto, muito diferente: no ano passado só foram registrados dois assassinatos, metade da chacina que, num único dia, levou a vida de Thiago e as de outras três pessoas.

Conhecido como chacina do Borel, o episódio mobilizou a opinião pública na época e os próprios moradores do morro, o que permitiu que o crime fosse desvendado. Dalva não conseguiu a justiça que esperava — depois de serem condenados e recorrerem, os executores de seu primogênito já podem estar soltos —, mas cumpriu uma missão que se impôs: o filho não entraria para o noticiário como traficante morto em confronto com a polícia (“O que mais me doía era ver o meu filho tratado como bandido”). A UPP do Borel foi inaugurada em 7 de junho de 2010. Desde então, Dalva nunca mais ouviu tiros. Atualmente, trabalha numa creche da Casa Branca, o que seria impossível há algum tempo, já que as facções criminosas das duas comunidades eram rivais.

— Não posso dizer que não houve melhoria. Antes, não havia hora para os tiroteios. Nunca imaginei ver crianças brincando pelas ruas do morro, indo e voltando da escola sozinhas. Mas precisamos desmilitarizar a polícia. Hoje os policiais ainda são executores. Matam nossos filhos usando farda, armas e balas que pagamos com o dinheiro dos nossos impostos.

Desde a implantação da UPP, os moradores do Borel não escutam mais relatos de mães que perderam filhos, vítimas de abusos praticados por PMs. Nos dois últimos anos, não houve na comunidade nenhum registro de auto de resistência, como eram classificadas as mortes de civis ocorridas em supostos confrontos com policiais. As execuções, geralmente mascaradas como trocas de tiros, também não são rotina para quem vive nas outras 28 comunidades pesquisadas. Nelas, no ano passado, foram registradas cinco mortes em confrontos, uma a menos do que em 2011.

Antes das UPPs, as estatísticas de assassinatos — que por muitos anos imprimiram a marca da violência em favelas e morros do Rio — cresciam a reboque de tiroteios quase diários. A pesquisadora Joana Monteiro, do Instituto Brasileiro de Economia (Ibre), da Fundação Getúlio Vargas, acaba de concluir um estudo sobre conflitos entre facções de traficantes no Rio de 2003 a 2012 para analisar os efeitos da política de pacificação sobre a frequência dos

confrontos. O levantamento, que será apresentado a partir de amanhã em um seminário na FGV, mostra que houve tiroteio em pelo menos uma favela do Rio em 65% dos dias no período analisado. O universo considerado foram cerca de 5.600 comunicações de confronto feitas ao Disque-Denúncia.

— É como se tivéssemos uma guerra ininterrupta de seis anos e meio — observa Joana, chamando a atenção para dois aspectos da pesquisa. — De forma geral, a quantidade de conflitos não caiu após a política de pacificação. E uma das explicações pode ser que eles tenham aumentado em áreas não ocupadas ou sido realocados para novas favelas. Por outro lado, houve uma redução considerável nas áreas com UPPs. A política está indo para onde deveria ir, mas a Zona Norte ainda está esquecida. Precisamos ir para Muquição, Urubu e Juramento, que são regiões extremamente violentas e estão esquecidas.

Como a segurança não se resume a uma equação matemática, uma UPP, para ser bem-sucedida, depende de recursos materiais, policiais bem treinados e, ao mesmo tempo, de ações de estado em serviços e projetos de alcance social. Mas também de aspectos intangíveis, como a confiança da população local, que fica abalada com acontecimentos como a recente morte do ajudante de pedreiro Amarildo de Souza, na Rocinha, da qual são acusados PMs da própria unidade da favela.

Moradora do Morro do Gambá, no Complexo do Lins, Márcia Jacintho ainda vê com incredulidade a instalação de uma UPP. Em 2002, seu filho, Hanry, de 16 anos, saiu para visitar um amigo e não voltou. Ele foi abordado por policiais quando descia o morro. Márcia é uma das muitas mães que se engajaram na cruzada por justiça em comunidades, onde homens jovens e negros sempre foram a maior parte das vítimas de homicídios. No tribunal, ela denunciou que o filho fora vítima da ira de policiais corruptos. Apesar de dizer que não se arrepende da luta, que lhe custou um infarto em 2008, Márcia costuma responder sempre da mesma forma quando lhe perguntam se os PMs foram presos: “Sou a única presa dessa tragédia. Presa ao sofrimento todo Natal, todo Ano Novo, todo aniversário dele, toda vez que vejo um rapaz de 27 anos, que seria a idade do meu filho agora”.

— Assim como foi ele, poderia ter sido qualquer outro. Os policiais só queriam vingança porque não tinham recebido o arrego do tráfico. Pegaram meu filho e o levaram para um matagal. Ele foi morto com uma bala no coração. Espero que as coisas melhorem, mas não tenho muita esperança. Nós não precisamos de tráfico, nem do policial que não respeita ninguém. Já não vemos mais bandido circulando de fuzil. Quanto tempo isso vai durar e se a polícia vai mudar, só o tempo poderá responder.

Turistas jogam bola com moradores e fazem trilha em comunidades da cidade do Rio

Estrangeiros frequentaram o campinho de terra batida na parte alta do Pavão-Pavãozinho. No Vidigal, visual impressionou

Caio Barretto Briso e Emanuel Alencar, 13/07/2014

RIO — Mais branco do que o uniforme de sua seleção, o inglês Sean Power, de 22 anos, fica com o rosto vermelho quando faz muito esforço físico. O desgaste era tamanho que sua face estava quase roxa. Sean deu o melhor de si, não há dúvida. Mas quando o juiz apitou o fim da partida, o time inglês estava eliminado. Não, não se trata do verdadeiro English Team, que voltou para casa logo na primeira fase da Copa do Mundo. É apenas uma pelada no Pavão-Pavãozinho, em Copacabana, palco de encontros de múltiplos idiomas durante a Copa.

— Esta é a segunda vez que venho ao Rio, na primeira era carnaval. Sempre quis conhecer uma favela carioca, mas só me ofereciam passeios de jipe. Queria uma experiência mais natural. Quando soube desse futebol, achei perfeito — disse Sean, morador de Londres e fanático pelo Tottenham Hotspur.

Se ingleses, francO empresário Daniel De Plá, professor de marketing que costuma conduzir visitantes ao Cantagalo e ao Pavão-Pavãozinho, comemora a integração favela-asfalto:

— Os moradores da favela são verdadeiros embaixadores do Rio e ficam entusiasmados com a galera que sobe o morro.

De Plá tem registrado o encontro de moradores das favelas com os turistas em pequenos documentários, que estão no site do projeto Entenda Favela (www.entendafavela.com.br), desenvolvido pelo empresário numa parceria com quatro universidades estrangeiras. Há, por exemplo, um vídeo que registra visitantes e moradores assistindo à partida entre Brasil e Chile, pelas oitavas de final.

— Pretendo disponibilizar as imagens com legendas em espanhol, inglês e francês.

Franceses, americanos, argentinos, alemães e até islandeses frequentaram o campinho de terra batida na parte alta do Pavão-Pavãozinho, no Vidigal, a cinco quilômetros, um grupo de 80 turistas — a maioria europeus — encarou, no último mês, a trilha de uma hora e meia até o alto do Morro Dois Irmãos. Ficaram deslumbrados com o visual.

— Foi uma experiência peculiar. Passamos quase que por dentro das casas. Tivemos a chance de conhecer um pouco da cultura e da vida brasileira no Vidigal — resumiu a alemã Claudia Bartscht-Fricke.

Pacificação alavanca ensino artístico em favelas do Rio

Responsáveis por projetos culturais agora não precisam se reportar ao tráfico

por Carla Rocha, Selma Schmidt e Sérgio Ramalho, 11/12/2013

RIO - Ingrid, de 17 anos, é funkeira e mora no Morro da Babilônia, no Leme. Jonas, de 16 anos, do Alemão, era o mais bagunceiro da turma, tem um jeito arisco e queria tocar contrabaixo elétrico numa banda. Keila, de 14 anos, é a mais tímida numa escadinha de outros quatro irmãos (17 anos, 15, 3 e um ano e meio) que lutam pela sobrevivência ao lado da mãe, no Pavão-Pavãozinho, em Copacabana. Histórias diferentes, comunidades diferentes e um interesse comum: o violoncelo. Toda semana, eles se reúnem para tocar música clássica no alto do Dona Marta, em Botafogo, onde fica a Unidade de Polícia Pacificadora (UPP) do

morro. O projeto da ONG Ação Social Pela Música, da violoncelista Fiorella Solares, acompanha a expansão do programa de segurança. Hoje, atende quase 800 jovens. As manifestações culturais em favelas ganharam nova dimensão com a pacificação. O baile funk e o samba têm seu lugar, mas, entre o céu e a terra das 36 UPPs, há muito cinema, teatro, música de todos os gêneros e intervenções alternativas que poderiam estar acontecendo em Nova York ou Londres.

— Minha vida é sustentada pela fé em Deus, pela psicanálise e por isso aqui — diz Fiorella, a cabeça da orquestra de comunidades pacificadas do Rio, fruto de uma história de amor que não acabou com a morte do marido, o maestro David Machado, em 1995, o idealizador do projeto.

O desafio do estado é impulsionar iniciativas pessoais como a de Fiorella, que levou tempo até arregimentar parceiros. Um levantamento feito em cinco comunidades pacificadas pela equipe do projeto Solos Culturais, do Observatório de Favelas, constatou que de 50% a 70% dos recursos destinados a projetos culturais vêm dos próprios idealizadores, que agem como diletantes, em geral sem apoio estatal ou privado. O percentual de financiamento governamental mais alto detectado na pesquisa foi de 18,5%, em Manguinhos. Os dados analisaram também investimentos em cultura feitos nos complexos do Alemão e da Penha, na Cidade de Deus e na Rocinha.

Coordenador do Solos Culturais, Gilberto Vieira diz que a pacificação teve um impacto significativo na forma de articulação dos produtores culturais, que antes eram obrigados a se reportar ao tráfico. Gilberto só chama a atenção para uma crítica que chega a ele através dos jovens ligados à ONG.

— Não cabe à polícia dar ou não dar permissão para eventos culturais. Ela deve se limitar à área de segurança — observa Gilberto, que, mesmo sem ser específico, faz uma clara referência a episódios como a proibição de bailes funk logo após as ocupações policiais. — Não é que o tráfico propriamente impedisse a atividade cultural. Havia uma negociação com os traficantes, e muita coisa acontecia. Mas a situação era pesada. Num tiroteio, todos ficam vulneráveis.

As últimas intervenções das turmas do Solos Culturais, que já treinou em produção cultural cerca de 120 jovens, foram um típico chá inglês servido na Esquina Londres, na Cidade de Deus, antes reduto do tráfico, e a projeção de um documentário de surfe no córrego da Rocinha, área degradada do morro. São interferências nem um pouco óbvias, que têm ganhado a adesão da população dessas comunidades e atraído pessoas de fora.

O vento a favor tem estimulado moradores das próprias comunidades pacificadas a desenvolverem atividades voltadas para cultura, esporte, lazer e turismo, criando novas oportunidades de renda. O jovem Thiago Firmino, que se intitula representante cultural do Dona Marta, onde promove festas e tours, é uma das pessoas mais populares do local. A novidade da estação, que tende a se intensificar no verão, é um pernoite no mirante no alto do morro. Por R\$ 15, o grupo — em que turistas se misturam a moradores de outras comunidades — faz uma caminhada e assiste ao amanhecer numa das vistas mais bonitas da cidade.

— É de tirar o fôlego — diz Thiago.

Gente de fora também está de olho nesse mercado. Criada a uma quadra da subida da Ladeira Saint Roman, um dos acessos ao Pavão-Pavãozinho, Daniela Cantagalli ainda se lembra da época em que os disparos de armas de guerra eram ouvidos, intimidando morro e asfalto. Há dois anos, com a implantação de uma UPP, Daniela subiu a favela com o objetivo de reproduzir outro tipo de som: jazz e blues. Junto com a amiga Nina Franco, ela promove uma jam session toda segunda sexta-feira do mês no Pura Vida Hostel:

— No início, muita gente perguntava se era seguro. Mas isso passou — conta ela, que chega a reunir 500 pessoas numa noite.

A culinária variada também é outro atrativo. O Festival Gastronômico e Cultural Sabores do Porto, realizado em novembro pela segunda vez, levou cerca de dois mil visitantes aos morros da Providência e do Pinto, no Centro, onde 28 empreendedores abriram as portas de seus estabelecimentos. Guias locais e vans levaram visitantes até os estabelecimentos. Foram distribuídos mapas com os endereços dos restaurantes e de pontos culturais.

O potencial das comunidades cariocas, ainda pouco conhecido e explorado, levou André Fernandes, da Agência de Notícias de Favelas (ANF) a criar um guia. A primeira tiragem, de cinco mil exemplares, já se esgotou. Em breve, sairá uma versão em aplicativo para iPhone e Android.

A UPP Social, ligada ao Instituto Pereira Passos (IPP), tenta agora ocupar o vácuo deixado pelo poder público. A próxima iniciativa é o Projeto Travessia, que vai aplicar R\$ 18 milhões para recuperar ou construir instalações esportivas em áreas pacificadas, em parceria com a Light e o estado, e financiamento do BNDES.

— É o que chamamos de diálogo com resultados — afirma a presidente do IPP, Eduarda La Rocque, referindo-se à prática de ouvir os moradores para definir as prioridades.

O Dia

O Dia, 23 mars 2010, « Um novo horizonte para os moradores da Providência »

O Dia, 27 novembre 2010, « Povo aplaude paz, mas bando so quer guerra »

O Dia, 28 novembre 2010, « Sonhos e esperança na libertação das favelas »

O Dia, 2010, « A reconquista »

O Dia, 8 août 2013, « 'Amarildo era responsável por guardar drogas para o tráfico', afirma delegado »



POVO APLAUDE PAZ, MAS BANDO SÓ QUER GUERRA

Oitocentos militares do Exército se juntaram às forças policiais nos acessos à Vila Cruzeiro e às 13 favelas do Alemão. Traficantes tentaram intimidá-los e forte tiroteio deixou um morto e 9 feridos. Cerca de 300 agentes federais também participaram da ação, com apoio de três blindados da Marinha, dois caveirões e dois Urutus do Exército. A população aplaudiu e tirou fotos nos blindados. ► **P. 4a7, 10e11**

Fig. 1 - O DIA, 27/11/2010, p. 1: "Justiça manda prender os advogados do terror"
Fotos: Deise Rezende/ Thiago Cardoso - AFP

SONHOS E ESPERANÇA NA LIBERTAÇÃO DAS FAVELAS

Apesar do medo e da iminência de uma invasão, moradores do Complexo do Alemão aplaudem as forças da lei – ontem, 40 bandidos foram presos. Com vestido rosa de princesa, Rayane Martins, 15 anos, virou símbolo da esperança. Seu bolo de debutante foi levado pelos parentes em meio aos tanques de guerra até uma casa de festa próxima à comunidade. “Esperei muito por esse momento”, disse. > **P. 8**



Fig. 4 - O DIA, 28/11/2010, p. 1: “Sonhos e esperanças na libertação das favelas”
Fotos: Alessandro Costa/ Carlos Moraes



Um novo horizonte para os moradores da Providência, 23.03.2010

Começa ocupação da comunidade do Centro, que ganhará uma Unidade de Polícia Pacificadora. No primeiro dia, nenhum tiro foi disparado

Rio - O Morro da Providência, no Centro, é a sétima comunidade que receberá uma Unidade de Polícia Pacificadora (UPP). A polícia começou ontem a ocupar a favela, a primeira da cidade, que começou a se formar no fim do século 19. A escolha para a sétima UPP se deveu à localização da Providência: encravada numa região por onde circulam 600 mil pessoas por dia e vizinha da Zona Portuária, vitrine dos governos municipal, estadual e federal. A operação

causou surpresa. A expectativa é que o próximo alvo da Secretaria de Segurança seria o Morro do Borel, na Tijuca.

Por volta das 8h30, 335 homens dos batalhões de Operações Especiais (Bope) e de Choque e do Grupamento de Policiamento em Áreas Especiais (Gpae) da Providência tomaram as ruas e becos da comunidade, sem disparar nenhum tiro. O horário foi escolhido para evitar confronto na entrada ou saída de estudantes nas escolas. A ocupação trouxe alívio para os moradores. Para quem esperou por 50 anos o fim do domínio do tráfico de drogas, a subida da polícia foi comemorada. “Até que enfim chegou a nossa vez. Sei que tudo está às mil maravilhas nas comunidades onde colocaram estas UPPs. Poderemos andar nas ruas e dormir sem ouvir tiros. Acho que agora vou ser feliz”, disse a costureira R., 70 anos.

Além dela, outros 10 mil moradores da Providência e dos morros da Pedra Lisa e do Pinto serão beneficiados com a ocupação permanente, prevista para ser concluída no mês que vem. Cerca de 120 policiais recém-formados vão trabalhar no novo posto. Dois pontos servirão de base provisória para a ocupação: a sede do Gpae — que será extinto e transformado na UPP — e a quadra de esportes da Praça Américo Brum. O atual comandante do Gpae, capitão Sidnei Ferreira, está cotado para chefiar a unidade pacificadora.

O secretário estadual de Segurança, José Mariano Beltrame, disse que a revitalização da Zona Portuária foi um dos motivos da escolha da Providência como sede na nova UPP. “Não podemos revitalizar aquela área ali sem ter uma UPP. Graças a Deus não tivemos troca de tiros ou pessoas feridas. A comunidade ficou muito calma, com boa receptividade”, explicou. Beltrame ressaltou que o tráfico está enfraquecido na região. “Aquela área está muito tranquila, dividida. Foi também o princípio da oportunidade que nos levou a essa questão”.

Segundo ele, até o fim do ano serão inauguradas mais oito UPPs, totalizando 15 unidades pacificadas, que abrangem 59 morros e favelas. A ideia é instalar uma por mês, conforme as formaturas dos 1.800 novos soldados, previstas para ocorrer até julho. Cerca de 3.850 PMs farão o policiamento permanente nas áreas atendidas pelo programa, que beneficiarão mais de 200 mil pessoas.

Durante a ação na Providência, pela primeira vez, o Bope vai utilizar um sistema de monitoramento por GPS. Como **O DIA** mostrou há duas semanas, a tecnologia vai permitir que os ‘caveiras’ da tropa de elite sejam teleguiados dentro do morro através de rádio por policiais que mapeiam a área do lado de fora da comunidade.

“Estamos testando o equipamento. Vamos usar laptops, mapas e GPS para conhecer melhor as ruas da comunidade, além de saber, em tempo real, o posicionamento da tropa e das viaturas. Teremos controle rígido sobre nosso pessoal”, afirmou o comandante do Bope, tenente-coronel Paulo Henrique de Azevedo.

A entrada dos policiais foi sincronizada e ocorreu por quatro acessos: o túnel da Central do Brasil, a Rua Barão da Gamboa, o conjunto habitacional da Vila dos Portuários e a Ladeira Ary Barroso. Enquanto equipes do Bope buscavam criminosos dentro do morro, soldados do Batalhão de Choque revistavam carros e motos nos acessos. Na entrada, o trânsito no entorno do morro chegou a ser interrompido por 10 minutos. Lojas e colégios funcionaram normalmente. Quatro pessoas foram detidas. Perto da quadra, equipamentos de uma LAN house que distribuía ilegalmente sinais de Internet foram apreendidos. O efetivo da polícia —

que não tem data para sair da favela — também ocupou o Morro do Pinto, onde traficantes da Providência mantinham ‘esticas’ para a venda de drogas.

Fracasso de outras experiências

Não é a primeira vez que a Providência é ocupada por forças de segurança pública, mas o governo aposta que pode ser a primeira que dará certo. Em 2007, o Grupamento de Policiamento em Áreas Especiais (Gpae), também da PM, tomou um edifício na comunidade, que já abrigou uma creche, fechada devido à violência. O local deverá ser a sede da UPP. “O Gpae não deu a resposta que se pretendia”, avaliou o secretário de Segurança, José Mariano Beltrame. Ele informou que os PMs do Gpae vão ser aproveitados em outras atividades.

Uma ocupação do Exército, que durou sete meses entre 2007 e 2008, também não foi capaz de pacificar a comunidade: militares detiveram jovens da Providência e os entregaram a traficantes rivais. Na época, Beltrame disse que episódio provava que o Exército não estava preparado para atuar na segurança pública e criticou as Forças Armadas por não dar apoio logístico ao estado.

Perguntado sobre a fuga de bandidos do Comando Vermelho para comunidades do Complexo do Alemão, o secretário disse ter “noção dessa movimentação” e que a polícia possui uma estratégia. “A gente sabe aonde a gente quer chegar. E nós vamos chegar ao Alemão. Nós temos que ir atrás dos projetos para tentar melhorar a vida do cidadão. O que não podemos é fazer com que o bandido desista de ser bandido”, afirmou.

Expectativa vira frustração na Tijuca

Surpresa na Providência, frustração na Tijuca. A ação de ontem decepcionou quem vive no bairro da Zona Norte, que já contava que a ocupação da polícia devolvesse em breve a paz e a valorização dos imóveis da região. “Gerou expectativa, e agora tem muita gente frustrada. O comércio acreditou e já previa aumento do consumo. Só a especulação da UPP Borel gerou onda de valorização dos imóveis. Em nenhum momento houve indicação de que seria em outra área. Não sabemos o motivo da mudança, mas esperamos uma explicação e uma boa notícia logo. Há muito tempo a Tijuca espera por dias de paz”, disse o vice-presidente da Associação Comercial e Industrial da Tijuca, Jaime Miranda.

'Amarildo era responsável por guardar drogas para o tráfico', afirma delegado, 08/08/2013

Ruchester Marreiros chegou a pedir prisão de Elisabete da Silva, esposa de Amarildo
O Dia

Rio - Ex-delegado-adjunto da 15ª DP (Gávea), Ruchester Marreiros acusa o ajudante de pedreiro Amarildo de Souza e sua esposa, Elisabete Gomes da Silva, de ligação com o tráfico de drogas. Amarildo está sumido desde 14 de julho, após ter sido abordado por policiais da Unidade de Polícia Pacificadora (UPP) na Rocinha, na Zona Sul.

As informações foram repassadas ao delegado titular da Gávea, Orlando Zaccone, que não concordou com o pedido de prisão de Marreiros por considerar que não havia elementos que comprovassem o envolvimento do casal com o tráfico.

"Mil páginas de investigação foram os motivos. Temos diversas informações a respeito da participação efetiva de várias mulheres no tráfico de drogas, dentre elas a Bete", afirmou Marreiros nesta quinta ao *RJTV*. O policial chegou a pedir a prisão da esposa do ajudante de pedreiro durante as investigações.

"O Amarildo, como diversos outros membros da organização, era responsável por guardar material, drogas para o tráfico. Essa era a principal atividade dele", acrescentou.

Temendo represálias, a família de Amarildo deixou o Rio de Janeiro. Apenas dois filhos do ajudante de pedreiro retornaram ao Rio nesta quarta.

MP faz buscas em aterro sanitário

Equipes da 8ª Delegacia de Polícia Judiciária Militar (DPJM), da Divisão de Homicídios (DH) e promotores do Ministério Público (MP) que atuam em conjunto com a auditoria militar realizaram buscas nesta quinta-feira pelo corpo de Amarildo, no aterro sanitário de Seropédica, na Região Metropolitana.

As equipes realizaram as buscas em uma área de 30 metros quadrados e cinco metros de altura de lixo. Os resíduos ocupam área específica no aterro e chegaram ao local após passagem pelo depósito de lixo da Comlurb no Caju. Agentes receberam denúncia de que um gari, que seria tio de um PM lotado na UPP da comunidade, teria sido obrigado a transportar um corpo para fora da favela.

O delegado Rivaldo Barbosa, da DH, não descarta fazer uma reconstituição do caso. A Polícia Civil quer saber por que os aparelhos de GPS dos carros da UPP e duas câmeras de segurança da comunidade não estavam funcionando no dia do desaparecimento de Amarildo. Eles também buscam imagens gravadas por câmeras de prédios e de pontos comerciais de São Conrado, na Zona Sul, que possam ajudar a esclarecer o caso.

Folha de São Paulo

Folha de São Paulo, 27 novembre 2010

Folha de São Paulo, 29 novembre 2010

Folha de São Paulo, 22 février 2013, « 'Vida com UPP é muito melhor do que antes', diz governador do Rio »

Folha de São Paulo, 23 avril 2014, « Dançarino morto no Rio fez filme onde seu personagem era morto por PMs »

Folha de São Paulo, 1er juillet 2014, « Dia de folga de holandeses tem praia, compras, turismo e favela »



Fonte: Folha de S. Paulo. 27 de novembro de 2010.



Bandeiras do Brasil e da Polícia Civil, hasteadas no morro

Fonte: Folha de S. Paulo. 29 de novembro de 2010.

Dia de folga de holandeses tem praia, compras, turismo e favela

ADRIANO BARCELOS, DO RIO

01/07/2014 22h18

Em seu dia de folga e classificada às quartas de final da Copa do Mundo, a seleção holandesa não quis ficar dentro de quarto de hotel e aproveitou o dia de sol no Rio nesta terça-feira (1º) para passeios que incluíram praia, compras e até visita a favela.

O time da Holanda escolheu como base para o Mundial um hotel em Ipanema, na zona sul da capital fluminense.

O grupo se dividiu nesta terça. As principais estrelas, como Van Persie e Kuyt, tentaram driblar o assédio saindo cedo. Outro grupo de jogadores, que incluiu o atacante Huntelaar, foi à praia pela manhã. De Guzmán, meio-campista, e outros quatro atletas saíram pelos fundos do hotel para ir às compras no comércio de Ipanema.

À tarde, um grupo de nove jogadores subiu o morro Dona Marta, uma favela pacificada. Perto da sede da UPP (Unidade de Polícia Pacificadora), em um campinho, os jogadores bateram bola com crianças e posaram para fotografias.

Imagens do dia da Copa - 1º.juilio

J.Humberto/AgNews

Jogadores da Holanda aproveitam o dia de folga e vão para a praia no Rio de Janeiro

Alguns integrantes da delegação holandesa estiveram no local onde existe uma estátua de Michael Jackson -locação de um videoclipe do astro americano rodado em 1996.

No final os jogadores ainda participaram de campanha de uma fábrica de tintas e pintaram muros de laranja no Dona Marta.

ROBBEN RECEBE VISITA

Houve quem arriscasse um passeio um pouco mais distante: foi o caso do meia Leroy Fer, que esteve na escadaria Selaron, em Santa Tereza, na região central do Rio, com a noiva Xenia Lodia Maria. Ela publicou foto numa rede social com a legenda "Turistas no Rio" em que os dois aparecem sentados na escada.

Para tristeza dos caçadores de autógrafos, o ídolo maior da seleção laranja, o meio-campista Arjen Robben, ficou mais recluso.

À tarde, ele recebeu a visita do amigo brasileiro Rafinha, lateral-direito do Bayern de Munique.

Em férias no Rio e acompanhado pelo sambista Rogerinho, integrante do grupo Revelação, Rafinha publicou uma foto com o jogador e Rogerinho no Twitter em que diz que "foi visitar o amigo Robben".

'Vida com UPP é muito melhor do que antes', diz governador do Rio

DO RIO

22/02/2013 16h01

Numa semana com episódios de violência em favelas com UPPs (Unidades de Polícia Pacificadora), o governador do Rio, Sérgio Cabral (PMDB), defendeu o projeto na tarde desta sexta-feira (22) e afirmou que a vida nessas comunidades é melhor do que antes da chegada dos policiais. Para ele, os problemas que o programa tem enfrentado se deve a reação de traficantes.

"Estamos vendo aí o caso da Mangueira, agora em Manguinhos, ou na Vila Cruzeiro. Certamente, a vida nessas comunidades é muito melhor, mais tranquila do que era antes das UPPs. Ninguém tinha a ilusão que, depois de 20, 30, 35 anos de domínio do poder paralelo armado seria abandonado pelos marginais sem reações", disse ele em discurso, durante evento no Palácio Guanabara que lançou projeto para jovens moradores de favelas. Ele não concedeu entrevista à imprensa.

Na terça-feira (19), o comércio na Mangueira fechou após a morte do traficante Acir Ronaldo Monteiro da Silva, 42, conhecido como 2K. Duas pessoas foram assassinadas na comunidade, acredita-se em represália ao homicídio do traficante.

Em Manguinhos, um grupo de cerca de 30 moradores da favela de Manguinhos, na zona norte do Rio, bloqueou ontem (21) a avenida dos Democráticos e lançou pedras contra ônibus que passavam na via. A Secretaria de Segurança afirmou que a confusão começou com uma briga familiar, na qual policiais da UPP interviram usando spray de pimenta.

"O processo de pacificação é de uma revolução permanente muito grande. É uma obra em construção. A gente vê, volta e meia, reações em comunidades onde a solidificação da UPP está sendo construída dia após dia. Em outras comunidades há avanços maiores", disse Cabral.

O governo estadual lançou programa de inclusão social de jovens de comunidades com UPP, com financiamento do BID (Banco Interamericano de Desenvolvimento). Profissionais vão atender 40 mil jovens de 20 favelas, reorientando sua vida escolar e profissional. O foco da iniciativa são pessoas fora da escola ou sem trabalho.

Dançarino morto no Rio fez filme onde seu personagem era morto por PMs

DO RIO

23/04/2014 12h38 - Atualizado às 13h33

O dançarino encontrado morto em uma creche na favela Pavão-Pavãozinho foi protagonista de um curta-metragem em que seu personagem é executado por policiais na mesma comunidade.

O curta "Made in Brazil" tem 6min49s de duração e foi dirigido e produzido por Wanderson Chan, 29. O personagem de Douglas Rafael da Silva Pereira é chamado, na produção, como DG, mesmo apelido que ele tinha na vida real.

A história começa com uma partida de futebol nas areias da praia de Copacabana, em que ele termina comemorando um gol. Muitas vezes, a câmera está em primeira pessoa, mostrando as cenas sob a ótica de DG.

Após a partida de futebol, o personagem é filmado subindo a mesma rua onde se localiza a creche em que seu corpo foi encontrado, cumprimentando moradores e comerciantes. Ao fim do curta, ele é abordado por dois policiais, que lhe apontam armas e o agridem. Um deles termina atirando em DG, em seu corpo fica no chão, em uma viela.

O curta foi lançado junho de 2013, pela produtora Contra a Parede, fundada por Chan há 4 anos.

Chan disse ter conhecido DG assim que sua produtora foi convidada a enviar um curta-metragem para o festival Tropfest em Nova York, em maio de 2013.

"Decidi que faria uma história contando nossos problemas sociais em paralelo com a euforia da Copa. Antes de começar a procurar um ator, fui apresentado a DG. Ele tinha muita vida, muita energia, era engraçado e muito querido pela favela. Decidi na hora que seria ele".

A filmagem levou três dias. Segundo Chan, os rapazes que aparecem na partida de futebol são todos amigos de DG. Ninguém cobrou cachê. A produção custou R\$ 750. O produtor disse que o curta chegou a ser pré-selecionado, mas acabou não escolhido para ser exibido no festival.

Chan disse que conversou pela última vez com DG no dia 3 de abril. Os dois planejavam filmar um clipe para uma música composta pelo dançarino -que tinha uma banda- e um longa, em que o rapaz não seria protagonista, "mas teria papel importante".

"Eu também queria voltar a visitar o Pavão-Pavãozinho", disse Chan, que mora em Casimiro de Abreu. "Soube da morte dele ontem à noite, e até agora não consigo acreditar".

A apresentadora Regina Casé divulgou nota ontem sobre a morte do dançarino do Esquenta!.

"Eu estou arrasada e toda a família Esquenta está devastada com essa notícia terrível. Uma tristeza imensa me provoca a morte do DG, um garoto alegre, esforçado, com vontade imensa de crescer. O que dizer num momento desses? Lamentar, claro, essa violência toda que só produz tragédias assim. Que só leva insegurança às populações mais pobres do país. Agora, é impossível saber exatamente o que houve. Mas é preciso que a Polícia esclareça essa morte, ouvindo todos, buscando a verdade. A verdade, seja ela qual for, não porá fim à tristeza. Mas é o único consolo".

A equipe do programa "Esquenta!" também lamentou a morte de DG, antes de Regina Casé ter sido comunicada.

"A família Esquenta! está profundamente abalada e triste com a notícia da morte do Douglas Rafael da Silva Pereira, nosso querido DG. Perdemos um dos mais criativos dançarinos que já conhecemos em qualquer palco. Desde a primeira temporada do nosso programa, há quatro anos, DG só alegrava nossas gravações. Ele vai sempre ser lembrado em nossas vidas por estas duas palavras: alegria e criatividade".

Résumé

Ce travail porte sur les représentations journalistiques brésiliennes et françaises des favelas cariocas. La question que je me suis posée était : en quoi, à l'aune des méga-événements (Coupe du monde 2014 et Jeux Olympiques 2016), un nouveau discours sur les favelas s'est développé dans les médias. En effet, les favelas ont longtemps, et sont toujours, représentées à partir du thème de la violence (du narcotrafic, de la police) dans les médias. Nous avons voulu montrer en quoi ces représentations basées sur la thématique de la violence faisaient passer les favelas pour des « états de nature » au sens de Thomas Hobbes et Baruch Spinoza. Cependant, depuis la nomination de Rio de Janeiro comme ville hôte des futurs Jeux Olympiques, un nouveau discours est apparu. En effet, en vue des méga-événements, une politique de pacification a été entreprise pour endiguer la violence dans les favelas. À présent, les favelas sont davantage représentées comme parties intégrantes à l'État de droit brésilien que par le passé. Nous voyons ainsi comment représentations médiatiques et politiques publiques s'auto-influencent.

Mots-clés : Favelas – représentations journalistiques – politique de pacification – méga-événements – état de nature – État civil

Resumo

Este trabalho procura analisar as representações das favelas do Rio de Janeiro nos jornais franceses e brasileiros. A questão central é: como os megaeventos influenciaram as políticas públicas (a política da pacificação) que estão sendo nas favelas agora e como um novo discurso sobre elas se desenvolveu? De fato, as favelas foram durante muito tempo representadas como lugar de violência (por causa do narcotráfico e da violência policial). O objetivo era de mostrar como essas representações baseadas na violência mostram as favelas como “estados de natureza” (Thomas Hobbes e Baruch Spinoza). Porém, um novo discurso se desenvolveu, ligado aos megaeventos e à política da pacificação. As favelas estão mais representadas como fazendo parte do Estado civil brasileiro. De fato, as representações midiáticas e as políticas públicas se influenciam.

Palavras-chave: Favelas, representações jornalísticas – política de pacificação – megaeventos – estado de natureza – Estado civil